

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA
PLANIFICATION, DE LA
PROGRAMMATION ET DU BUDGET

MINISTÈRE DU REVENU DU QUÉBEC

R4A1

B83

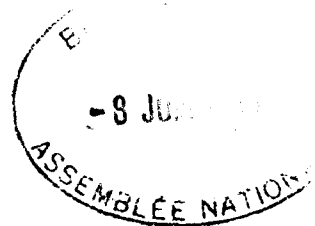
1999/2000)

2

QL

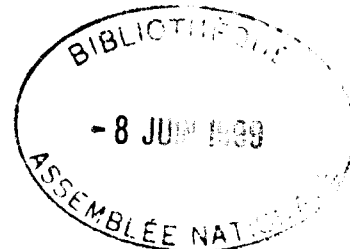
P. gouv.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000



Réponses aux demandes de renseignements
de l'Opposition officielle

TABLE DES MATIÈRES



1) Demande de renseignements généraux

Question 1	Organigramme du ministère.....	1
Question 2	Liste des publications.....	11
Question 3	Liste des voyages hors Québec.....	21
Question 4	Liste des dépenses en publicité et en articles promotionnels.....	31
Question 5	Liste des sondages effectués.....	49
Question 6	Liste des études commandées.....	54
Question 7	Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés.....	55
Question 8	Liste des contrats qui ont fait l'objet d'un versement supplémentaire.....	73
Question 9	Dépenses diverses.....	75
Question 10	Liste de tous les véhicules fournis.....	76
Question 11	Cotisations payées par l'employeur.....	79
Question 12	Répartition du personnel régulier.....	80
Question 13	Programme de mise à la retraite du gouvernement du Québec.....	82
Question 14	Programme de départ volontaire.....	83
Question 15	Maladie, heures supplémentaires et vacances.....	84
Question 16	Évolution des effectifs.....	87
Question 17	Liste des baux pour les espaces loués par la SIQ.....	89
Question 18	Liste des firmes qui louent des espaces, mis à part la SIQ.....	90
Question 19	Liste des contrats attribués à des firmes de communication.....	91
Question 20	Liste des tarifs en vigueur.....	97
Question 21	Liste du personnel du cabinet de la ministre.....	98
Question 22	Liste de la suite sous-ministérielle.....	100
Question 23	Liste des subventions octroyées.....	102
Question 24	Liste des crédits périmés.....	105
Question 25	Ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts du fédéral.....	107
Question 26	Crédits pour le redressement de la métropole.....	108
Question 27	Liste des projets retenus à l'occasion du Sommet de l'économie de l'emploi.....	109
Question 28	Liste du personnel libéré pour les négociations dans la fonction publique.....	110
Question 29	Liste du personnel en disponibilité.....	111
Question 30	Liste du personnel hors structure.....	112
Question 31	Liste du personnel rémunéré par le Ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres.....	114
Question 32	Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au Ministère.....	115
Question 33	Liste des cadres qui ont été réaffectés.....	116
Question 34	Liste du personnel qui reçoit une double rémunération.....	118
Question 35	Liste détaillée du matériel informatique pour chacun des ministères.....	119
Question 36	L'état d'avancement des travaux pour contrer les effets du bogue de l'an 2000.....	124
Question 37	Liste du personnel libéré pour diverses commissions.....	125
Question 38	Personnel contacté ou rencontré par la Commission d'accès à l'information.....	126
Question 39	Plans de régionalisation des services gouvernementaux.....	127

R4A'
BS3
(009/2000
2
OL

TABLE DES MATIÈRES
(suite)

P.gouv. 2) *Demande de renseignements particuliers*

Leclerc
sur p. 18

Question 1	Programme de départs volontaires.....	133
Question 2	Montant déboursé pour payer des coupons de taxi.....	134
Question 3	Cotisations versées au Fonds de solidarité de la F.T.Q.	135
Question 4	Nombre de dossiers en infraction et ventilation des amendes réclamées	136
Question 5	Rendement moyen par vérificateur et percepteur	138
Question 6	Sommes remboursées à l'impôt des particuliers.....	139
Question 7	Impact des mesures concernant la déclaration des pourboires	140
Question 8	Nombre de faillites personnelles suite aux avis de cotisation de pourboires non déclarés	141
Question 9	Nombre d'entreprises ayant bénéficié du congé fiscal de 5 ans	142
Question 10	Nombre d'entreprises ayant bénéficié du congé partiel de taxes sur le capital.....	143
Question 11	Statistiques relatives à la perception et à la distribution des pensions alimentaires.....	144
Question 12	Statistiques quant aux bénéficiaires de pensions alimentaires	146
Question 13	Statistiques concernant les débiteurs et débitrices de pensions alimentaires.....	148
Question 14	Nombre et rôle des personnes travaillant à la perception des pensions alimentaires.....	151
Question 15	Budget total 1998-1999 pour la perception des pensions alimentaires	152
Question 16	Budget total 1999-2000 pour la perception des pensions alimentaires	153
Question 17	Plan de transfert des effectifs au ministère du Revenu dans le traitement des pensions alimentaires.....	154
Question 18	Plan de transfert des dossiers d'ordonnance en pensions alimentaires.....	155

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

1) Demandes de renseignements généraux

Questions 1 à 39

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

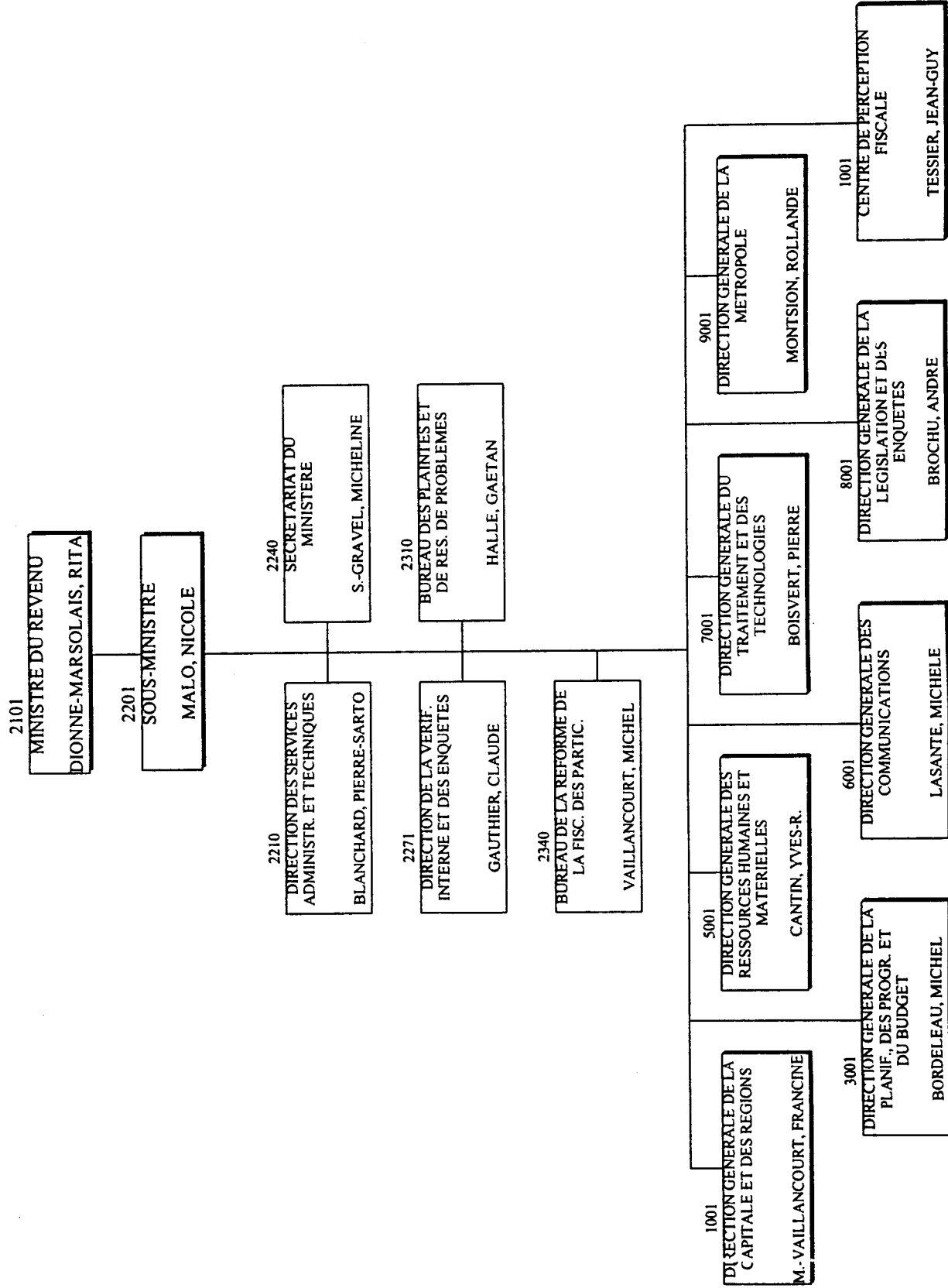
Question 1

Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire.

Réponse

Voir annexe

Ministère du Revenu
Sommaire
en date du 31 mars 1999

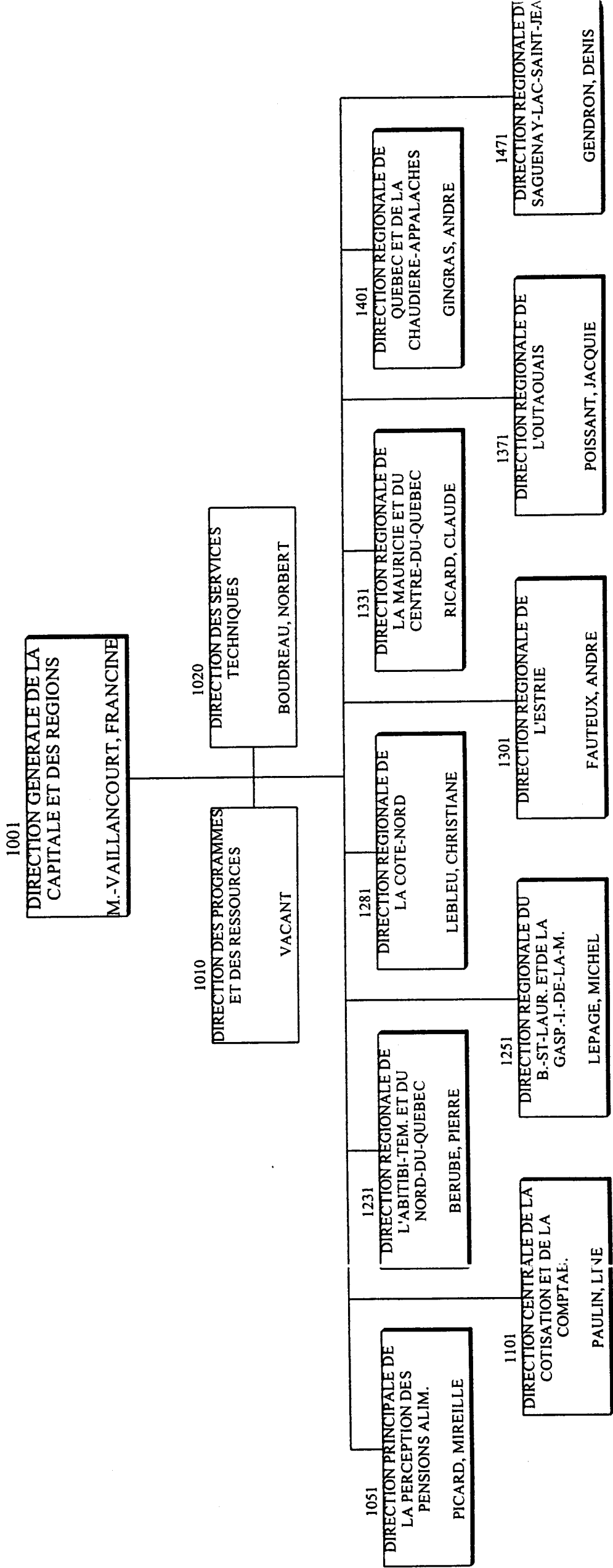


Ministère du Revenu

Direction générale de la capitale et des régions

Sommaire

en date du 31 mars 1999

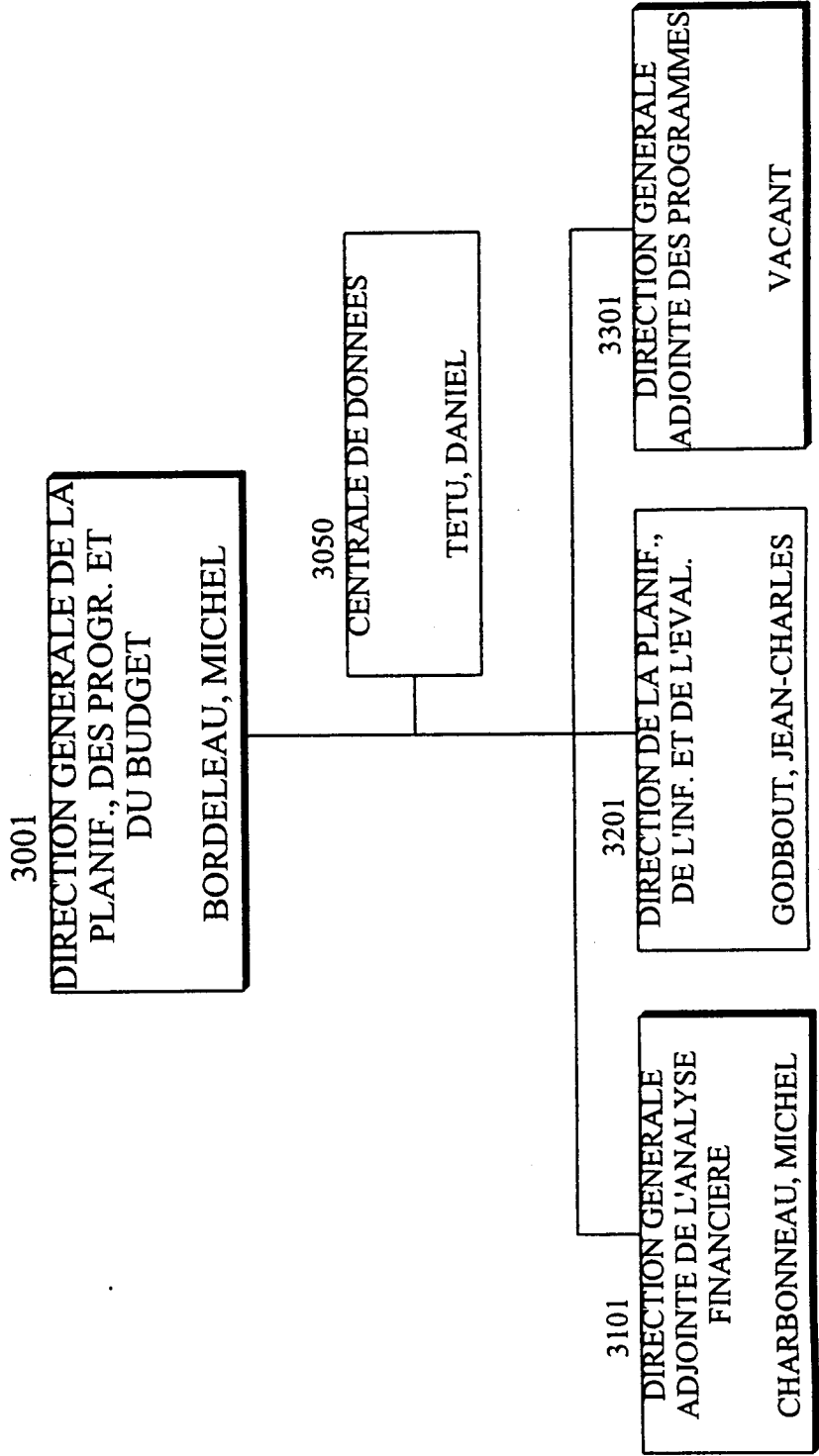


Ministère du Revenu

Direction générale de la planification, des programmes et du budget

Sommaire

en date du 31 mars 1999

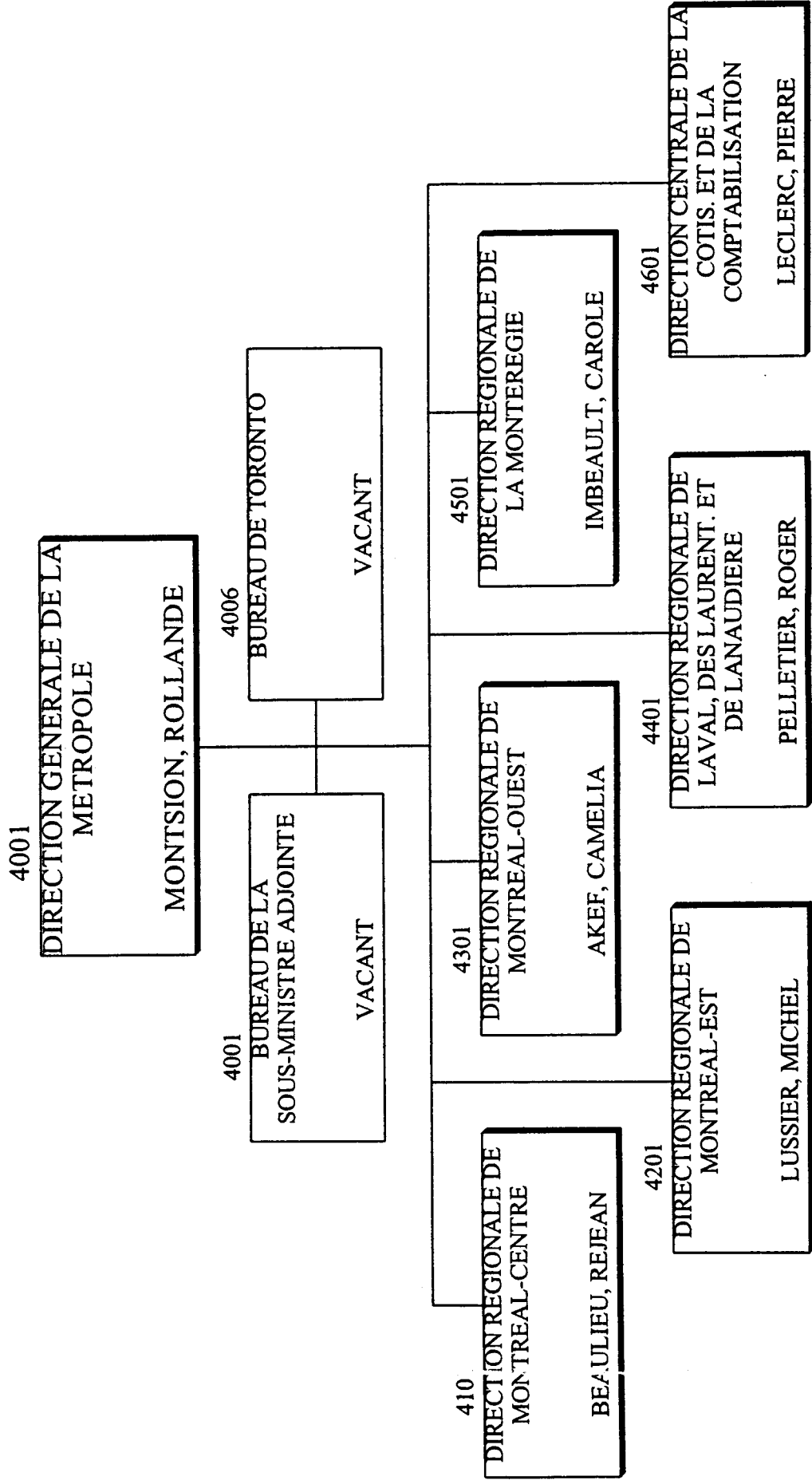


Ministère du Revenu

Direction générale de la métropole

Sommaire

en date du 31 mars 1999

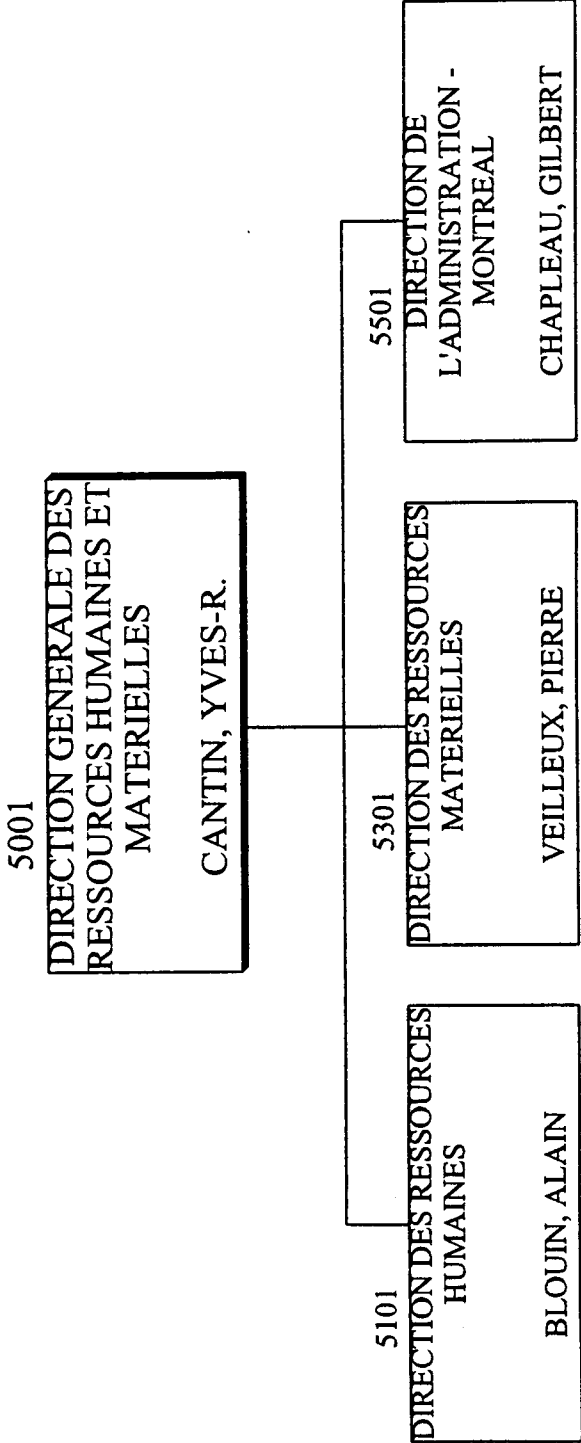


Ministère du Revenu

Direction générale des ressources humaines et matérielles

Sommaire

en date du 31 mars 1999

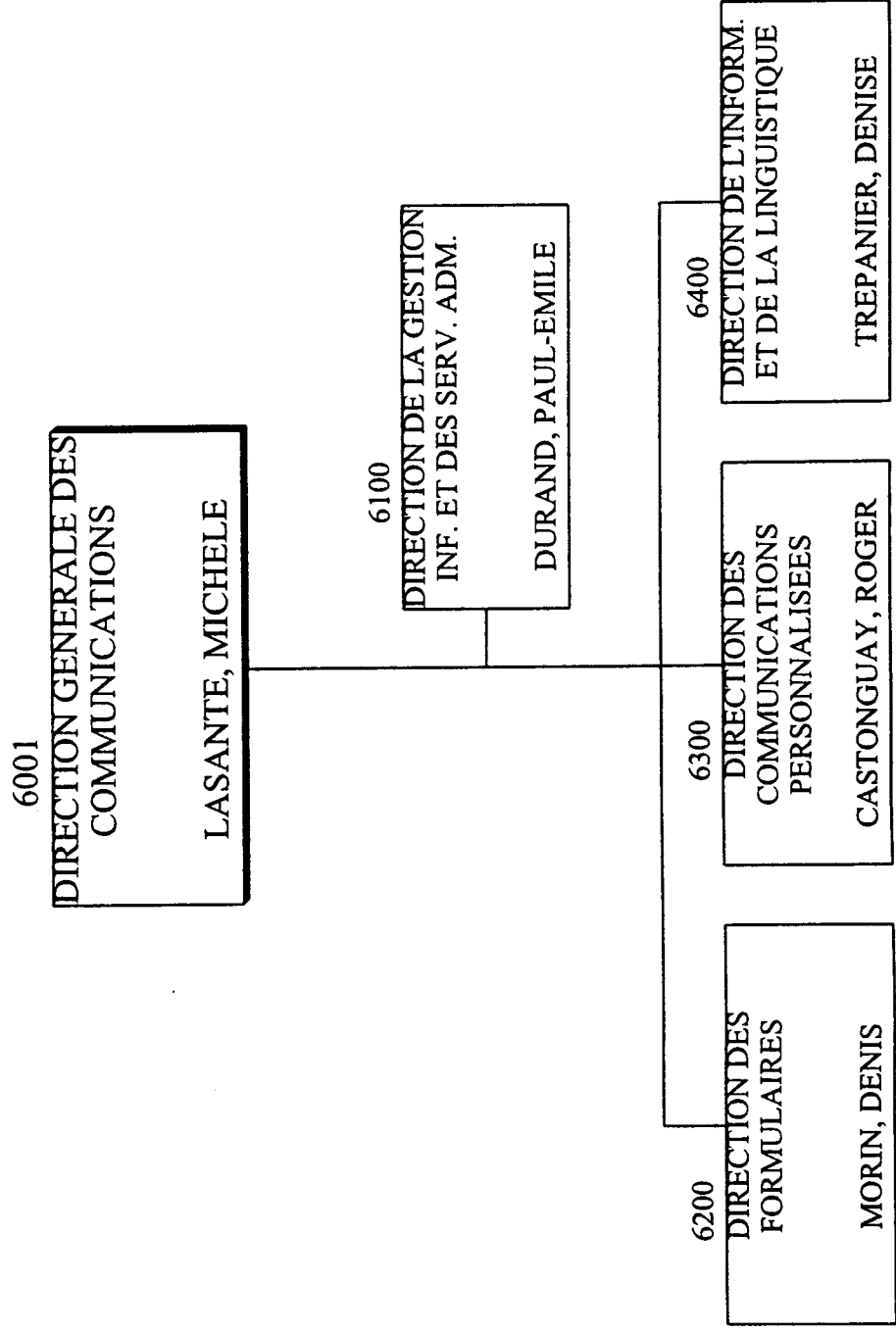


Ministère du Revenu

Direction générale des communications

Sommaire

en date du 31 mars 1999

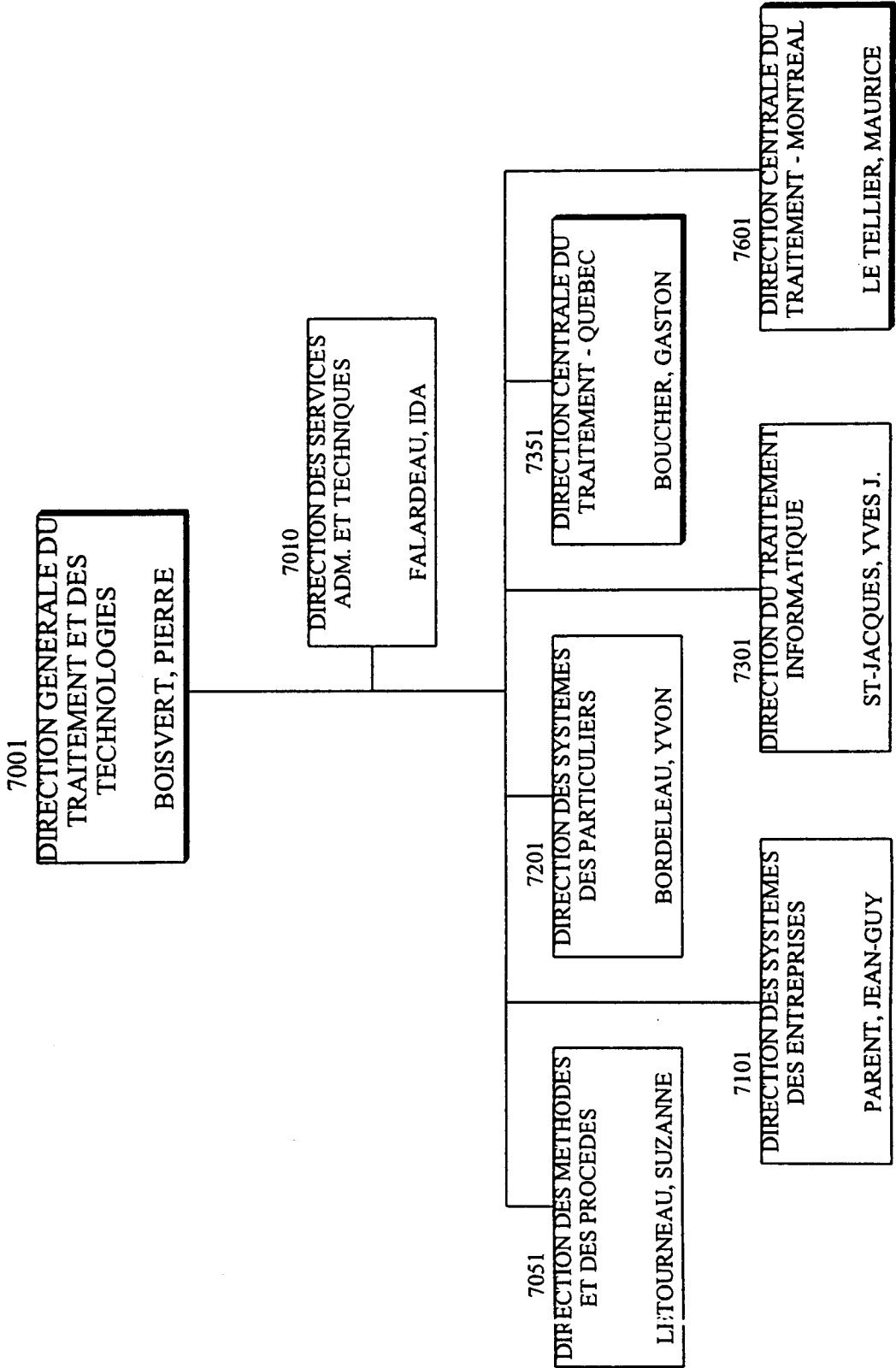


Ministère du Revenu

Direction générale du traitement et des technologies

Sommaire

en date du 31 mars 1999

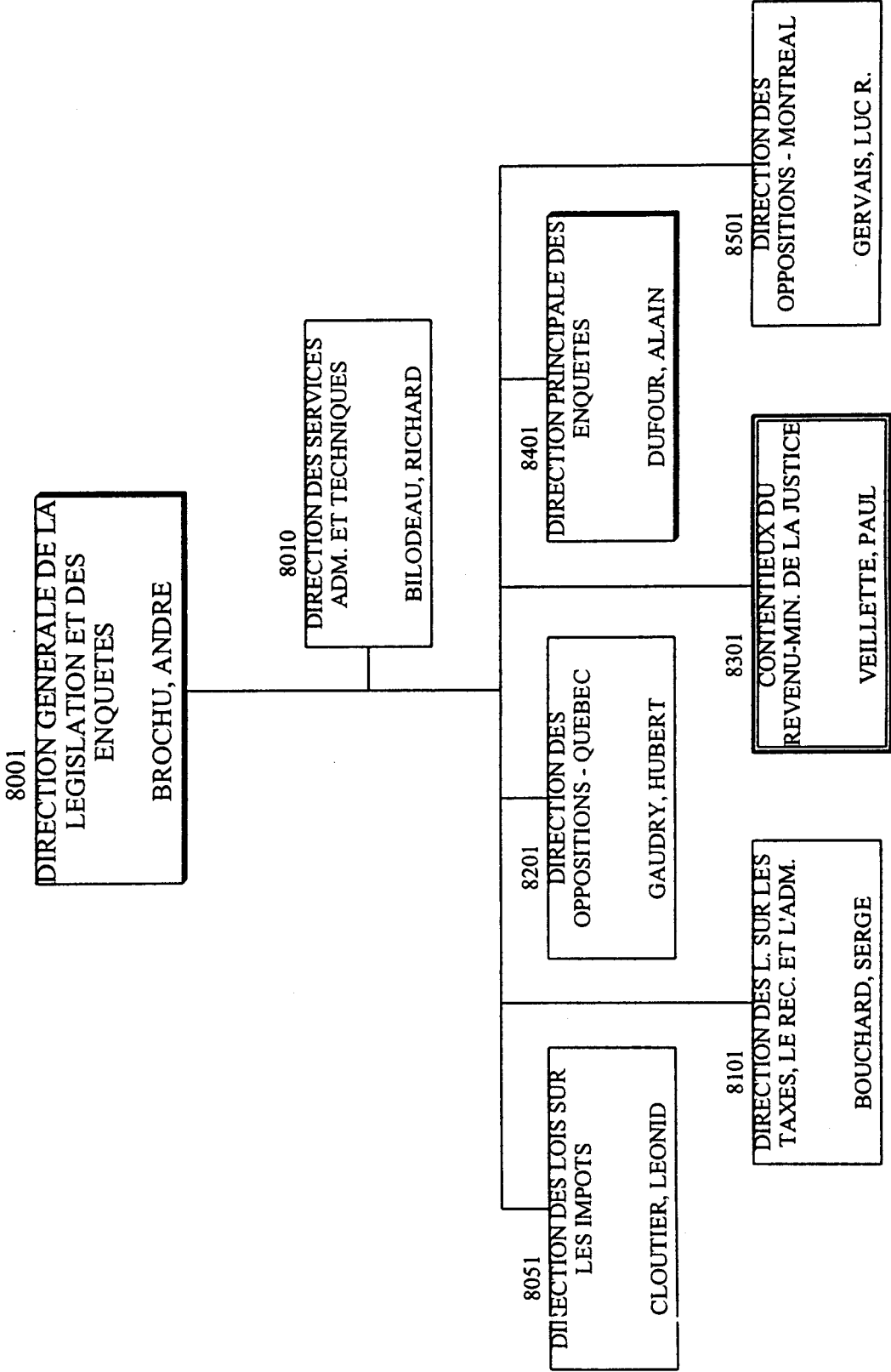


Ministère du Revenu

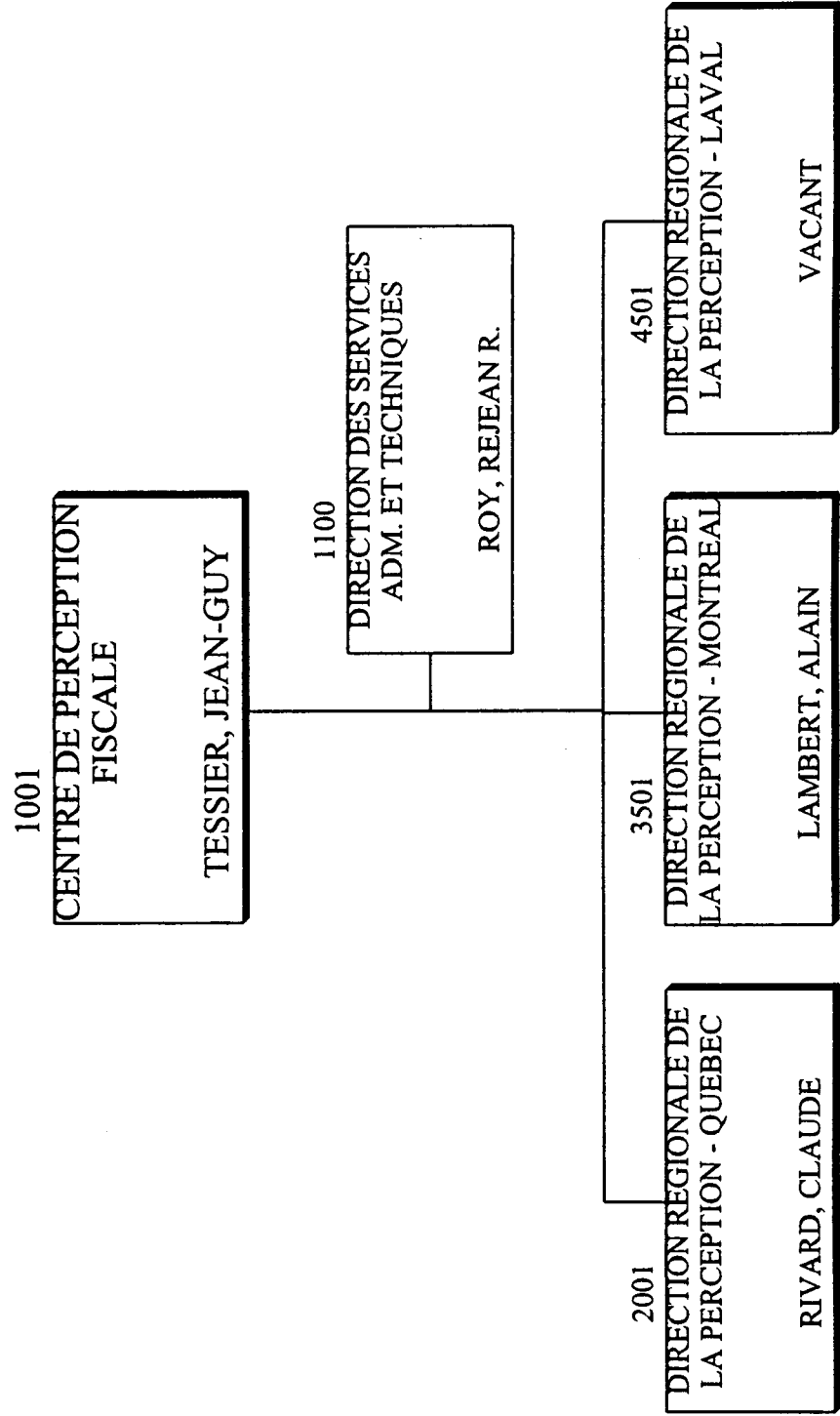
Direction générale de la législation et des enquêtes

Sommaire

en date du 31 mars 1999



Ministère du Revenu
Centre de perception fiscale
Sommaire
en date du 31 mars 1999



ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 2

Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :

- tirage
- coût
- distribution
- imprimeur
- copie des publications parues depuis le 1er avril 1998.

Réponse

Voir annexes : « BROCHURES ET DÉPLIANTS »
« PUBLICATIONS RÉGULIÈRES DU MRQ »
« PUBLICATIONS TPS DU MRQ »

Un exemplaire des brochures et dépliants et publications régulières a été transmis au Secrétariat de la Commission ; des exemplaires additionnels sont disponibles sur demande.

<u>TITRE</u>	<u>TIRAGE</u>	<u>COÛT</u>	<u>FOURNISSEUR</u>	<u>MODE DE DISTRIBUTION</u>
Le particulier et les revenus locatifs (IN-100 et V)	60 000 (F) 15 000 (A)	9 099 \$	Imprimerie Canada Inc.	. Bureaux du Ministère . Bureaux de Communication-Québec . Réseau de distribution: Caisses populaires . Envoi sur demande aux particuliers . Députés
Les acomptes provisionnels d'impôt sur le revenu (IN-105)	5 000 (F)	480 \$	Les Presses d'Aujourd'hui	. Bureaux du Ministère . Envoi sur demande aux particuliers . Députés
Les acomptes provisionnels d'impôt sur le revenu (IN-105 et V)	115 000 (F) 30 000 (A)	6 378 \$	Imprimerie Québecor L'Éclaireur /St-Romuald	. Bureaux du Ministère . Envoi sur demande aux particuliers . Députés
Les acomptes provisionnels d'impôt sur le revenu (IN-105 et V)	32 000 (F) 8 000 (A)	830 \$	Les Presses d'aujourd'hui	. Bureaux du Ministère . Envoi sur demande aux particuliers . Députés
Les acomptes provisionnels d'impôt sur le revenu (IN-105 et V)	57 000 (F) 11 000 (A)	3 450 \$	Imprimerie La Renaissance Inc.	. Bureaux du Ministère . Envoi sur demande aux particuliers . Députés
Les acomptes provisionnels d'impôt sur le revenu (IN-105 et V)	50 000 (F) 15 000 (A)	3 400 \$	Imprimerie La Renaissance Inc.	. Bureaux du Ministère . Envoi sur demande aux particuliers . Députés . Réseau de distribution: Caisses populaires

BROCHURES ET DÉPLIANTS DU MINISTÈRE DU REVENU (1998-1999)

<u>TITRE</u>	<u>TIRAGE</u>	<u>COÛT</u>	<u>FOURNISSEUR</u>	<u>MODE DE DISTRIBUTION</u>
Les dépenses reliées à l'emploi (IN-118 et V)	75 000 (F) 15 000 (A)	17 028 \$	Imprimeries Transcontinental inc.	. Bureaux du Ministère . Bureaux de Communication-Québec . Réseau de distribution: Caisses populaires . Députés . Envoi sur demande
Les gains et pertes en capital (IN-120 et V)	18 000 (F) 5 000 (A)	5 350 \$	Imprimerie Québecor L'Éclaireur /St-Romuald	. Bureaux du Ministère . Bureaux de Communication-Québec . Envoi sur demande
Les incidences fiscales de l'aide financière reçue à la suite d'un sinistre (IN-125 et V)	15 000 (F) 5 000 (A)	3 784 \$	Imprimerie Transcontinental Inc.	. Bureaux du Ministère . Caisses populaires concernées . Envoi sur demande
Les incidences fiscales d'une séparation ou d'un divorce (IN-128 et V) (En cours d'impression)	50 000 (F) 10 000 (A)	10 484 \$	Imprimerie Québecor L'Éclaireur /St-Romuald	. Bureaux du Ministère . Bureaux de Communication-Québec . Réseau de distribution: Caisses populaires . Députés . Envoi sur demande
Les frais médicaux ouvrant droit à un crédit d'impôt (IN-130 et V)	9 000 (F) 1 000 (A)	792 \$	Imprimerie Rovancel Inc.	. Bureaux du Ministère . Bureaux de Communication-Québec . Envoi sur demande

BROCHURES ET DÉPLIANTS DU MINISTÈRE DU REVENU (1998-1999)

3

<u>TITRE</u>	<u>TIRAGE</u>	<u>COÛT</u>	<u>FOURNISSEUR</u>	<u>MODE DE DISTRIBUTION</u>
Les personnes handicapées et la fiscalité (IN-133 et V)	60 000 (F) 15 000 (A)	6 590 \$	Imprimerie Solisco inc.	. Bureaux du Ministère . Bureaux de Communication-Québec . Réseau de distribution: Caisses populaires . Députés . Envoi sur demande
Les revenus d'entreprise ou de profession (IN-155 et V)	78 000 (F) 17 000 (A)	22 900 \$	Imprimeries Transcontinental inc.	. Bureaux du Ministère . Bureaux de Communication-Québec . Réseau de distribution: Caisses populaires . Envoi sur demande aux particuliers . Députés
Un ministère au service de sa clientèle (IN-170)	2 500 (F)	725 \$	J. B. Deschamps inc.	. Tournée de la ministre du Revenu - Pour le public - Journalistes . Certaines expositions
TED- Déclaration des partici liers Renseignements généraux et formulaire d'inscription (IN-223)	10 000 (F)	2 211 \$	Imprimerie Québecor L'Éclaireur /St-Romuald	. Bureaux du Ministère . CA, CGA, CMA . Ceux qui ont un bureau d'experts comptables . Envoi sur demande

BROCHURES ET DÉPLIANTS DU MINISTÈRE DU REVENU (1998-1999)

<u>TITRE</u>	<u>TIRAGE</u>	<u>COÛT</u>	<u>FOURNISSEUR</u>	<u>MODE DE DISTRIBUTION</u>
La perception automatique des pensions alimentaires (IN-236 et V) (En cours d'impression)	220 000 (F) 15 000 (A)	30 914 \$	Imprimerie L'Éclaireur	. Palais de justice . Bureaux d'aide juridique . CLSC . Partenaires du MRQ et groupes ciblés . Bureaux de Communication-Québec . Réseaux de distribution : Caisses populaires . Envoi sur demande
TED - Déclaration des particuliers (renseignements pour les particuliers) (IN-238 et V)	75 000 (F) 15 000 (A)	1 616 \$	J. B. Deschamps	. Envoi aux inscrits à titre de déclarant TED . Bureaux du Ministère . Bureaux de Communication-Québec . Envoi sur demande
Remboursement de taxes à l'intention des représentations étrangères (IN-249 et V, IN-249-E)	2 000 (F) 3 000 (A) 3 000 (E)	1 360 \$	Litho Acmé - Prescom	. Bureaux du Ministère . Ministère des Affaires internationales
Mesures fiscales concernant les pourboires (IN-250 et V)	50 000 (F) 5 000 (A)	6 655 \$	Imprimerie Canada inc.	. Bureaux du Ministère . Envoi massif aux restaurateurs . Envoi sur demande
Vous êtes un travailleur autonome ? (IN-300 et V)	50 000 (F) 15 000 (A)	4 998 \$	Imprimerie des Chutes	. Bureaux du Ministère . Bureaux de Communication-Québec . Envoi sur demande

<u>TITRE</u>	<u>TIRAGE</u>	<u>COÛT</u>	<u>FOURNISSEUR</u>	<u>MODE DE DISTRIBUTION</u>
Entente internationale concernant la taxe sur les carburants et le manuel des procédures (IN-322)	5 000 (F)	4 995 \$	Imprimerie Québecor L'Éclaireur /St-Romuald	. Membres IFTA . Envoi sur demande
Le régime de perception des pensions alimentaires du ministère du Revenu (IN-900 et V)	225 000 (F) 20 000 (A)	6 416 \$	J. B. Deschamps	. Palais de justice . Bureaux d'aide juridique . CLSC . Partenaires du MRQ et groupes ciblés . Bureaux de Communication-Québec . Réseaux de distribution : Caisses populaires . Envoi sur demande

PUBLICATIONS RÉGULIÈRES DU MINISTÈRE DU REVENU (1998-1999)

<u>TITRE</u>	<u>TIRAGE</u>	<u>COÛT</u>	<u>FOURNISSEUR</u>	<u>MODE DE DISTRIBUTION</u>
Rapport annuel 1997-1998	865	2 955 \$	Direction générale de l'information gouvernementale	Distribution aux gestionnaires, à d'autres ministères et organismes, chroniqueurs financiers et réserve pour demandes ad hoc.
L'idée fisc (INF-200)	10 000	3 160 \$	Imprimerie Le Renouveau (1988) inc.	Distribution aux employés du Ministère
L'idée fisc (INF-200)	10 000	2 038 \$	Imprimerie Le Renouveau (1988) inc.	Distribution aux employés du Ministère
L'idée fisc (INF-200)	10 000	1 950 \$	Imprimerie La Renaissance inc.	Distribution aux employés du Ministère
L'idée fisc (COM-200)	10 000	1 835 \$	Imprimerie Le Renouveau (1988) inc.	Distribution aux employés du Ministère
L'idée fisc (COM-200)	10 000	3 014 \$	Imprimerie Le Renouveau (1988) inc.	Distribution aux employés du Ministère
Programme des bénévoles (COM-301 et V)	1 500 (F)	165 \$	Imprimerie Rovancel inc.	Distribution aux formateurs de Revenu Canada dans tous leurs districts et à Communication-Québec pour leur réseau provincial
Manuel de formation Programme bénévoles (COM-305 et V)	6 500 (F) 500 (A)	6 739 \$	Imprimerie Le Renouveau (1988) inc.	Distribution aux formateurs de Revenu Canada dans tous leurs districts.
Cahier de réponse Programme des bénévoles (COM-306 et V)	6 500 (F) 500 (A)	4 866 \$	Imprimerie Le Renouveau (1988) inc.	Distribution aux formateurs de Revenu Canada dans tous leurs districts.



PUBLICATIONS RÉGULIÈRES DU MINISTÈRE DU REVENU (1998-1999)

<u>TITRE</u>	<u>TIRAGE</u>	<u>COÛT</u>	<u>FOURNISSEUR</u>	<u>MODE DE DISTRIBUTION</u>
Mesures préventives concernant les manifestations de violence (COM-311)	12 000 (F)	2 011 \$	Imprimerie Le Renouveau (1988) inc.	Distribution aux employés du Ministère
Bulletins Interprétation Revenu Québec - Impôt et Taxe	725	Autofinancement	Direction générale de l'information gouvernementale	Envoi aux contribuables, sur demande

PUBLICATIONS TPS DU MINISTÈRE DU REVENU (1998-1999)

3

<u>TITRE</u>	<u>TIRAGE</u>	<u>COÛT</u>	<u>FOURNISSEUR</u>	<u>MODE DE DISTRIBUTION</u>
Nouvelles fiscales du Québec (IN-136.41 et V)	490 000 (F) 50 000 (A)	47 817 \$	Imprimeries Transcontinental inc.	. Bulletin d'information offert gratuitement aux groupes-cibles du Ministère (particuliers, corporations, mandataires, spécialistes en fiscalité, clientèle interne) (abonnement gratuit) . Employés du ministère du Revenu
Nouvelles fiscales du Québec (IN-136.42 et V)	490 000 (F) 50 000 (A)	47 720 \$	Imprimeries Transcontinental inc.	. Bulletin d'information offert gratuitement aux groupes-cibles du Ministère (particuliers, corporations, mandataires, spécialistes en fiscalité, clientèle interne) (abonnement gratuit) . Employés du ministère du Revenu
Nouvelles fiscales du Québec (IN-136.43 et V)	487 000 (F) 43 000 (A)	48 173 \$	Imprimeries Transcontinental inc.	. Bulletin d'information offert gratuitement aux groupes-cibles du Ministère (particuliers, corporations, mandataires, spécialistes en fiscalité, clientèle interne) (abonnement gratuit) . Employés du ministère du Revenu
Nouvelles fiscales du Québec (IN-136.44 et V)	485 000 (F) 40 000 (A)	47 123 \$	Imprimeries L'Éclaireur	. Bulletin d'information offert gratuitement aux groupes-cibles du Ministère (particuliers, corporations, mandataires, spécialistes en fiscalité, clientèle interne) (abonnement gratuit) . Employés du ministère du Revenu
Renseignements généraux sur la TVQ et la TPS/TVH : Guide pour l'inscrit (IN-203 et V)	50 000 (F) 10 000 (A)	24 353 \$	Imprimerie Solisco inc.	. Bureaux du Ministère . Envoi aux nouveaux inscrits . Envoi sur demande aux mandataires
TVQ Dois-je m'inscrire ? (IN-204)	12 000 (F)	3 825 \$	Imprimerie Solisco inc.	. Bureaux du Ministère . Bureaux de Communication-Québec . Envoi sur demande aux mandataires . Envoi aux nouveaux inscrits dans ce secteur d'activité

PUBLICATIONS TPS DU MINISTÈRE DU REVENU (1998-1999)

<u>TITRE</u>	<u>TIRAGE</u>	<u>COÛT</u>	<u>FOURNISSEUR</u>	<u>MODE DE DISTRIBUTION</u>
TVQ Dois-je m'inscrire ? (IN-204 et -V)	15 000 (F) 5 000 (A)	5 680 \$	Imprimerie Solisco inc.	. Bureaux du Ministère . Bureaux de Communication-Québec . Envoi sur demande aux mandataires . Envoi aux nouveaux inscrits dans ce secteur d'activité
TVQ Dois-je m'inscrire ? (IN-204)	12 000 (F)	3 825 \$	Imprimerie Solisco inc.	. Bureaux du Ministère . Bureaux de Communication-Québec . Envoi sur demande aux mandataires . Envoi aux nouveaux inscrits dans ce secteur d'activité
La TVQ, la TPS/TVH et l'alimentation (IN-216 et V)	10 000 (F) 5 000 (A)	5 658 \$	Imprimerie Québecor L'Éclaireur/St-Romuald inc.	. Bureaux du Ministère . Envoi sur demande aux mandataires . Envoi aux nouveaux inscrits dans ce secteur d'activité
La TVQ, la TPS/TVH et l'alimentation (IN-216)	7 000 (F)	3 235 \$	Imprimerie Solisco inc.	. Bureaux du Ministère . Envoi sur demande aux mandataires . Envoi aux nouveaux inscrits dans ce secteur d'activité
La TVQ, la TPS/TVH, la taxe sur les carburants et les transports de marchandises (IN-218 et V)	10 000 (F) 5 000 (A)	4 617 \$	Imprimerie Canada inc.	. Bureaux du Ministère . Envoi sur demande aux mandataires . Envoi aux nouveaux inscrits dans ce secteur d'activité
La TVQ, la TPS et les véhicules routiers (IN-624)	5 000 (F)	1 907 \$	Imprimerie La Renaissance inc.	. Bureaux du Ministère . Envoi sur demande aux mandataires . Envoi aux nouveaux inscrits dans ce secteur d'activité
La TVQ, la TPS et les véhicules routiers (IN-624 et V)	5 000 (F) 3 000 (A)	2 589 \$	Imprimerie Canada inc.	. Bureaux du Ministère . Envoi sur demande aux mandataires . Envoi aux nouveaux inscrits dans ce secteur d'activité

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 3

Liste des voyages hors Québec depuis le 1er avril 1998 :

- endroit et dates du départ et du retour ;
- but du voyage ;
- personnes rencontrées ;
- coût ;
- noms des ministres, députés, personnel de cabinet et fonctionnaires concernés (avec leur titre) ;
- pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés ;
- bilan et résultat des rencontres.

Réponse

Voir annexes : « VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1er AVRIL 1998 »
« VOYAGES HORS CANADA DEPUIS LE 1er AVRIL 1998 »

Note : Il n'est pas possible de présenter succinctement les résultats de chacune de ces rencontres ni de dresser la liste des personnes rencontrées ; de l'information additionnelle pourra être fournie sur demande.

VOYAGES HORS QUÉBEC MAIS AU CANADA DEPUIS LE 01 AVRIL 1998

NOMS	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	MONTANT
Éthier, Guy C. Directeur	Winnipeg Manitoba	Assister à la rencontre annuelle de «Tobacco Marketing Meeting» Les 16 et 17 avril 1998	1 701,99 \$
Audet, Bernard Agent gestion financière Robillard, Jean-Guy Directeur	Edmonton Alberta	Assister au «Comité interprovincial sur la répartition des affaires» où sont représentés les ministères: Revenu Québec - Revenu Canada - Finances Ontario - Finances Alberta Du 07 au 10 juin 1998	2 988,33 \$
Montsion, Rollande Sous-ministre adjointe	Toronto Ontario	Travail au bureau de Toronto Le 24 juin 1998	729,82 \$
Bastien, Renaude Directrice	Halifax Nouvelle-Écosse	Assister au «Comité interprovincial concernant les pensions alimentaires Du 03 au 05 juin 1998	1 601,83 \$
Faucher, Daniel Analyste Kirouac, Denis Analyste	Ottawa Ontario	Rencontre avec Revenu Canada sur divers aspects touchant l'administration de la TPS Du 16 au 18 juin 1998	1 876,88 \$
Moreau, Dominique Technicien	Toronto Ontario	Entretien et amélioration du réseau informatique au bureau de Toronto Les 21 et 22 mai 1998	1 312,23 \$
Landry, Richard Agent de recherche	Ottawa Ontario	Réunion de travail sur le commerce électronique et la fiscalité fédérale-provinciale Les 22 et 23 juillet 1998	576,80 \$
Bastien, Renaude Directrice	Ottawa Ontario	Conférence fédérale, provinciale et territoriale sur l'exécution des ordonnances alimentaires Du 09 au 13 août 1998	1 093,93 \$
Trottier, Robin Analyste	Toronto Ontario	Participer à un cours de formation technique avancée sur le système d'exploitation de la plate-forme de traitement de la Centrale de données. Du 7 au 14 novembre 1998	1 385,10 \$

VOYAGES HORS QUÉBEC MAIS AU CANADA DEPUIS LE 01 AVRIL 1998

NOMS	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	MONTANT
Simard, Agathe Chef de service Lussier, Michel Directeur	Victoria Colombie-Britannique	Assister au «Congrès interprovincial canadien de l'impôt de 1998» Du 03 au 08 octobre 1998	4 252,39 \$
Courval, Carole Agente de gestion financière	Peterborough Ontario	Vérification - taxe de vente du Québec Du 13 au 30 juillet 1998	1 852,56 \$
Santerre, André Agent de recherche en droit fiscal	Toronto et Mississauga Ontario	Assister au «Steering Committee Meetings of the Canadian Fuel Tax Uniformity Project» Les 30 et 31 août 1998	1 081,34 \$
Sainte-Marie Guy Analyste	Toronto Ontario	Rencontre interprovinciale sur le tabac: Les 31 août et 1er septembre 1998	1 093,60 \$
Lacoste, Yves Vérificateur	Mississauga Ontario	Effectuer une vérification urgente Du 16 au 21 août 1998	1 263,70 \$
Bastien, Renaude Directrice	Halifax Nouvelle-Écosse	Conférence interprovinciale concernant les pensions alimentaires Du 30 septembre au 04 octobre 1998	823,04 \$
Nolan, Bernard Avocat	Burlington Ontario	Assister à la conférence internationale sur les travailleurs autonomes Du 23 au 26 septembre 1998	1 470,00 \$
Bastien, Renaude Directrice	Toronto Ontario	Réunion de travail (fédéral-provincial-territorial) concernant les pensions alimentaires Du 25 au 27 novembre 1998	482,07 \$
Moreau, Dominique Technicien Gagnon, Simon Analyste	Toronto Ontario	Entretien et redressement de l'infrastructure du réseau local Du 11 au 13 novembre 1998	2 721,46 \$

VOYAGES HORS QUÉBEC MAIS AU CANADA DEPUIS LE 01 AVRIL 1998

NOMS	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	MONTANT
Montsion, Rollande Sous-ministre adjointe	Toronto Ontario	Rencontre avec les employés de Toronto Le 11 janvier 1999	578,00 \$
Bezeau, Jean-Michel Technicien	Toronto Ontario	Formation concernant Implementing Microsoft Site Server 3.0 nécessaire dans le cadre du projet des échanges électroniques et Intranet Du 21 au 25 février 1999	1 665,96 \$
Bourque, Gilles Agent de recherche en droit fiscal	Ottawa Ontario	Rencontre fédérale/provinciale en matière de fiscalité interjuridictions Les 01 et 02 mars 1999	768,22 \$
Tessier, André Analyse en informatique	Toronto Ontario	Installation du service Fax-Télécopie et cours de formation au personnel du bureau de Toronto Du 02 au 04 mars 1999	684,57 \$
Laniel, Dominique Conseillère en gestion des ressources humaines	Toronto, Ontario	Entrevues pour recruter le gestionnaire responsable du bureau de Toronto Les 09 et 10 mars 1999	613,00 \$
Bordeleau, Michel sous-ministre adjoint Charbonneau, Michel directeur général adjoint Boucher, Richard directeur Henry Jean-Marc, adjoint exécutif Létourneau, Suzanne directrice Gosselin, Laurent analyste	Ottawa Ontario	Rencontre avec Revenu Canada sur divers aspects touchant la TPS Le 12 mars 1999	3 730,00 \$ (estimé)
Gosselin, Laurent Analyste	Toronto Ontario	Assister aux conférences de l'Association canadienne d'études fiscales (ACEF) Les 29 et 30 mars 1999	2 208,00 \$ (estimé)

VOYAGES HORS CANADA DEPUIS LE 01 AVRIL 1998

NOMS	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	MONTANT
Sainte-Marie, Guy Analyste	Albany New-York	Assister à la conférence de la « Federation of Tax Administrators, Motor Fuel Section » Du 17 au 21 mai 1998	1 499,51 \$
Malo, Nicole Sous-ministre LaSanté, Michèle Directrice générale	Boston Massachusetts	Prononcer une conférence sur la lutte contre le travail au noir et l'évasion fiscale à l'Université Harvard et visite au ministère du Revenu du Massachusetts Le 17 avril 1998	1 300,47 \$
Gauthier, Gisèle Agent de recherche en droit fiscal	Tempe Arizona	Assister au «Sixth Annual IFTA Attorney's Section Meeting» Du 04 au 07 juin 1998	1 556,74 \$
Paré, Robert Analyste	Chicago Illinois	Assister aux conférences du Data Warehousing Institute afin de connaître ce qui se fait dans le domaine des centrales de données Du 16 au 22 mai 1998	6 095,40 \$
Malo, Nicole Sous-ministre	Stockholm Suède	Visite du «National Taxation Board» Participer au «International Futures Forum Meeting » Du 10 au 17 mai 1998	2 628,49 \$
Boisvert, Pierre Sous-ministre adjoint Montsion, Rollande Sous-ministre adjointe Martel-Vaillancourt, Francine Sous-ministre adjointe Cantin, Yves Directeur général Savard, André-G. Directeur	Boston Massachusetts	Visite auprès du Ministère du revenu du Massachusetts afin de prendre connaissance, de comparer un nouveau système de traitement des rapports d'impôt au moyen de systèmes de gestion utilisant des technologies avancées et déjà éprouvées. Les 13 et 14 mai 1998	5 885,73 \$
Soulière, Guy Vérificateur	Greenwich Connecticut	Vérification d'une entreprise Du 10 au 15 mai 1998	2 942,71 \$

VOYAGES HORS CANADA DEPUIS LE 01 AVRIL 1998

NOMS	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	MONTANT
Vaillancourt, Réjean Vérificateur	Reno, San Francisco, Los Angeles USA	Vérification auprès de quatre (4) compagnies de la conformité de l'application de la loi sur la taxe de vente du Québec et la loi de la taxe d'accise. Du 24 mai au 13 juin 1998	5 124,80 \$
Guillemette, Carol Vérificateur Ouellette, Guy Vérificateur	Roseland New-Jersey	Vérifier une société faisant affaires au Canada, dont les livres et registres comptables sont situés au siège social de la maison-mère Du 25 mai au 05 juin 1998	7 101,55 \$
Boisvert, Gérard Analyste Normandeau, Daniel Analyste	Westboro Massachussetts	Participer à une formation technique essentielle afin de pouvoir configurer, optimiser et supporter les infrastructures de réseau qui seront déployées prochainement au ministère Du 30 mai au 05 juin 1998	4 771,05 \$
Czor, Laszlo, analyste Faucher, Daniel, analyste	Albany New-York	Participer à une rencontre organisée par l'État de New-York sur les divers aspects du système RPC-IFTA et des changements à venir Du 18 au 21 juillet 1998	1 286,63 \$
Boudreau, Daniel Agent de recherche et de planification socio-économique	Nouvelle-Orléans Louisiane	Assister à la conférence «FTA Annual Meeting» (Federation of Tax Administrators) Du 13 au 18 juin 1998	2 569,79 \$
Pérusse, Jean Vérificateur	Leesburg Virginie	Vérifier une société faisant affaires au Canada, dont les livres et registres comptables sont situés au siège social de la maison-mère Du 27 juin au 12 juillet 1998	3 605,74 \$
Gauthier, Gisèle Agent de recherche en droit fiscal	Albany New-York	Assister au 15 th Annual International Fuel Tax Agreement Business Meeting Du 16 au 19 juillet 1998	1 713,90 \$

VOYAGES HORS CANADA DEPUIS LE 01 AVRIL 1998

NOMS	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	MONTANT
Bélanger, Richard Analyste	San Francisco Californie	Participer à une formation concentrée dans le domaine de la réalisation de projets de centrales de données et partager avec des personnes de différentes villes nord-américaines sur leur expérience d'un tel projet Du 08 au 15 août 1998	7 540,22 \$
Dupuis, Claude, vérifica eur Blouin, Doris, vérificatrice	Farmington, Connecticut	Vérifier une société faisant affaires au Canada, dont les livres et registres comptables sont situés au siège social de la maison-mère Du 26 au 29 juillet 1998	1 781,68 \$
Sylvain, François Technicien en vérification fiscale	Connecticut et New-Jersey USA	Vérification de livres et registres comptables Du 06 au 16 juillet 1998	2 876,95 \$
Pérusse, Jean Vérificateur	Long Island New-York	Vérifier une société faisant affaires au Canada, dont les livres et registres comptables sont situés au siège social de la maison-mère Du 17 au 21 août 1998	2 190,07 \$
Sylvain, François Technicien en vérification fiscale	New-Jersey USA	Vérification de livres et registres comptables auprès de trois (3) entreprises Du 07 au 23 septembre 1998	4 340,02 \$
Pérusse, Jean Vérificateur	Raleigh North Carolina	Vérifier une société faisant affaires au Canada, dont les livres et registres comptables sont situés au siège social de la maison-mère Du 12 au 26 septembre 1998	3 750,96 \$
Tessier, Jean-Guy Directeur général Rivard, Claude Directeur général adjoint	Burkina Faso (Ouagadougou) Côte d'Ivoire (Abidjan) France (Paris)	Finaliser la conception d'un projet d'aide aux pays du Sud en matière de management public et de perception fiscale Du 17 au 28 octobre 1998	10 792,57 \$
Girard, Gilles Chef de service	Lake Buena Vista Floride	Assister au Symposium IT XPO98 de Gartner Group Du 09 au 17 octobre 1998	2 499,67 \$

VOYAGES HORS CANADA DEPUIS LE 01 AVRIL 1998

NOMS	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	MONTANT
Trottier, Robin Analyste	Phoenix Arizona	Participer à un forum technique qui permettra d'aller chercher de l'information essentielle et profiter de l'expertise technique en échangeant avec les spécialistes de la firme VERITAS Du 24 au 29 octobre 1998	3 790,34 \$
Pérusse, Jean Vérificateur	Grandrapids Michigan	Vérifier une société faisant affaires au Canada, dont les livres et registres comptables sont situés au siège social de la maison-mère Du 19 au 30 octobre 1998	3 167,95 \$
Couture, Daniel, vérificateur Bernard, Jean-Guy, vérificateur	Peabody Massachussetts	Vérifier une société faisant affaires au Canada, dont les livres et registres comptables sont situés au siège social de la maison-mère Du 05 au 10 octobre 1998	2 079,65 \$
Harvey, Claude, vérificateur Bernard, Jean-Guy, vérificateur	San Bruno et Emeryville Californie	Vérifier deux sociétés faisant affaires au Canada, dont les livres et registres comptables sont situés au siège social Du 09 au 20 novembre 1998	7 690,31 \$
Bordeleau, Michel Sous-ministre adjoint	Londres Angleterre	Participer au «BFN Partnership - The International Futures Forum» Du 01 au 06 décembre 1998	3 562,70 \$
Vaillancourt, Réjean Vérificateur	Durham et Greenboro Caroline du Nord	Vérification de la conformité de l'application de la loi sur la taxe de vente du Québec Du 04 au 17 octobre 1998	3 590,92 \$
Pérusse, Jean Vérificateur	Overland Park Kansas	Vérifier une société faisant affaires au Canada, dont les livres et registres comptables sont situés au siège social de la maison-mère Du 09 au 20 novembre 1998	4 246,42 \$
Brisebois, André Directeur	Tempe Arizona	Participer à l'atelier de vérification, à la réunion annuelle de l'entente internationale de la taxe sur le carburant (IFTA audit Workshop) Du 01 au 12 janvier 1999	2 515,05 \$
Czor, Laszlo, analyste Faucher, Daniel, analyste	Atlanta Georgie	Participer à la rencontre annuelle organisée par l'État de New-York sur les divers aspects du système RPC-IFTA et des changements à venir Du 21 au 24 janvier 1999	2 937,60 \$

VOYAGES HORS CANADA DEPUIS LE 01 AVRIL 1998

NOMS	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	MONTANT
Pérusse, Jean Vérificateur	Troy Michigan	Vérifier une société faisant affaires au Canada, dont les livres et registres comptables sont situés au siège social de la maison-mère Du 07 au 18 décembre 1998	1 568,75 \$
Couture, Daniel, vérificateur Bernard, Jean-Guy, vérificateur	Norwalk Connecticut	Vérifier une société faisant affaires au Canada, dont les livres et registres comptables sont situés au siège social Du 06 au 11 décembre 1998	4 136,83 \$
Mangano, James Agent de gestion financière	Tempe Arizona	Participer à un atelier sur l'International Fuel Tax of Agreement (IFTA) Du 08 au 12 janvier 1999	2 249,43 \$
Boisvert, Pierre sous-ministre adjoint Parent, Jean-Guy, directeur	Orlando USA	Assister au symposium IBM Du 27 au 30 janvier 1999	1 401,92 \$
Bouchard, Serge, directeur Éthier, Guy, directeur	Nashville Tennessee	Participer à un colloque de la Federation of Tax Administrators qui présente ce qui a été fait dans d'autres gouvernements pour améliorer l'administration fiscale et combattre la fraude fiscale Du 27 février au 03 mars 1999	3 730,70 \$
Couture, Daniel, vérificateur Bernard, Jean-Guy, vérificateur	Greenwich Connecticut	Vérifier une société faisant affaires au Canada, dont les livres et registres comptables sont situés au siège social Du 7 au 12 mars 1999	4 835,59 \$
Rémillard, Jean-Guy Vérificateur	Dayton et Piscataway New-Jersey	Vérification auprès de mandataires Du 07 au 19 février 1999	2 443,74 \$
Francoeur, Pierre Vérificateur	Santa-Clara Californie	Vérification fiscale TVQ/TPS Du 6 au 14 mars 1999	2 631,00 \$
Girard, Gilles Chef de service	Poughkeepsie New-York	Visite technologique du centre de développement IBM organisée à l'intention de la direction générale des services informatiques gouvernementaux et de ses clients majeurs Du 21 au 23 mars 1999	360,00 \$

VOYAGES HORS CANADA DEPUIS LE 01 AVRIL 1998

NOMS	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	MONTANT
Harvey, Claude Vérificateur Cormier, Serge Vérificateur	Phoenix Arizona	Vérification d'une société faisant des affaires au Canada dont les livres et registres sont situés à Phoenix Du 22 mars au 02 avril 1999	9 215,50 \$ (Estimé)
Malo, Nicole sous-ministre Dubé, Frédéric	Rabat Maroc	Accompagnement de la ministre du revenu pour une mission au Maroc et rencontre avec le ministre de l'Économie et des Finances du Maroc Du 29 mars au 05 avril 1999	3 634,00 \$ (Estimé)

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 4

Liste des dépenses en publicité et des articles promotionnels :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 1998-1999 et les prévisions pour 1999-2000 ;
- la ventilation des dépenses par type de média ;
- les noms des fournisseurs ;
- le but visé par chaque dépense.

Réponse

Voir annexe : « DÉPENSES EN PUBLICITÉ »

SOMMAIRE DES DÉPENSES DE PUBLICITÉ
EXERCICE FINANCIER 1998-1999
Montant réel au 19 mars 1999

	COÛT
1. Placements (publicité: mandat)	15 978,76 \$
2. Placements (publicité: obligatoire)	29 031,59 \$
3. Campagne réforme de la fiscalité - déclaration de revenus	455 034,19 \$
4. Campagne - pension: alimentaires	57 078,17 \$
5. Campagne - travail à noir et évasion fiscale	918 831,72 \$
	TOTAL: 1 475 954,43 \$

DIRECTION GÉNÉRALE DES COMMUNICATIONS
DÉPENSES DE PUBLICITÉ
EXERCICE FINANCIER 1998-1999
Montant réel en date du 19 mars 1999.

PUBLICITÉ MANDAT :		COÛT
A) PLACEMENTS :		
1.-	Notre avenir est sur la table.. Placement-journal : - Fevue Expo Habitat de l'Estrie (avril 98) B)Annoncer la présence du ministère du Revenu au Salon Expo Habitat de l'Estrie.	764,05 \$
2.-	De l'EDI au commerce électronique Placement-journal Les Affaires (avril 98) B) Faire connaître aux gens d'affaires les différentes possibilités offertes par Ministère en matière d'échanges électroniques.	1 409,76 \$
3. -	TVQ/TPS et les consommateurs Placement dans la revue Consommation (mai 98) B)Aviser les consommateurs d'être vigilants en ce qui concerne l'application des taxes (TVQ et TPS)	2 277,65 \$
4.	Notre avenir est sur la table.. Placement-journal : L'Edition ..le Journal des gens d'affaires (novembre 98) B) Sensibiliser les gens d'affaires à la problématique du travail au noir et l'évasion fiscale.	1 144,00 \$
5.	Un ministère... au service de sa clientèle Placement-journal : Le Journal PSITT ! (novembre 1998) B) Rejoindre les gens d'affaires de la région de Montréal.	103,52 \$
6.	Programme des bénévoles : Engagez-vous dans votre communauté Placement-journal - Hebdomadaires régionaux (janvier 1999) B) Inviter les personnes à s'impliquer dans le programme des bénévoles.	3 685,58 \$

7.	Déménagement bureau du MRQ de Brossard à Longueuil	
	Placement-radio - (janvier 1999)	200,64 \$
	Placement-radio (février 1999)	601,92 \$
	Placement-journaux (hebdomas) (février 1999)	5 149,76 \$
	B) Informer la clientèle du MRQ de la nouvelle adresse de son bureau suite au déménagement de celui-ci.	
8.	Message de la ministre Mme Rita Dionne-Marsolais sur le travail au noir et l'évasion fiscale	
	Placement journal l'Édition .. le Journal des gens d'affaires (janvier 1999)	641,88 \$
	B) Sensibiliser les gens d'affaires à la problématique du travail au noir et l'évasion fiscale	
	TOTAL :	15 978,76 \$

- A)
B)
- PLACEMENTS-MÉDIAS RÉALISÉS PAR LE MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET L'IMMIGRATION
SERVICE DE LA PUBLICITÉ - DGIG.
BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE.

CAMPAGNE - PENSIONS ALIMENTAIRES

A) Informer la population en général des dispositions relatives à la perception automatique des pensions alimentaires et plus spécifiquement des modalités d'exemption au régime de perception par le ministère du Revenu.

B) PRODUCTION :

- 1. Planification et réalisation de la campagne radiophonique
- 2. Embauche de 2 artistes pour l'enregistrement d'un message radiophonique
- 3. Planification média et envoi des messages en regard de la campagne radiophonique

C) PLACEMENTS :

- 1. Placements-radio (février 99)

COÛT

- 8 280,12 \$
- 9 990,00 \$
- 1 377,03 \$

37 431,02 \$

TOTAL : 57 078,17 \$

A) BUT VISÉ POUR LA DÉPENSE
B) TRIOMPHE (Marketing & Communication) - SERVICES GESTION MICHEL RIOUX - DESJARDINS MARKETING STRATÉGIQUE INC.
C) PLACEMENTS-MÉDIAS RÉALISÉS PAR LE MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET L'IMMIGRATION
SERVICE DE LA PUBLICITÉ (DGIG)

CAMPAGNE RÉFORME DE LA FISCALITÉ - DÉCLARATION DE REVENUS

A) Informer la population des modifications apportées à la déclaration de revenus , mesures contenues dans la réforme de la fiscalité annoncées dans le discours sur le budget et des modifications qu’elles entraînent dans la déclaration de revenus.

B) PRODUCTION :

1. Embauche d’artistes pour la campagne radiophonique (2 messages) incluant production de messages et la planification média	9 943,35 \$
2. Planification média et envoi des messages en regard de la campagne radiophonique	1 147,48 \$
3. Honoraires professionnels pour la direction du projet de la campagne radiophonique	1 700,00 \$

C) PLACEMENTS :

1. Majoration du crédit TVQ-1998 - Avis de changement d’adresse. Placements-journaux (juin 98) Placements-radio (juin 98)	35 545,96 \$ 2 610,96 \$
2. Majoration du crédit TVQ 1998- Rappel aux contribuables - avis de changement d’adresse Placements-journaux (juin 98)	3 658,02 \$
3. Impôt 1998 : une déclaration différente mais plus avantageuse Placements guide des visiteurs pour le Salon Epargne placements (janvier 99)	5 176,48 \$
4. Réforme fiscale des particuliers Placements-journaux (quotidiens) (février 99) Placements-journaux (hebdo régionaux) (février 99) Placements-journaux (cahier spécial) (février 99) Placements-radio (La table)(février 99) Placements-radio (régionaux) (février 99)	1 659,75 \$ 9 323,88 \$ 211 970,59 \$ 151 657,70 \$ 2 419,40 \$

Campagne Réforme (suite)

5. Bandeau publicitaire annonçant une émission sur la réforme fiscale à la télé communautaire	
Placements-journaux (quotidiens)(février 99)	5 141,42 \$
Placements-journaux (hebdomadaires régionaux)(février 99)	13 079,20 \$
TOTAL :	455 034,19 \$

- A) BUT VISÉ POUR LA DÉPENSE
 - B) TRIOMPHE (Marketing & Communication) - PAQUETTE,DAMBOISE,GAGNON & ASS. - DESJARDINS MARKETING STRATÉGIQUE INC.
 - C) PLACEMENTS-MÉDIAS RÉALISÉS PAR LE MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET L'IMMIGRATION
- SERVICE DE LA PUBLICITÉ (DGIG)

PUBLICITÉ OBLIGATOIRE :

A) PLACEMENTS :

Appel de candidatures :

- 1.- Appel de candidatures -(juillet 1998)
- 2. Appel de candidatures (août et septembre 98)
- 3 Appel de candidatures (octobre 1998)
- 4. Appel de candidatures (novembre 1998)
- 5. Appel de candidatures (décembre 1998)
- 6. Appel de candidatures (janvier 1999)
- B) Ouverture de concours afin de combler différents emplois au ministère du Revenu à travers la province.

Avis de signification :

- 1. Avis de signification (octobre 1998)
- 2. Avis de signification - (juillet 1998)
- B) Faire connaître à des contribuables, à qui le Ministère doit transmettre des documents mais dont l'adresse du fichier est inexacte, qu'ils doivent se présenter au bureau du Ministère.

COÛT

2 867,52 \$	C (Fact #44001-100)
1 920,60 \$	C (Fact #44001-101)
4 369,23 \$	C (Fact #44001-103)
2 417,97 \$	C (Fact #44001-104)
5 544,36 \$	C (Fact #44001-105)
8 062,62 \$	C (Fact #44001-106)

3 325,00 \$	C (Fact #44001-103)
524,29 \$	C (Fact #44001-100)

TOTAL : 29 031,59 \$

- A) PLACEMENTS-MÉDIAS RÉALISÉS PAR LE MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET L'IMMIGRATION**
- B) BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE.**

**DIRECTION GÉNÉRALE DES COMMUNICATIONS
DÉPENSES DE PUBLICITÉ (TRAVAIL AU NOIR ET ÉVASION FISCALE)
EXERCICE FINANCIER 1998-1999
Montant réel en date du 19 mars 1999.**

Cette 3^e campagne de sensibilisation s'appuie fortement sur la publicité comme moyen de modifier les attitudes quant aux effets néfastes du travail au noir et de l'évasion fiscale et les comportements des individus qui achètent et vendent du travail au noir.

	COÛT
1. Placements-médias (ir cluant commission agence)	660 621,19 \$
2. Relations publiques	70 940,00 \$
3. Messages TV (facture et portrait)	129 077,04 \$
4. Recherche	55 874,01 \$
5. Frais divers	2 319,48 \$
TOTAL	918 831,72 \$

**CAMPAGNE RÉALISÉE PAR MARKETEL INC.
ET PLACEMENTS MÉDIAS RÉALISÉS PAR LE MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET IMMIGRATION
SERVICE DE LA PUBLICITÉ - DGIG.**



Gouvernement du Québec
Ministère des Relations avec les citoyens
et de l'Immigration
Direction générale de l'information gouvernementale

PROGRAMME DE PUBLICITÉ

1999-2000

1. PUBLICITÉ OBLIGATOIRE
2. PUBLICITÉ PAR MANDAT
3. PLANIFICATION
 - 3.1 Planification stratégique
 - 3.2 Plan de communication
4. INFORMATION SPÉCIFIQUE PAR PROJET
5. BILAN 1998-1999
 - 5.1 Publicité par mandat
 - 5.2 Publicité obligatoire

INSTRUCTIONS

Veillez utiliser uniquement les formulaires joints à la présente et les retourner dûment remplis. Si un formulaire ne vous concerne pas, veuillez quand même le retourner avec la mention « ne s'applique pas ».

Inscrivez le nom de votre ministère ou organisme au complet ainsi que le numéro. L'adresse n'est pas requise.

PUBLICITÉ

Toute activité de communication d'un ministère ou d'un organisme en direction de la population du Québec ou de l'étranger, se traduisant, en tout ou en partie, par l'achat ou l'octroi d'espace ou de temps d'antenne est incluse au programme annuel de publicité du gouvernement et ce, quels que soient les moyens, supports et outils de communication utilisés.

Toute activité de marketing, de relations publiques ou de promotion qui est associée, en tout ou en partie, à une campagne de publicité doit aussi être incluse au programme annuel de publicité.

Toute forme d'aide financière transmise ou reçue, qu'elle provienne de partenaires privés ou publics, qui implique un ministère ou organisme et qui se manifeste notamment sous forme de subvention, commandite, coproduction impliquant en partie l'achat ou l'octroi d'espace ou de temps d'antenne doit être inscrite au programme annuel de publicité.

1. PUBLICITÉ OBLIGATOIRE

Indiquer les prévisions de dépenses pour chacun des quatre types de publicité obligatoire.

2. PUBLICITÉ PAR MANDAT

Énumérez les projets par ordre prioritaire et indiquez les prévisions de dépenses pour chacun.

3. PLANIFICATION

Exposez les grandes lignes de la planification stratégique (3.1) et du plan de communication (3.2) de votre organisation pour 1999-2000, lorsque la dépense totale prévue en publicité par mandat est de 50 000 \$ ou plus.

4. INFORMATION SPÉCIFIQUE PAR PROJET

Remplissez le formulaire pour chaque projet publicitaire dont le budget est de 50 000 \$ ou plus.

5. BILAN 1998-1999

Indiquez les dépenses réelles en publicité encourues en 1998-1999, en mandat et en obligatoire. Les dépenses des mois de février et mars 1999 peuvent être estimées.



Gouvernement du Québec
Ministère des Relations avec les citoyens
et de l'Immigration
Direction générale de l'information gouvernementale

Programme de publicité

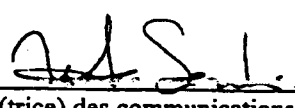
1. PUBLICITÉ OBLIGATOIRE

Ministère REVENU QUEBEC	Numéro 440	Organisme	Numéro	1999-2000
----------------------------	---------------	-----------	--------	-----------

TYPE DE PUBLICITÉ	PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES (en milliers de \$)		
	Placement	Production *	TOTAL
Appel d'offres			
Avis publics	5,0		5,0
Décrets			
Recrutement (appel de candidatures)	20,0		20,0

TOTAUX	25,0		25,0
--------	------	--	------

*Indiquer le montant seulement lorsque la production est réalisée par un fournisseur externe autre que l'agence de coordination.


Directeur(trice) des communications


Date



Gouvernement du Québec
Ministère des Relations avec les citoyens
et de l'Immigration
Direction générale de l'information gouvernementale

Programme de publicité

2. PUBLICITÉ PAR MANDAT

Ministère REVENU QUÉBEC	Numéro 440	Organisme	Numéro	1999-2000
----------------------------	---------------	-----------	--------	-----------

	TITRES DES PROJETS DE CAMPAGNE*	X	PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES (en milliers de \$)		
			Placement	Production *	TOTAL
1	Travail au noir (campagne de publicité)		1 500,0	500,0	2 000,0
2	Déclaration de revenus (réforme fiscale : année 2)		300,0		300,0
3	Échanges électroniques		200,0		200,0
4	Guichets entreprises		50,0		50,0

TOTAUX	1 870,0	500,0	2 370,0
---------------	---------	-------	---------

****Les projets de campagne de 50 000 \$ ou plus doivent également être présentés à la section 4..**

No	Numéroter par ordre prioritaire	*Indiquer le montant seulement lorsque la production est réalisée par un fournisseur externe autre que l'agence de coordination.
X	Indiquer par un « X » si une sélection d'agence est prévue.	



Gouvernement du Québec
Ministère des Relations avec les citoyens
et de l'Immigration
Direction générale de l'information gouvernementale

Programme de publicité

3. PLANIFICATION

Ministère REVENU QUÉBEC	Numéro 440	Organisme	Numéro	1999-2000
----------------------------	---------------	-----------	--------	-----------

3.1 Planification stratégique de l'organisation pour l'année 1999-2000

1) Mission 2) Orientations 3) Stratégies d'action 4) Axes de développement

Le ministère du Revenu est responsable de l'administration d'une vingtaine de lois fiscales. Il est également responsable de l'administration de la TPS sur le territoire québécois. Il doit s'assurer que les différentes taxes à la consommation et les impôts prévus dans les lois qu'il administre soient perçus et remis selon les règles définies.

Au cours de la prochaine année, le Ministère réalisera une série d'activités visant à poursuivre ce mandat. Pour ce faire, il doit s'assurer que les clientèles soient bien informées des changements apportés aux différentes lois fiscales. Il doit supporter le mandataire et le contribuable dans ses obligations par un service à la clientèle de qualité. Il poursuivra les activités reliées à la lutte contre le travail au noir et l'évasion fiscale en plus d'assurer l'information de base reliée à l'application des différentes lois et aussi à l'égard des services offerts pour s'y conformer.

On devra aussi, pour l'année 1999 rappeler certains aspects de la réforme de la fiscalité, annoncés dans le Discours du budget de 1999 et qui ont pris effet dans déclaration de revenus 1998.

L'année 1999-2000 en sera aussi une de développement de nouvelles avenues pour des échanges électroniques ; il sera donc indiqué de promouvoir ces nouvelles façons de faire, offertes par le Ministère. Le Ministère continuera, par ailleurs, son virage-client par l'implantation dans toutes les régions de guichets dédiés aux entreprises.

3.2 Plan de communication pour l'année 1999-2000

1) Analyse de la situation 2) Orientations stratégiques en matière de communication

Le plan de communication vise la sensibilisation en regard de l'équité fiscale et aussi l'information relative à l'observance fiscale et aux services offerts pour s'y conformer. Il vise aussi à informer sur les nouvelles mesures en vigueur dans l'année à venir sur certains aspects de la réforme fiscale, implantation en 1998. Le plan comporte aussi des objectifs reliés à l'utilisation des outils d'échanges électroniques. L'implantation graduelle de nouvelles façons de faire qui sont les échanges électroniques. Le plan couvre aussi la promotion et l'information relative à l'implantation de guichets entreprises dans les différents bureaux régionaux.

A remplir seulement lorsque le budget prévu en publicité par mandat s'élève à 50 000 \$ ou plus.



Gouvernement du Québec
Ministère des Relations avec les citoyens
et de l'Immigration
Direction générale de l'information gouvernementale

Programme de publicité

4. INFORMATION SPÉCIFIQUE PAR PROJET

Ministère REVENU QUÉBEC	Numéro 440	Organisme	Numéro	1999-2000
----------------------------	---------------	-----------	--------	-----------

No	4. Information spécifique par projet de publicité			
	1) Titre	2) Description	3) Objectifs de communication	4) Clientèles-cibles
	5) Marchés-cibles	6) Moyens de communications privilégiés		
1		1. Travail au noir. 2. Campagne de sensibilisation contre le travail au noir et l'évasion fiscale axée sur l'importance de l'équité fiscale. 3. Informer la population sur le problème de ses conséquences en vue de les sensibiliser et d'amener des changements d'attitude et de comportement. 4. La population en général, surtout les 25-50 ans. 5. L'ensemble du Québec. 6. Télévision, journaux.		
À remplir seulement lorsque le budget prévu pour le projet s'élève à 50 000 \$ ou plus			Budget	1 500,0 \$

No	4. Information spécifique par projet de publicité			
	1) Titre	2) Description	3) Objectifs de communication	4) Clientèles-cibles
	5) Marchés-cibles	6) Moyens de communications privilégiés		
2		1. La déclaration de revenus. 2. Campagne d'information découlant de la réforme fiscale annoncée dans le budget 1997. 3. Informer les contribuables sur l'ensemble des changements. 4. Les contribuables. 5. Tout le Québec. 6. Médias en général.		
À remplir seulement lorsque le budget prévu pour le projet s'élève à 50 000 \$ ou plus			Budget	300,0 \$



Gouvernement du Québec
Ministère des Relations avec les citoyens
et de l'Immigration
Direction générale de l'information gouvernementale

Programme de publicité
**4. INFORMATION
SPÉCIFIQUE PAR PROJET**

Ministère REVENU QUÉBEC	Numéro 440	Organisme	Numéro 1999-2000
----------------------------	---------------	-----------	---------------------

No	4. Information spécifique par projet de publicité			
	1) Titre	2) Description	3) Objectifs de communication	4) Clientèles-cibles
	5) Marchés-cibles	6) Moyens de communications privilégiés		
3	1.	Échanges électroniques.		
	2.	Le MRQ offre des services d'échanges électroniques à différentes clientèles pour la transmission de données de différentes natures : déclaration de revenus, remises de taxes, commandes de formulaires, renseignements.		
	3.	Informar les clientèles concernées de la disponibilité de ces services et susciter leur utilisation.		
	4.	Contribuables, mandataires.		
	5.	L'ensemble du Québec.		
	6.	Médias écrits.		
À remplir seulement lorsque le budget prévu pour le projet s'élève à 50 000 \$ ou plus				Budget 300,0 \$

No	4. Information spécifique par projet de publicité			
	1) Titre	2) Description	3) Objectifs de communication	4) Clientèles-cibles
	5) Marchés-cibles	6) Moyens de communications privilégiés		
4	1.	Guichets entreprises.		
	2.	Le MRQ implantera au cours de l'année, des guichets entreprises dans les différentes régions en vue d'offrir à cette clientèle un meilleur service et des réponses plus adaptées `leurs besoins.		
	3.	Informar la population en général et les entreprises en particulier de l'implantation de ce service.		
	4.	Population en général.		
	5.	L'ensemble du Québec.		
	6.	Médias en général.		
À remplir seulement lorsque le budget prévu pour le projet s'élève à 50 000 \$ ou plus				Budget 50,0 \$



Gouvernement du Québec
Ministère des Relations avec les citoyens
et de l'Immigration
Direction générale de l'information gouvernementale

Programme de publicité

5. BILAN 1998-1999

Ministère REVENU QUÉBEC	Numéro 440	Organisme	Numéro
----------------------------	---------------	-----------	--------

5.1 PUBLICITÉ PAR MANDAT (en milliers de \$)

PROJETS DE PUBLICITÉ*		DÉPENSES ENCOURUES 1998-1999		
		Placement	Production *	TOTAL
Dépenses encourues au 12 mars 1999				
1.	Campagne Travail au noir			
1.1	Placements TV janvier 1999	215 536 \$		
1.2	Placements-journaux (quotidiens) (janvier 1999)	124 070 \$		
1.3	Placements-magazines (janvier 1999)	2 772 \$		
1.4	Placements-TV (février 1999)	229 118 \$		
1.5	Placements-journaux (quotidiens-février 1999)	28 523 \$		
1.6	Placements-journaux (hebdomadaires régionaux-février 1999)	1 521 \$		
1.7	Placements-magazine (février 1999)	12 393 \$		
		613 933 \$	304 898 \$	918 831 \$
2.	Réforme de la fiscalité			
2.1	Crédit TVQ-1998 (avis de changement d'adresse)			
	Placements-journaux	35 546 \$		
	Placements-radio	2 611 \$		
2.2	Crédit TVQ (rappel)	3 658 \$		
2.3	Impôt 1998 : une déclaration différente mais plus avantageuse.	5 176 \$		
	Guide des visiteurs pour le Salon Épargne placements.			
2.4	Placements-journaux (quotidiens) (février 99)	1 660 \$		
2.5	Placements-journaux (hebdomadaires régionaux) (février 99)	9 324 \$		
2.6	Placements-journaux (cahier spécial) (février 99)	211 971 \$		
2.7	Placement-radio (La table) (février 99)	151 658 \$		
2.8	Placements-radio (régionaux) (février 99)	2 419 \$		
2.9	Placements-journaux (quotidiens) (février 99)	5 141 \$		
2.10	Placements-journaux (hebdomadaires régionaux) (février 99)	13 079 \$		
		442 243 \$	12 791 \$	455 034 \$
3.	Pensions alimentaires			
	Campagne radiophonique-Emauche (2) - médias - envoi de messages	37 431 \$	19 647 \$	57 078 \$
(*) Ventilés selon les projets présentés en 1998-1999				
TOTAUX		1 093 607 \$	337 336 \$	1 430 943 \$

5.2 PUBLICITÉ OBLIGATOIRE (en milliers de \$)

TYPE DE PUBLICITÉ	DÉPENSES ENCOURUES 1998-1999		
	Placement	Production *	TOTAL
Avis de signification			
Avis publics			
Décret			
Recrutement (appels de candidatures)			
TOTAUX			



Gouvernement du Québec
Ministère des Relations avec les citoyens
et de l'Immigration
Direction générale de l'information gouvernementale

Programme de publicité

5. BILAN 1998-1999

Ministère REVENU QUÉBEC	Numéro 440	Organisme	Numéro
----------------------------	---------------	-----------	--------

5.1 PUBLICITÉ PAR MANDAT (en milliers de \$)

PROJETS DE PUBLICITÉ*	DÉPENSES ENCOURUES 1998-1999		
	Placement	Production *	TOTAL
Dépenses encourues au 12 mars 1999			
4. Autres			
4.1 Les échanges électroniques avec le MRQ (avril 1998) (Journal les Affaires (avril 1998)	1 410		
4.2 Salon Explo Habitat Estrie- Placements-journaux (avril 1998)	764		
4.3 Application des taxes TVQ-TPS (revue Consommation (mai 1998)	2 278		
4.4 Gens d'Affaires région de Montréal L'Édition. Le journal des gens d'affaires (novembre 1998)	1 144		
4.5 Un Ministère au service de sa clientèle Le journal PSITT (novembre 1998)	103		
4.6 Programme des bénévoles Hebdos régionaux (janvier 1999)	3 685		
4.7 Déménagement bureau du MRQ de Brossard 'Longueuil Placements-radio (janvier 1999)	201		
4.8 Placement radio (février 1999) Placement journaux (février 1999)	602 5 150		
4.9 Placement journal L'Édition...Le journal des gens d'affaires (janvier 1999)	642		
(*) Ventilés selon les projets présentés en 1998-1999			
TOTAUX	15 979 \$		

5.2 PUBLICITÉ OBLIGATOIRE (en milliers de \$)

TYPE DE PUBLICITÉ	DÉPENSES ENCOURUES 1998-1999		
	Placement	Production *	TOTAL
Avis de signification	3 849		
Avis publics			
Décret			
Recrutement (appels de candidatures)	25 182		
TOTAUX	29 031 \$		

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 5

Liste des sondages effectués durant l'exercice financier 1998-1999 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent :

- liste et coût ;
- copie des soumissions ;
- copie du questionnaire et du résultat.

Réponse

Il y a eu quatre (4) sondages effectués par le Ministère en 1998-1999. Voir annexe.

Les questionnaires et les résultats des sondages sont disponibles sur demande.

DIRECTION GÉNÉRALE DES COMMUNICATIONS
EXERCICE FINANCIER 1998-1999

SONDAGE (sans appel d'offres)

GROUPE LÉGER & LÉGER INC.
580 Grande-Allée est, bur. 480
Québec
G1R 2K2

OBJET : Focus groupe sur la déclaration de revenus 1998

PÉRIODE : 98.04.01 au 98.04.30

COÛT : 9 870,00 \$

DIRECTION GÉNÉRALE DES COMMUNICATIONS
EXERCICE FINANCIER 1998-1999

SONDAGE (sans appel d'offres)

IMPACT RECHERCHE
437 Grande-Allée est
Québec
G1R 2J5

OBJET : Réalisation d'un sondage omnibus portant sur le pourboire.

PÉRIODE : 1998-04-02 AU 99-01-30

COÛT : 9 000,00 \$

DIRECTION GÉNÉRALE DES COMMUNICATIONS
EXERCICE FINANCIER 1998-1999

SONDAGE (avec appel d'offres)

GROUPE LÉGER & LÉGER INC.
580 Grande-Allée est, bureau 580
Québec
G1R 2K2

OBJET : Groupe de discussions à Québec et Montréal dont le but est d'évaluer l'impact
des nouveaux formulaires de déclarations de revenus

PÉRIODE : 98-11-01 AU 98-11-30

COÛT : 6 100,00 \$

DIRECTION GÉNÉRALE DES COMMUNICATIONS
EXERCICE FINANCIER 1998-1999

SONDAGE (sans appel d'offres)

CROP INC.
500 Place d'Armes
Bureau 1935
Montréal H2Y 2W2

OBJET : Dans le cadre de la réforme de la fiscalité.
Sondag : omnibus

PÉRIODE : 18 au 24 mars 1999

COÛT : 2 000,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 6

Liste des études commandées durant l'exercice financier 1998-1999 à la demande du ministère ou de l'organisme :

- liste et coût ;
- copie des soumissions ;
- copie des études.

Réponse

Les études commandées de moins de 25 000 \$ se retrouvent en annexe à la question 7 pour les contrats de moins de 25 000 \$.

Les études commandées de 25 000 \$ et plus ont déjà été transmises sur les listes mensuelles des engagements financiers de 25 000 \$ et plus.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 7

Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par le ministère ou l'organisme depuis le 1^{er} avril 1998 au 31 mars 1999 en indiquant :

- le nom du professionnel(le) ou de la firme (était-ce le plus bas soumissionnaire ?) ;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final) ;
- le coût.
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié).

Réponse

Voir annexes : « CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ - EXPERTISES MÉDICALES »
« CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ - AUTRES CONTRATS »

Les contrats précédés d'un astérisque (*) ont donné lieu à un rapport ou document final ; ces documents sont parfois volumineux et souvent très techniques. Ils pourront être déposés, sur demande, une fois les contrats complétés. Les autres contrats ont contribué à une activité ministérielle et le résultat spécifique ne peut être isolé du résultat global qui, souvent, ne prend pas la forme d'un document.

Ce sont tous des contrats négociés.

CONTRATS DE MOINS DE 25 000\$ - EXPERTISES MÉDICALES
OCTROYÉS EN 1998-1999

<u>Fournisseur</u>	<u>Description</u>	<u>Montant</u>
Adam Bruneau Leblanc enr.	Expertises médicales	105,00 \$
Ancil, Marc	Expertises médicales	416,66 \$
Arsenault, Yolaine	Expertises médicales	65,00 \$
Bastille, Carmen	Expertises médicales	487,50 \$
Beaulieu, Éric (Le Cap)	Expertises médicales	510,00 \$
Béland, Anny	Expertises médicales	90,00 \$
Bellefleur Marc	Expertises médicales	90,00 \$
Belleville, Joan	Expertises médicales	60,00 \$
Belley, Michèle	Expertises médicales	1 990,00 \$
Bergeron, Carole	Expertises médicales	520,00 \$
Bernard, Suzanne	Expertises médicales	130,00 \$
Bertrand, Estelle	Expertises médicales	400,00 \$
Bienvenue, Marie centre médical Sillery	Expertises médicales	140,00 \$
Bilodeau, Dominique	Expertises médicales	1 030,05 \$
Blanchet, Michel	Expertises médicales	700,00 \$
Blain, Louise	Expertises médicales	691,25 \$
Blondeau, Claude	Expertises médicales	40,63 \$
Boisvert Hélène	Expertises médicales	120,00 \$
Boudreault, Lisette	Expertises médicales	120,00 \$

CONTRATS DE MOINS DE 25 000\$ - EXPERTISES MÉDICALES
OCTROYÉS EN 1998-1999

<u>Fournisseur</u>	<u>Description</u>	<u>Montant</u>
Boudreau t, Marie-France	Expertises médicales	507,50 \$
Bourgoin, Gisèle	Expertises médicales	45,00 \$
Bouvier, Danielle	Expertises médicales	450,00 \$
Brault, Nicole	Expertises médicales	138,12 \$
Brisson, Fierrette	Expertises médicales	395,00 \$
Brunet, Viviane	Expertises médicales	292,50 \$
Casa	Expertises médicales	2 000,00 \$
Castonguay, Gaétane	Expertises médicales	315,00 \$
Centre d'intervention psycho-jeunesse	Expertises médicales	155,00 \$
Centre de consultation conjugale	Expertises médicales	210,00 \$
Centre de santé l'Anneau-Ray	Expertises médicales	35,00 \$
Clermont, Richard	Expertises médicales	350,00 \$
Clinique de médecine industrielle & préventive	Expertises médicales	1 745,00 \$ 2 645,00 \$
Clinique de médecine industrielle Robert & Lizotte	Expertises médicales	4 559,57 \$
Clinique médicale Vita-Nor	Expertises médicales	50,00 \$
Clinique médicale de psychosomatique	Expertises médicales	247,50 \$
Consultants Shepell Ltée	Expertises médicales	700,00 \$

CONTRATS DE MOINS DE 25 000\$ - EXPERTISES MÉDICALES
OCTROYÉS EN 1998-1999

<u>Fournisseur</u>	<u>Description</u>	<u>Montant</u>
Côté, Christian	Expertises médicales	210,00 \$
Côté, François	Expertises médicales	243,75 \$
Côté, Johanne	Expertises médicales	490,00 \$
Dalpe Yves & Johanne Côté	Expertises médicales	140,00 \$
Denis, Robert	Expertises médicales	211,25 \$
Déry, Marion	Expertises médicales	75,00 \$
Desnoyers, Jacques	Expertises médicales	280,00 \$
Doiron, Danielle	Expertises médicales	41,25 \$
Domaine de la Sobriété inc. (le)	Expertises médicales	560,00 \$
Dr. Bruno T. Laplante Inc.	Expertises médicales	2 000,00 \$
Drouin, Louisa-Nicola	Expertises médicales	536,25 \$
Dubé, Agathe	Expertises médicales	617,50 \$
Dubé, Denise	Expertises médicales	211,25 \$
Dubé, Dorinique	Expertises médicales	87,50 \$
Dubé, Laurent	Expertises médicales	25,00 \$
Duchesneau, Line	Expertises médicales	240,00 \$
Dufour, Diane	Expertises médicales	1 000,00 \$
Dumas, Doris	Expertises médicales	593,75 \$
Dumont Jilja	Expertises médicales	90,00 \$

CONTRATS DE MOINS DE 25 000\$ - EXPERTISES MÉDICALES
OCTROYÉS EN 1998-1999

<u>Fournisseur</u>	<u>Description</u>	<u>Montant</u>
Expertise: M. Grégoire	Expertises médicales	800,00 \$
Expertises Michel Guindon	Expertises médicales	1 415,00 \$
Febbrari, Évelyne	Expertises médicales	437,50 \$
Ferland, Christiane	Expertises médicales	66,25 \$
Fontaine, Jean-Yves	Expertises médicales	50,00 \$
Forget, Guy	Expertises médicales	250,00 \$
Fortin, Denise	Expertises médicales	405,00 \$
Fournier, Christiane	Expertises médicales	800,00 \$
Fournier, Dominique	Expertises médicales	347,50 \$
Freeston, Mark	Expertises médicales	1 080,50 \$
Frénette, Diane	Expertises médicales	403,75 \$
Gagnon, Richard	Expertises médicales	497,50 \$
Garceau, Denis	Expertises médicales	750,00 \$
Gestion M C.G. Inc.	Expertises médicales	350,00 \$
Giroux, Marcel	Expertises médicales	180,00 \$
Giroux, Sylvie	Expertises médicales	275,00 \$
Grégoire, André	Expertises médicales	1 840,00 \$
Groupe Santé Médisys	Expertises médicales	14 847,33 \$

CONTRATS DE MOINS DE 25 000\$ - EXPERTISES MÉDICALES
OCTROYÉS EN 1998-1999

<u>Fournisseur</u>	<u>Description</u>	<u>Montant</u>
Groupe Santé Physimed Inc.	Expertises médicales	350,00 \$
Hébert, Lucie	Expertises médicales	227,50 \$
Héroux, Micheline-Carole	Expertises médicales	330,00 \$
Hôpital Lucius-H. Lafontaine	Expertises médicales	95,94 \$
Jacques, Ginette	Expertises médicales	75,00 \$
Jobidon, Denis	Expertises médicales	400,00 \$
Jobin, Chantal	Expertises médicales	180,00 \$
Jones, Yvonne	Expertises médicales	717,50 \$
Laberge Enoit	Expertises médicales	17,00 \$
Laberge, Marie-Claude	Expertises médicales	453,75 \$
Laberge, Pierre	Expertises médicales	1 900,00 \$
Lacerte, Louise	Expertises médicales	16,25 \$
Lafleur, Jacques	Expertises médicales	212,50 \$
Lafleur, Jean	Expertises médicales	90,00 \$
Lafontaine, Sylvie	Expertises médicales	270,00 \$
Lamarche, Ninon	Expertises médicales	332,50 \$
La Plante, Gaétane	Expertises médicales	610,00 \$
Laperrière, René	Expertises médicales	1 875,00 \$
Larivey, Michelle	Expertises médicales	1 325,00 \$

CONTRATS DE MOINS DE 25 000\$ - EXPERTISES MÉDICALES
OCTROYÉS EN 1998-1999

<u>Fournisseur</u>	<u>Description</u>	<u>Montant</u>
Larocque, Karène	Expertises médicales	1 140,00 \$
Latulippe, Jean	Expertises médicales	16,25 \$
Lauson, André	Expertises médicales	260,00 \$
Layral, Jeannie	Expertises médicales	16,25 \$
Leblanc, Marie	Expertises médicales	135,00 \$
Leclerc, Gloria S.	Expertises médicales	560,00 \$
Lehouillier Diane	Expertises médicales	45,00 \$
Lemaire, Michel	Expertises médicales	180,00 \$
Lemieux, Nicole	Expertises médicales	1 518,75 \$
Les Consultants Shepell Ltée	Expertises médicales	700,00 \$
Les expertises médicales Gal Inc.	Expertises médicales	325,00 \$
Lesage, Jé cques	Expertises médicales	2 650,00 \$
Maison d'aide La Villa St-Léonard	Expertises médicales	500,00 \$
Maison Jean Lapointe Inc. (la)	Expertises médicales	3 000,00 \$
Maisonnée d'Oka inc. (la)	Expertises médicales	1 000,00 \$
Marchand, Sylvie	Expertises médicales	660,00 \$
Madore, Monique	Expertises médicales	97,50 \$
Marchand, Sylvie	Expertises médicales	1 530,00 \$

CONTRATS DE MOINS DE 25 000\$ - EXPERTISES MÉDICALES
OCTROYÉS EN 1998-1999

Fournisseur	Description	Montant
Marciil, Giles	Expertises médicales	25,00 \$
Marrie, Ninon	Expertises médicales	45,00 \$
Matte, Raymond	Expertises médicales	400,00 \$
Médigeste il Inc.	Expertises médicales	550,00 \$
Michaud, Rita	Expertises médicales	120,00 \$
Mongeau, Paule	Expertises médicales	120,00 \$
Moreau, Fabienne	Expertises médicales	112,50 \$
MRB & As sociés	Expertises médicales	510,29 \$
Paquin, Michèle	Expertises médicales	135,00 \$
Paradis, Jacqueline	Expertises médicales	15,00 \$
Paradis, Lynn	Expertises médicales	384,00 \$
Péchère, Sophie	Expertises médicales	90,00 \$
Perreault, Martine	Expertises médicales	420,00 \$
Plante, Michel	Expertises médicales	178,75 \$
Plante, Suzanne	Expertises médicales	65,00 \$
Poitras, Robert	Expertises médicales	535,00 \$
Pouliot, Ar gèle	Expertises médicales	60,00 \$
Psycho Choix Enr.	Expertises médicales	195,00 \$
Renaud et Dénommé	Expertises médicales	30,00 \$

CONTRATS DE MOINS DE 25 000\$ - EXPERTISES MÉDICALES
OCTROYÉS EN 1998-1999

<u>Fournisseur</u>	<u>Description</u>	<u>Montant</u>
Rhéaume, Serge	Expertises médicales	675,00 \$
Robillard, Marie-Andrée	Expertises médicales	105,00 \$
Rochette, Louise	Expertises médicales	195,00 \$
Sarazin, Daniel	Expertises médicales	70,00 \$
Sauriol, Marie-Claude	Expertises médicales	243,75 \$
Services Lynda Poirier Enr.	Expertises médicales	225,00 \$
Shanks Linda	Expertises médicales	1 827,50 \$
Sivet-Sen ice d'interprétation visuelle	Expertises médicales	370,00 \$
Société des médecins de l'université de Sherbrooke	Expertises médicales	350,00 \$
Soleil de la vie (le)	Expertises médicales	1 000,00 \$
St-Onge, Marjolaine	Expertises médicales	130,00 \$
Thuot, Louise	Expertises médicales	102,50 \$
Tremblay, Nicole	Expertises médicales	106,25 \$
Vanhoutt, Geneviève	Expertises médicales	55,00 \$
Varin, Thérèse	Expertises médicales	240,00 \$
TOTAL - EXPERTISES MÉDICALES		<u><u>88 491,34 \$</u></u>

AUTRES CONTRATS DE MOINS DE 25 000\$
OCTROYÉS EN 1998-1999

<u>Fournisseur</u>	<u>Description</u>	<u>Montant</u>
Agence Le Monde - Service d'interprétation et traduction juridique	*Service d'interprétation dans un dossier d'enquêtes	600,00 \$
AGTI Services conseils	*Réalisation d'un diagnostic et la formulation de recommandations sur le processus de planification et de suivi des dépenses en technologie de l'information	9 750,00 \$
André Filion & Ass. inc.	*Réaliser une étude organisationnelle à la Direction des oppositions - Montréal	9 995,00 \$
Angers, Claude	*Réaliser une étude d'opportunités du traitement de l'image pour les requêtes de dossiers	24 900,00 \$
Asystel, centre d'imagerie	*Sorties laser, impression électrostatique	5 654,70 \$
	*Divers agrandissements en électrostatiques pour le Salon de l'Épargne-Placements de Montréal	1 294,65 \$
Auger, Bernard	*Préparer et rédiger un cadre de gestion et d'exploitation de l'intranet	9 900,00 \$
Bergeron, François	Expert conseil pour accompagner la DVIÉ dans des travaux d'élaboration d'une stratégie d'intervention en matière de gestion des technologies de l'information	4 975,00 \$
Bisson, Robert	*Analyse en matière de destruction des documents du MRQ	15 000,00 \$
Blanchet, Marc	*Contrat de services pour le développement de l'architecture technologique d'accès pour les échanges électroniques de données	24 900,00 \$
Boivin, Maurice	Réaliser un banc d'essais sur l'utilisation du produit Street Talk	24 900,00 \$
Bordeleau, Francine	*Effectuer des travaux en rédaction spécialisée sur la réforme de la fiscalité	7 500,00 \$
Bouchard, Pierre	Services de prise de son pour le tournage du vidéo dans le cadre de la réforme de la fiscalité	1 575,00 \$
CEFRIO.SISTech	*Effectuer une recherche d'informations dans les divers articles de journaux, revues et sites webs afin d'identifier la proportion d'entreprises québécoises qui ont accès à l'Internet	150,00 \$
Centre d'estimation Valleyfield	*Consultation en vue de déterminer les critères requis pour l'évaluation de véhicules d'occasion dans le cadre du projet de la lutte contre l'évasion fiscale	300,00 \$

AUTRES CONTRATS DE MOINS DE 25 000\$ OCTROYÉS EN 1998-1999

<u>Fournisseur</u>	<u>Description</u>	<u>Montant</u>
Centre de recherche industrielle du Québec	*Élaboration d'un plan de travail pour une éventuelle réalisation du "Taximètre électronique"	3 000,00 \$
Centre de référence des directeurs généraux et des cadres	*Démarche d'identification et évaluation de ressources expertes en matière de gestion de changement et d'accompagnement des personnes dans le contexte de l'implantation d'un intranet	7 000,00 \$
Cinq-Mars, Réal	Expertise en matière frauduleuse	127,85 \$
Cloutier, Denise	*Révision linguistique de divers documents informatiques	16 000,00 \$
Codasys inc.	*Développement d'une grille de calcul des coûts de développement d'application Internet	9 900,00 \$
Communication Christian Drolet	*Conception, élaboration et réalisation de deux scénarios donnant lieu à la production de deux documents vidéo sur la réforme de la fiscalité des particuliers	9 900,00 \$
Communication Demo inc	*Revue de presse écrite	12 000,00 \$
Composition Orléans	*Produire les négatifs de différents dépliants	2 760,00 \$
	*Photocopies en couleurs	1 551,50 \$
	*Couleurs - Cahier spécial impôt - réforme de la fiscalité	816,00 \$
Consyst SQL	Conseils spécialisés dans l'utilisation du produit SQL Design dans le développement d'applications client-serveur de grande ampleur	9 900,00 \$
	Conseils spécialisés dans l'utilisation du produit SQL Design dans le développement d'applications client-serveur de grande ampleur	24 750,00 \$
Conseiller en gestion & informatique CGI	*Réalisation de biens livrables nécessaires à l'élaboration du plan de relève/reprise des opérations	9 990,00 \$
Contact visuel	*Dans le cadre de la réforme des particuliers, reproduction de cassettes et préparation d'un loop de deux heures d'un vidéo	4 559,45 \$
Copies de la Capitale	*Agrandissements plastifiés	136,25 \$

AUTRES CONTRATS DE MOINS DE 25 000\$
OCTROYÉS EN 1998-1999

<u>Fournisseur</u>	<u>Description</u>	<u>Montant</u>
Crispo, Réal	*Réalisation d'activités pour la mise en place de solutions concrètes dans le cadre de l'amélioration des services à la direction de la perception des pensions alimentaires	22 907,50 \$
CSP Consultants en sécurité	*Préparer un plan d'action en vue de faire réaliser éventuellement une analyse des risques, notamment à l'égard de l'intrusion et de l'indiscrétion, pour tous les édifices du MRQ	9 980,00 \$
Couture, Éric	*Services d'un expert technique pour les mesures transitoires du projet Intranet du MRQ	15 000,00 \$
Covimage inc.	*Tournage vidéo pour pensions alimentaires: services de photo, éclairagiste, preneur de son, maquilleuse, habilleuse	9 784,38 \$
CROP inc.	*Sondage omnibus dans le cadre de la réforme sur la fiscalité	2 000,00 \$
	*Présentation sur les tendances de la main d'œuvre active à Montréal	3 000,00 \$
Desjardins Marketing Stratégique inc.	Planification média et envoi des messages en regard de la campagne radiophonique "pensions alimentaires" et "réforme fiscale"	2 863,59 \$
DG Gravel	*Préparer et réaliser des activités de développement organisationnelles	9 000,00 \$
Digipoint	*Dans le cadre du tournage vidéo pour la réforme de la fiscalité, travaux de post-production	9 900,00 \$
Dinel, Erick	*Services d'un électricien pour le tournage du vidéo dans le cadre de la réforme sur la fiscalité	500,00 \$
Docucom Inc.	Contrat d'entretien de caméras et d'enregistreurs	6 733,44 \$
Drolet, Vincent	*Services d'un photographe/vidéaste pour le tournage du vidéo dans le cadre de la réforme sur la fiscalité	900,00 \$
Ducharme, Perron	*Service conseils en relations publiques pour répertorier et constituer une liste de diffusion (organismes et associations) pour l'envoi de nos produits reliés aux pensions alimentaires.	9 600,00 \$
Durivage André	*Dans le cadre de la sélection du personnel professionnel, élaborer un instrument d'évaluation visant à mesurer l'esprit d'analyse	15 000,00 \$

AUTRES CONTRATS DE MOINS DE 25 000\$
OCTROYÉS EN 1998-1999

<u>Fournisseur</u>	<u>Description</u>	<u>Montant</u>
EDS inc.	Réalisation de travaux d'administration de banques ORACLE	9 900,00 \$
Émond, André	Dans le cadre du projet perception automatique des pensions alimentaires, le concepteur s'engage à modifier la version actuelle du logiciel «EXAGON» *Expert-conseil en matière autochtone aux fins de conseiller les juristes plaideurs	4 000,00 \$ 11 500,00 \$
Fafard, Marc	*Scénario et réalisation d'un vidéo sur les pensions alimentaires	10 025,00 \$
Gespro Informatique inc.	Entraîner les ressources internes affectées aux tâches d'administration de base de données ORACLE	9 900,00 \$
Gestion Marcel Dallaire	*Réaliser un bien livrable dans le cadre d'orientation sur les données, traitements et technologies de la DGRHM	9 750,00 \$
Gingras, Lin	*Expert-conseil pour accompagner la DVIE dans des travaux d'élaboration d'une stratégie d'intervention en matière de gestion des technologies de l'information	4 975,00 \$
Gosselin, Maurice	Élaborer un instrument d'évaluation de type objectif visant à mesurer les connaissances générales en comptabilité	3 500,00 \$
Grenon, Roger	*Services d'un expert pour effectuer l'expertise d'écriture d'un dossier d'enquête interne	1 080,00 \$
Groupe Cartier	*Agrandissement de photos	872,00 \$
Groupe CFC	*Correction des exercices du courrier Toutazimut	4 710,00 \$
Groupe conseil DMR inc.	*Identification des considérants relatifs au volet humain du projet Intranet	5 200,00 \$
Groupe Conseil Langlois inc.	*Réaliser 20 demandes de corrections urgentes pour le système de perception intégrée des créances:	9 950,00 \$
Groupe Covitec inc. (Sonolab)	*Réaliser une étude organisationnelle à la DGLE	9 900,00 \$
Groupe Léger & Léger	*Tournage vidéo pour pensions alimentaires - Équipement de tournage, décor, casting *Sondage: Focus groupe sur la déclaration de revenus 1998	8 637,50 \$ 9 870,00 \$
	*Sondage dans le but d'évaluer l'impact des nouveaux formulaires de déclarations de revenus	6 100,00 \$

AUTRES CONTRATS DE MOINS DE 25 000\$
OCTROYÉS EN 1998-1999

<u>Fournisseur</u>	<u>Description</u>	<u>Montant</u>
Groupe LGS inc.	*Réaliser une étude d'orientation sur les données, traitements et technologies de la DGRHM	9 750,00 \$
Groupe Renaud	Services relatifs au programme d'aide aux employés	12 000,00 \$
Groupe VSD inc.	Tester l'opérationnalité des concepts d'architecture par rapport à l'administration de la loi de l'impôt des corporations	9 975,00 \$
Guay, Jean-Marie	Travailler à la préparation d'un procès	843,70 \$
Hauts-Monts inc.	*Photographies aériennes - Lutte contre l'évasion fiscale dans le domaine de l'automobile	2 210,00 \$
Hébert, Martine	*Rapport à la suite d'une conférence internationale sur le travail autonome	1 750,00 \$
Impact Recherche	*Réalisation d'un sondage omnibus portant sur le pourboire	9 000,00 \$
Informatique SMI	*Réaliser les activités de support technique et logique concernant l'équipement et l'utilisation des logiciels infographiques	9 850,00 \$
Intégrés inc.	Réaliser des travaux dans l'environnement Banyan Vines et Windows	9 990,00 \$
J.-A. Provost inc.	Entretien des systèmes de contrôle d'accès à Montréal et Laval	8 169,00 \$
Jolivet, Benoît	*Services d'un accessoiriste-décorateur pour le tournage d'un vidéo dans le cadre de la réforme sur la fiscalité	2 097,50 \$
KPMG	*Évaluation préliminaire de la situation au M.R.Q. en matière d'éthique	9 500,00 \$
KTI Kanatak	*Actualisation des procédures d'installation de diverses composantes suite à un sinistre	9 900,00 \$
Lacroix, Lucie	Travailler à la préparation d'un procès	169,48 \$
Lamontagne, Sylvie	*Services de maquillage et de coiffure pour le tournage du vidéo dans le cadre de la réforme sur la fiscalité	1 475,00 \$
Lavoie, Donald	*Services d'un expert-conseil pour les mesures transitoires - Projet INTRANET	24 600,00 \$

AUTRES CONTRATS DE MOINS DE 25 000\$
OCTROYÉS EN 1998-1999

<u>Fournisseur</u>	<u>Description</u>	<u>Montant</u>
Léger, Danièle	*Services d'une costumière pour le tournage du vidéo dans le cadre de la réforme sur la fiscalité	1 800,00 \$
Lemay Guy & ass.	*Réaliser des études sur le réaménagement des postes de travail, l'organisation des circulations, des écrans et du mobilier	9 950,00 \$
Lexi-Tech International	*Traduction du suédois à l'anglais d'un document dans le cadre de la lutte à l'évasion fiscale	1 125,00 \$
Lockquell, Jean-Guy	Réaliser un mandat dans le cadre du dossier des échanges électroniques	24 500,00 \$
Logipoint	*Dans le cadre du tournage vidéo sur la réforme de la fiscalité: travaux de pré-production: tournage et frais afférents	9 900,00 \$
Longchamps, Carl	*Services d'un machiniste pour le tournage du vidéo dans le cadre de la réforme sur la fiscalité	730,00 \$
Lume Enr.	*Intervention conseil pour une activité d'évaluation et de planification d'ensemble	1 470,00 \$
	*Services professionnels pour supporter la démarche de la rencontre ministérielle de gestion du 27 mai 1998	3 850,00 \$
Méduse	*Dans le cadre du tournage vidéo sur la réforme sur la fiscalité location d'un studio d'essais pour 4 jours en production du tournage de l'émission «A propos de votre impôt»	1 796,55 \$
Michaud, Diane	*Convertir l'ensemble des lettres WordPerfect en Word dans le cadre de la perception des pensions alimentaires	4 000,00 \$
MLLA & Associés	*Réaliser une analyse d'opportunité visant le partage d'une infrastructure gouvernementale pour la gestion des documents juridiques	9 800,00 \$
Montage Vidéo G.M.	*Copies de cassettes: Vidéoconférence: discours du budget	168,00 \$
Moreau, Bruno	Expertise en matière frauduleuse	149,73 \$
Multi Hexa	*Support en développement de formulaires électroniques	2 250,00 \$
Navenne, Pascale	*Services d'une scripte pour le tournage du vidéo dans le cadre de la réforme sur la fiscalité	250,00 \$

AUTRES CONTRATS DE MOINS DE 25 000\$ OCTROYÉS EN 1998-1999

Fournisseur	Description	Montant
Nord Graphique inc.	*Production de 500 albums-photos personnalisés pour le projet du Club-Quart-de-siècle	1 383,00 \$
Ordiplan Inc.	*Conseiller le MRQ sur la possibilité d'élaborer des formulaires électroniques fiscaux	5 250,00 \$
Ouellet, Louise	Vérification des épreuves de formulaires TP-1 produits par ordinateur	5 000,00 \$
Paquette, Damboise, Gagnon et ass.	*Embauche d'artistes pour la campagne radiophonique sur la réforme fiscale incluant la production de messages et la planification radio	9 950,00 \$
Parent, Micheline	*Services d'une assistante à la réalisation dans le tournage du vidéo dans le cadre sur la réforme sur la fiscalité	1 057,50 \$
Plante, Jean-Paul	*Obtention des services d'un expert-conseil en travail de groupe pour les mesures transitoires - Projet Intranet du MRQ	24 600,00 \$
PCT Composition	*Composition de formulaires	636,00 \$
Photomag	*Prises de photographies pour le projet Club-Quart-de-siècle	1 510,50 \$
Post Bit inc.	Contrat d'entretien de timbreuses et d'ouvre-lettres	1 169,00 \$
Produc	*Production de deux vidéos dans le cadre de la réforme sur la fiscalité: Émission «A propos de votre impôt» en sus des étapes normales de validation et d'ajustements consécutifs à ces validations: corrections d'auteurs et ajustements consécutifs à ces corrections; «Message de la Ministre» réalisation: montage du studio, recherche d'images, sonorisation	2 400,00 \$
Productions Karma Inc. (les)	*Production d'un vidéo sur les pensions alimentaires (direction, animation, comédiens)	9 288,06 \$
R3D Information et technologie inc.	Réaliser certains travaux d'initiation au projet "étude pour un positionnement stratégique de l'imagerie au MRQ	9 900,00 \$
Ratheau, Olivier	*Services d'un caméraman pour le tournage du vidéo dans le cadre de la réforme sur la fiscalité	2 335,00 \$

AUTRES CONTRATS DE MOINS DE 25 000\$
OCTROYÉS EN 1998-1999

<u>Fournisseur</u>	<u>Description</u>	<u>Montant</u>
Réseau GTI	*Experts conseils pour accompagner la DVIE dans des travaux d'élaboration d'une stratégie d'intervention en matière de gestion des technologies de l'information au MRQ	9 950,00 \$
Rousseau, Patrice	*Services d'un expert-conseil pour effectuer la vérification des mécanismes de contrôles des communications externes	9 720,00 \$
Roy, Bourassa & Ass.	*Prendre en charge et réaliser les dossiers de mise en production de l'application PMR	9 975,00 \$
Roy, Gaétan	Frais relatifs à l'installation d'équipements informatiques dans le cadre du redéploiement de DGMET	9 000,00 \$
Sanna, Enrico	*Services d'un assistant/décorateur pour le tournage du vidéo dans le cadre de la réforme sur la fiscalité	700,00 \$
Service sanitaire Frontenac Ltée	Surveillance lors d'examens écrits	907,20 \$
Services conseils SystématiX Inc	Réaliser un programme (prototype) qui va permettre d'entreposer dans le référentiel SQL Design du code d'application PL/SQL	9 900,00 \$
Services de gestion Michel Rioux Inc.	Embauche de deux artistes pour la campagne radiophonique sur les pensions alimentaires	9 990,00 \$
Schepens, Maria	Travailler à la préparation d'un procès	386,79 \$
Simard, Alain	*Coordination et direction d'équipes de production pour trois vidéos pour la réforme sur la fiscalité	8 559,40 \$
Société Conseil Lambda inc.	*Élaborer le contenu d'une conférence portant sur l'informatique et les opérations	9 900,00 \$
St-Aubin, Danielle	*Traduction vers l'anglais de jugements de divorce	5 000,00 \$
St-Onge, Claude	Travailler à la préparation d'un procès	215,27 \$
Studio Expression	*Sonorisation de l'émission «À propos de votre impôt».	5 059,50 \$
Studios LaSalle inc. (les,	*Vidéo sur les pensions alimentaires: studio de tournage, costumes, accessoires, graphique, studio audio et matériel audio/vidéo	7 809,25 \$

AUTRES CONTRATS DE MOINS DE 25 000\$
OCTROYÉS EN 1998-1999

<u>Fournisseur</u>	<u>Description</u>	<u>Montant</u>
Supersuite/Post-production Systemhouse inc.	*Vidéo pour pensions alimentaires: post-production audio et vidéo pour l'émission de TV	9 400,00 \$
	* Réaliser une analyse relative à l'utilisation des technologies du traitement de l'image pour les requêtes de dossiers	9 900,00 \$
T.E.L.A. Co Inc.	Contrat d'entretien d'une inséreuse	2 800,00 \$
Technologies Multipartn'r (TMI) inc. Thibodeau, Pascale	*Recherche d'informations sur les meilleures pratiques Intranet et groupes de discussion	830,00 \$
	*Services d'un expert-conseil pour le volet utilisateur dans le cadre du projet INTRANET	24 500,00 \$
T.N. Communication inc.	Musique d'ambiance avec diffusion de messages (téléphonie)	4 300,00 \$
Transport Thibodeau	Remorquage et remise de véhicules saisis	85,59 \$
Tremblay, Richard	*Services d'infographie pour le tournage du vidéo dans le cadre de la réforme sur la fiscalité	600,00 \$
Triomphe (Marketing et Communication)	*Honoraires pour la direction du projet de la campagne radiophonique sur la réforme fiscale et planification et réalisation de la campagne radiophonique sur les pensions alimentaires	9 985,00 \$
Trudel, Jean	*Services professionnels pour le mandat «Comparaison de la performance administrative du CPF»	24 500,00 \$
Wang Canada Ltée	Contrat de services pour la réalisation de travaux relatifs à l'environnement des réseaux locaux pour la région de Montréal	9 900,00 \$
Whelan, Richard	*Traduction de 32 lettres et lecture d'épreuve anglaise de 289 lettres administratives dans le cadre du projet SPIC	15 000,00 \$
	*Traduction du français vers l'anglais d'un texte «Conférence sur la lutte contre l'évasion fiscale»	1 500,00 \$
	*Traduction et révision du document «La perception des pensions alimentaires par le MRQ»	3 084,80 \$

TOTAL - AUTRES CONTRATS

971 779,63 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 8

Liste détaillée des contrats qui, depuis le 1^{er} avril 1998, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant du surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat.

Réponse

Voir annexe : « VERSEMENTS SUPPLÉMENTAIRES INFÉRIEURS À 25 000 \$ AUX CONTRATS POUR L'ANNÉE 1998-1999 »

VERSEMENTS SUPPLÉMENTAIRES INFÉRIEURS A 25 000\$ AUX CONTRATS POUR L'ANNÉE 1998-1999

Description	Montant original	Montant du supplément	Raison du dépassement	Firme
Contrat d'obtention de services professionnels dans le cadre du support méthodologique et technologique aux développements d'applications dans l'environnement client/serveur	67 200,00 \$	14 700,00 \$	Ajout de deux biens livrables: - Réaliser une étude sur l'impact de la régionalisation - Réviser le projet GRADOC - Réaliser des ajustements à certains documents normatifs - Faire la lecture optique et l'emmagasinage sur support magnétique	Services Conseils Codasys Inc.
Contrat de services pour le support spécialisé SQL - Design dans le cadre de différents développements client/serveur	152 000,00 \$	24 500,00 \$	Effort supplémentaire de 54 jours/personne de support	Consyst SQL Inc.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Question 9

Le montant, pour l'année 1998-1999, de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie ;
- la télécopie (fax), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie ;
- la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation ;
- les téléavertisseurs ;
- le mobilier de bureau ;
- les fournitures, tels agendas, valises, dictionnaires, calculatrices, stylos ou crayons, boîtes de carton (en identifiant les coûts pour chaque item) ;
- distributeurs d'eau de source ;
- le remboursement des frais de transport ;
- le remboursement des frais d'hébergement ;
- le remboursement des frais de repas ;
- le ressourcement ou préparation à la retraite ;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement :
 - a) au Québec b) à l'extérieur du Québec.

Réponse

Le montant, pour l'année 1998-1999, de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie	1 068,3 K\$
- la télécopie (fax), la téléphonie cellulaire, les téléavertisseurs	257,6 K\$
- le mobilier de bureau	2 159,1 K\$
- les fournitures :	
• agendas	16,1 K\$
• mallettes	18,0 K\$
• stylos et crayons	23,3 K\$
• boîtes de carton	34,8 K\$
- les distributeurs d'eau	-
- le remboursement des frais de transport	3 649,8 K\$
- le remboursement des frais d'hébergement et de repas	1 523,0 K\$
- le ressourcement ou préparation à la retraite	6,3 K\$
- les congrès et colloques, et sessions de perfectionnement :	
a) au Québec	1 048,7 K\$
b) à l'extérieur du Québec	61,2 K\$

Dans le cas des dictionnaires et des calculatrices, les achats sont décentralisés et le Ministère ne dispose pas d'une compilation globale de la dépense.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 10

La liste de tous les véhicules fournis en indiquant pour chacun :

- la marque et le modèle du véhicule ;
- le coût d'acquisition ou de location et l'année de la transaction ;
- les coûts d'entretien des véhicules (réparation) ;
- les coûts d'utilisation des véhicules (essence, assurances, immatriculation) ;
- appels d'offres faits en 1998-1999 et les prévisions pour 1999-2000 ;
- spécifier la source de financement : fonds des équipements roulants ou autres.

Réponse

Voir annexes : « LISTE DES VÉHICULES ACHETÉS »
« LISTE DES VÉHICULES LOUÉS »

LISTE DES VÉHICULES ACHETÉS

MARQUE	MODÈLE	ANNÉE	COÛT ACQUISITION	ANNEE TRANSACTION	ENTRETIEN (Réparation)	UTILISATION (Essence, assurances, immatriculation)
1 Dodge	Dakota	1996	18 353,00\$	1996-1997	1 650,00\$	3 250,00\$
2 Chevrolet	4 X 4 S-10	1995	21 248,00\$	1995-1996	1 050,00\$	2 250,00\$
3 Dodge	Dakota	1996	18 353,00\$	1996-1997	850,00\$	2 500,00\$
4 Chevrolet	Sonoma	1992	13 505,00\$	1992-1993	600,00\$	650,00\$
5 Chevrolet	Sonoma	1993	15 110,00\$	1993-1994	1 300,00\$	2 500,00\$
6 Chevrolet	Sonoma	1993	15 110,00\$	1993-1994	2 000,00\$	3 000,00\$
7 Chevrolet	4 X 4 S-10	1995	24 909,00\$	1994-1995	2 250,00\$	3 800,00\$
8 Chevrolet	4 X 2 S-10	1995	17 418,00\$	1995-1996	2 175,00\$	2 300,00\$
9 Chevrolet	4 X 2 S-10	1995	17 418,00\$	1995-1996	1 800,00\$	2 600,00\$
10 Dodge	Dakota	1991	14 000,00\$	1991-1992	350,00\$	700,00\$
11 Dodge	Dokota	1991	15 385,00\$	1991-1992	0,00\$	150,00\$
12 Chevrolet	Lumina Mini Van	1995	17 552,00\$	1995-1996	850,00\$	2 300,00\$
13 Ford	Windstar	1996	19 346,00\$	1996-1997	850,00\$	2 500,00\$
14 Chevrolet	Van	1990	14 707,00\$	1990-1991	0,00\$	150,00\$
15 Ford	Winstar	1998	21 558,00\$	1997-1998	250,00\$	1 800,00\$
16 Dodge	Dokota	1991	15 385,00\$	1991-1992	2 450,00\$	850,00\$
17 Chevrolet	Lumina Mini Van	1995	17 752,00\$	1995-1996	850,00\$	1 900,00\$
18 Dodge	Dokota	1991	15 385,00\$	1991-1992	2 250,00\$	800,00\$
19 Ford	Winstar	1996	19 346,00\$	1996-1997	1 050,00\$	3 350,00\$
20 Chevrolet	Lumina Mini Van	1995	14 700,00\$	1994-1995	0,00\$	550,00\$
21 Dodge	Dokota	1991	15 385,00\$	1991-1992	1 400,00\$	500,00\$
22 Ford	Windstar	1996	15 385,00\$	1996-1997	350,00\$	2 350,00\$
23 Chevrolet	Lumina Mini Van	1995	19 346,00\$	1996-1997	750,00\$	1 550,00\$
24 Ford	Winstar	1998	21 558,00\$	1997-1998	350,00\$	1 700,00\$
25 Dodge	Dokota	1991	15 385,00\$	1991-1992	2 700,00\$	1 200,00\$
26 Chevrolet	Lumina Mini Van	1995	14 700,00\$	1994-1995	1 250,00\$	1 900,00\$
26 VÉHICULES			448 299,00\$		29 375,00\$	47 100,00\$

Déclaration de su plus du Hyundat Excel 1990 (701-018) - Véhicule de Montréal

APPELS D'OFFRES POUR 1998-1999

2 Camionnettes 4 X 4, cabine allongée
(Marque Ford) - Excluant les équipements

APPELS D'OFFRES POUR 1999-2000

2 Camionnettes 4 X 4, cabine allongée
(Marque Ford) - Excluant les équipements

LISTE DES VÉHICULES LOUÉS

MARQUE	MODELE	LOCATION MENSUELLE	ENTRETIEN	UTILISATION (Essence)
VIA-ROUTE (A.J.R. SIMARD INC.)				
2605, boul. Wilfrid Hamel Québec (Québec) G1P 2H9				
Nissan	Altima (1999)	689,00\$	Comprise dans la location	Les assurances et immatriculations sont comprises dans la location
Pontiac	GrandAm (1998)	689,00\$		
Chevrolet	Lumina (1998)	689,00\$		
Plymouth	Breeze (1997)	689,00\$		
		2 756,00\$		
TOTAL ANNÉE:		33 072,00\$		7 500,00\$

Pour l'exercice financier 1999-2000, les quatre (4) véhicules seront loués au coût mensuel de 799,00 \$ pour un total de 38 352,00 \$.

Le fournisseur sera Location Budget boul. Wilfrid Hamel à Québec.

Les quatre véhicules loués sont utilisés par des enquêteurs pour fins de filature.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 11

Pour chacun des ministères et des organismes publics et parapublics sous leur autorité, combien de personnes, dont la cotisation fut payée en 1998-1999 par l'employeur, sont membres de corporations professionnelles, de clubs privés (clubs d'affaires, clubs sociaux, clubs de golf ou autres) et à quelle somme s'élève le montant global payé pour ces cotisations ?

- Quelle est la fonction de chaque personne concernée ainsi que le coût de la cotisation à chacun des clubs ou corporations professionnelles (en indiquant le nom des clubs ou de la corporation professionnelle) ?

Réponse

Il n'y a aucune cotisation à des corporations professionnelles ou à des clubs privés, payée par le Ministère.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 12

Le nombre et la répartition du personnel masculin et féminin, des jeunes de moins de 30 ans, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) pour 1998-1999 ainsi que les prévisions pour 1998-1999. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme.

Réponse

Voir annexe : « RÉPARTITION DU PERSONNEL RÉGULIER ACTIF »

RÉPARTITION DU PERSONNEL ACTIF AU 26-02-1999

Personnel Régulier

	Masculin	Féminin
Cadres supérieurs	142	41
Cadres intermédiaires	125	63
Professionnels	951	531
PBTA	1431	2167
Ouvriers	4	
Total	2653	2802

% vs MRQ 48,63% 51,37%
Total MRQ 5455

Handicapé	communauté culturelle	Anglophone	Autochtone	<30 ans
	8	1		11
	7		1	10
	69	10	1	95
	141	25	9	228
				0
72	225	36	11	344

1,32% 4,12% 0,66% 0,20% 6,31%

Personnel Occasionnel

	Masculin	Féminin
Cadres supérieurs	0	11
Cadres intermédiaires	0	0
Professionnels	111	137
PBTA	1215	2519
Ouvriers	10	
Total	1336	2667

% vs MRQ 33,37% 66,63%
Total MRQ 4003

Handicapé	communauté culturelle	Anglophone	Autochtone	<30 ans
				0
				0
	20	1	1	22
	352	18	3	393
				0
20	372	19	4	415

0,50% 9,29% 0,47% 0,10% 10,37%

Personnel Régulier et Occasionnel

	Masculin	Féminin
Cadres supérieurs	142	52
Cadres intermédiaires	125	63
Professionnels	1062	668
PBTA	2646	4686
Ouvriers	14	0
Total	3989	5469

% vs MRQ 42,18% 57,82%
Total MRQ 9458

Handicapé	communauté culturelle	Anglophone	Autochtone	<30 ans
	8	1	0	11
	7	0	1	10
	89	11	2	117
	493	43	12	621
	0	0	0	0
92	597	55	15	759

0,97% 6,31% 0,58% 0,16% 8,02%

Inclut le fonds de perception fiscale et le compte de gestion TPS

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 13

Le bilan du Programme de mise à la retraite du gouvernement du Québec (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme. Indiquer les économies réalisées et les remplacements effectués.

Réponse

Cette question sera répondue par le Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 14

Combien de personnes ont bénéficié du programme de départ volontaire et ont été rappelées pour chaque ministère et organisme.

Réponse

Cette question sera répondue par le Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 15

À chacun des mois du dernier exercice budgétaire (1998-1999) pour chaque ministère et organisme, et ce, par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) :

- a) Nombre total de jours de maladie pris par le personnel ;
- b) Nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) ;
- c) Nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

Réponse

Voir annexe : « Maladies - Heures supplémentaires - Vacances 1998-1999 »

MALADIES - HEURES SUPPLÉMENTAIRES - VACANCES 1998-1999

Maladies (Jours)	avr-98	mai-98	juin-98	juil-98	août-98	sept-98	oct-98	nov-98	déc-98	janv-99	févr-99	mars-99	Total
Cadres sup.	23	30	41	20	29	33	48	76	40	55	35		434
Cadres Inter.	83	75	75	58	63	104	125	84	84	103	56		908
Professionnels	883	993	1 020	775	744	867	982	1 132	820	1 011	501		9 728
PBTA	4 361	4 228	3 984	3 345	3 515	4 107	4 390	4 784	3 556	4 449	2 804	1	43 521
Ouvriers	5	4	1	3	3	4	1	7	5	13	2		46
Total	5 363	5 329	5 120	4 200	4 354	5 115	5 545	6 082	4 505	5 629	3 397	1	54 637

Temps supplémentaire Payé (heures)	avr-98	mai-98	juin-98	juil-98	août-98	sept-98	oct-98	nov-98	déc-98	janv-99	févr-99	mars-99	Total
Cadres sup.													
Cadres Inter.													
Professionnels	3 323	3 074	3 063	1 323	1 549	3 678	4 524	4 663	2 520	3 575	1 714		33 011
PBTA	20 101	26 481	10 575	2 910	2 693	8 948	9 328	8 432	7 112	10 685	6 013		113 278
Ouvriers	2												2
Total	23 430	29 555	13 638	4 233	4 242	12 626	13 852	13 095	9 632	14 260	7 727		146 291

Temps supplémentaire payé (montant)	avr-98	mai-98	juin-98	juil-98	août-98	sept-98	oct-98	nov-98	déc-98	janv-99	févr-99	mars-99	Total
Cadres sup.													
Cadres Inter.													
Professionnels	100 342,87	94 575,83	99 511,99	44 391,54	51 957,26	124 454,16	157 043,74	161 656,06	88 593,94	128 927,08	66 313,14		1 117 767,61
PBTA	503 032,37	618 669,83	281 672,17	78 708,20	74 757,16	249 866,71	261 953,53	236 230,89	192 278,34	291 156,82	163 428,53		2 951 754,55
Ouvriers	41,38												41,38
Total	603 416,62	713 245,66	381 184,16	123 099,74	126 714,42	374 320,87	418 997,27	397 886,95	280 872,28	420 083,90	229 741,67		4 069 563,54

Temps supplémentaire compensé (heures)	avr-98	mai-98	juin-98	juil-98	août-98	sept-98	oct-98	nov-98	déc-98	janv-99	févr-99	mars-99	Total
Cadres sup.													0
Cadres Inter.													
Professionnels	1400	1232	1208	487	548	1446	2668	2225	1413	1492	442		14560
PBTA	1766	1271	1032	442	329	1193	1516	1312	1155	1296	338		11649
Ouvriers		2	2			9	1	18	6	29	33		99
Total	3166	2505	2242	929	877	2648	4185	3555	2573	2816	812		26307

MALADIES - HEURES SUPPLÉMENTAIRES - VACANCES 1998-1999

Temps supplémentaire compensé (montant)													
	avr-98	mai-98	juin-98	juil-98	août-98	sept-98	oct-98	nov-98	déc-98	janv-99	févr-99	mars-99	Total
Cadres sup.													
Cadres Inter.													
Professionnels	42 876,43	36 782,53	36 242,77	15 421,75	17 080,21	45 094,92	85 378,41	72 183,10	44 493,10	48 288,36	15 007,13		458 848,71
PBTA	47 675,23	33 919,73	28 399,63	12 044,90	9 224,15	33 015,60	41 915,68	37 871,29	31 321,59	36 026,19	9 701,19		321 115,24
Ouvriers		45,55	45,55			193,56	22,77	405,04	125,24	644,94	735,24		2 217,89
Total	90 551,72	70 747,81	64 687,95	27 466,65	26 304,36	78 304,08	127 316,86	110 459,43	75 939,93	84 959,49	25 443,56		782 181,84

Vacances (Jours)													
	avr-98	mai-98	juin-98	juil-98	août-98	sept-98	oct-98	nov-98	déc-98	janv-99	févr-99	mars-99	Total
Cadres sup.	323	285	391	1 309	1 249	220	189	95	372	194	70	10	4 705
Cadres Inter.	273	344	489	1 207	1 197	256	144	98	454	204	94	39	4 803
Professionnels	1 042	1 170	2 431	10 822	9 911	12 787	885	622	2 906	1 235	487	110	44 406
PBTA	3 863	4 401	10 146	33 396	27 377	5 160	3 532	2 955	12 698	4 601	2 361	515	111 008
Ouvriers	1	6	35	46	30	10	4	1	18	6			159
Total	5 515	6 205	13 491	46 779	39 763	18 432	4 753	3 771	16 447	6 239	3 012	674	165 080

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 16

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour chacun des exercices budgétaires depuis 1994-1995 :

- a) Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emplois (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions) ;
- b) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir ;
- c) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie ;
- d) Nombre de postes par catégorie d'emplois et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions) ;
- e) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires ;
- f) Nombre de personnes occasionnelles, temporaires et contractuelles en indiquant la proportion de celles qui le sont depuis 5 ans.

Réponse

L'information porte sur les effectifs en place au 28 février 1999.

- a) Voir annexe
- b) Professionnels avec tâches de complexité supérieure : 199
- c) Voir annexe
- d) Voir annexe
- e) Non applicable
- f) Nombre de postes : Occasionnels : 4003
Temporaires : 211
Contractuels : 0

ÉVOLUTION DES EFFECTIFS au MRQ EN 1995-96, 96-97, 97-98 et 98-99

Évolution de l'effectif régulier

	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99	Variation
Cadres supérieurs	179	191	184	183	-1
Cadres intermédiaires	252	239	209	188	-21
Professionnels	1464	1461	1470	1482	12
PBTA	3647	3456	3522	3598	76
Ouvriers	5	4	4	4	0
Total	5547	5351	5389	5455	66

Évolution des tâches de complexité supérieure

	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99	Variation
Professionnels	203	202	198	199	1

Nb. d'employés et d'employées dont le traitement est supérieur à celui prévu

	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99	Variation
Cadres supérieurs	1	9	3	2	-1
Cadres intermédiaires	3	3	6		-6
Professionnels	46	45	53	98	45
PBTA	85	113	112	121	9
Total	135	170	174	221	47

Nb. de postes réguliers par territoire de travail

	Québec	Montréal	Abitibi-Témis.	Bas St-Laurent	Côte-Nord	Estrie	Laval	Mauricie Bois Francs	Montréal	Outaouais	Saguenay Lac St-Jean	Hors Quebec	Total
Cadres supérieurs	100	48	1	1	1	2	19	1	8	1	1	0	183
Cadres intermédiaires	73	72	1	1	0	3	21	5	7	3	2	0	188
Professionnels	881	303	4	14	6	21	138	19	60	8	10	18	1482
PBTA	1504	1362	29	51	21	68	259	81	117	50	54	2	3598
Ouvriers	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
Total	2560	1787	35	67	28	94	437	106	192	62	67	20	5455

Nombre de personnes:	
Occasionnels	4003
Temporaires	211
Régulières	5244
Total	9458

De ce nombre, 163 employés occasionnels sont en poste depuis plus de 5 ans au 24 février 1999.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 17

La liste des baux pour les espaces loués par la SIQ en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location ;
- la superficie du local loué ;
- la superficie réellement occupée ;
- la superficie inoccupée ;
- le coût de location au mètre carré ;
- le coût total de ladite location ;
- les coûts d'aménagement réalisés en 1998-1999, la nature des travaux et le ou les bureaux visés ;
- la durée du bail.

Réponse

Cette question sera répondue par le Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 18

Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 1998-1999 qui louent des espaces en indiquant pour chacune d'elles :

- l'emplacement de la location ;
- la superficie du local loué ;
- la superficie réellement occupée ;
- la superficie inoccupée ;
- le coût de location au mètre carré ;
- le coût total de ladite location ;
- les coûts d'aménagement réalisés en 1997-1998, la nature des travaux et le ou les bureaux visés ;
- la durée du bail.

Réponse

Aucune autre firme que la SIQ ne loue de l'espace.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 19

La liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 1998-1999 spécifiquement à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques en indiquant :

- le nom de la firme (était-ce le plus bas soumissionnaire ?) ;
- le mandat et le résultat du contrat ;
- la durée du contrat ;
- le coût du contrat ;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié).

Réponse

Voir annexe et les réponses aux questions 4 et 5 en ce qui concerne les contrats attribués en publicité et en sondage.

**DIRECTION GÉNÉRALE DES COMMUNICATIONS
EXERCICE FINANCIER 1998-1999**

FIRME DE RELATIONS PUBLIQUES (sans appel d'offres)

**DUCHARME PERRON
580 Grande-Allée est,
Québec
G1R 2K2**

OBJET : Services conseils en relations publiques pour répertoire et constituer une liste de diffusion (organismes et associations)
pour l'envoi de nos produits reliés aux pensions alimentaires.

PERIODE : 30 novembre au 26 mars 1999.

MONTANT : 9 600,00 \$

Ci-joint mandat . Le résultat sera remis sur demande.



Communication Affaires publiques

TÉLÉCOPIE

580, Grande Allée Est
Bureau 240
Québec (Québec) G1R 2K2

Téléphone: (418) 523-3352
Télécopieur: (418) 521-1548

Envoi de (...4...) pages incluant celle-ci

DESTINATAIRE: Madame Denise Trépanier
Directrice de l'information et de la linguistique
Direction générale des communications
Ministère du Revenu du Québec

EXPÉDITEUR: Marie Morneau, ARP
Conseillère principale

DATE: 30 novembre 1998

OBJET: Pensions alimentaires

Madame Trépanier,

Conformément à nos discussions et à notre rencontre de la semaine dernière, voici les informations demandées. Nous avons déjà effectués certaines recherches afin d'être en mesure de préciser la quantité de brochures à produire ainsi que le format idéal.

Nous avons pu développer les types de clientèles à rejoindre (voir liste ci-jointe) et sans être exhaustifs, ils constituent déjà une solide base pour répondre à ces questions.

En plus de la distribution habituelle de 100 000 copies dans les réseaux de Communication Québec et de la Santé et des services sociaux, 50 000 copies devraient suffire pour rejoindre directement les intervenants pertinents. Nous croyons aussi que l'envoi de communiqué avec rappels au Newsletters des associations ciblées sera utile pour rejoindre ces intervenants. Nous les placerons toutefois dans la deuxième partie du projet, à savoir les relations de presse.

Programme d'information sur les pensions alimentaires
Présenté à la Direction des Communications du MRQ
Par Ducharme Perron, Communication Affaires publiques

P. 1

NOV 30 '98 16:17

14185211548

PAGE.01

1. PROGRAMME DE DIFFUSION DE LA BROCHURE

A. FORMAT :

Le format lettre (8 1/2 X 11) et le format dépliant (3 1/2 X 8 1/2) entrent bien dans les présentoirs disponibles dans les CLSC et vraisemblablement dans les autres présentoirs publics.

B. CONFECTION DE LA LISTE :

- Clientèles cibles: une recherche préliminaire nous permet d'apprécier la diversité des clientèles intéressées à recevoir une information sur le programme des pensions alimentaires.
- À l'intérieur du milieu juridique large, il existe des avocats familialistes, regroupés en association.
- Les médiateurs constituent également une clientèle essentielle. Ils se retrouvent dans plusieurs professions: avocats, travailleurs sociaux, psychologues, notaires.
- Toutes les associations familiales qui interviennent auprès des parents, des couples, des monoparentaux, des milieux de garde.
- Les intervenants du secteur de la violence: policiers, centres de femmes, hôpitaux, médecins généralistes et urgentologues (ne serait-ce que pour référer les gens en difficulté vers d'autres ressources utiles)
- Les intervenants du milieu économiques: comptables, ACEF.

Cette première liste n'est pas complète, mais elle donne déjà une bonne indication des cibles qui auront un effet sur la diffusion de l'information. Le plan de diffusion comprendra une liste précise, mais tout de même limitée aux intervenants ayant réellement un impact dès réception de la brochure.

N.B. Dans l'envoi projeté pour janvier 1999, la brochure pourrait être accompagnée d'une lettre attirant l'attention sur les exemptions.

C. RÉALISATION :

DPCAP effectuera toute la recherche sur les coordonnées afin de confirmer les bons destinataires et destinations. Nous formaterons ces données sur un logiciel dont vous pourrez tirer étiquettes et listes, fusions et autres modes de correspondance.

Prévisions d'honoraires

3 550 \$

2. RELATIONS DE PRESSE

En appui à la campagne de publicité radiophonique prévue pour janvier 1999, nous contribuerons à une campagne de relations de presse nationale.

A. CONFECTION DE LA LISTE DE PRESSE :

DPCAP produira une liste la plus complète possible des médias, journalistes et chroniqueurs nationaux et régionaux susceptibles de publier et /ou diffuser un reportage sur les pensions alimentaires, plus spécifiquement sur les exemptions incluses dans la loi, ainsi que les coordonnateurs des Newsletters d'associations ciblées en première partie.

B. ENVOI D'UN COMMUNIQUÉ ET RAPPELS DE PRESSE :

La direction des Communications du MRQ nous fournira un communiqué de presse qu'elle diffusera sur CNW, en guise de lancement de la campagne.

DPCAP expédiera le communiqué aux médias ciblés sur la liste de presse. Nous effectuerons par la suite des rappels pour inciter les médias à en parler, solliciter des entrevues et travailler à leur fournir toute l'information nécessaire. Un rapport sera fourni au MRQ sur la campagne.

Prévisions d'honoraires :

4 000 \$

Coordination de l'ensemble du dossier :

1 500 \$

Total :

9 050 \$

Les frais et déboursés, tels que télécopies et appels interurbains, photocopies, poste et messagerie seront chargés en sus des honoraires susmentionnés et inclus dans une enveloppe de frais n'excédant pas 750,00 \$. Les taxes seront chargés en sus.

29-

550.00

Espérant le tout conforme à nos discussions, nous attendons, Madame Trépanier, l'approbation finale de ce projet pour poursuivre les démarches et recherches déjà amorcées et ainsi être en mesure de fournir les listes d'envoi de brochures à la mi-décembre.

Je vous remercie de bien vouloir signer les présentes, confirmant ainsi votre acceptation du présent projet.

Marie Morneau

Marie Morneau, ARP
Conseillère principale

Projet accepté ce _____ jour de décembre 1998 par :

Nom : _____

Fonction : _____

Signature : _____

97

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 20

La liste des tarifs (droits et permis) en vigueur pour l'exercice financier 1998-1999 en indiquant :

- la tarification pour chacun des droits et permis perçus ;
- le total des revenus perçus pour chacun des droits et permis exigés ;
- pour l'année 1999-2000, la prévision du total des revenus qui seront perçus pour chacun des droits et permis exigés.

Réponse

La présente question concerne les revenus mais non les dépenses du Ministère.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 21

Liste du personnel du cabinet du ministre en 1998-1999 en indiquant pour chaque individu :

- la date de l'entrée en fonction ;
- la date du départ, s'il y a lieu ;
- le titre de la fonction ;
- l'adresse du port d'attache ;
- la classification ;
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés ;
- le montant total des indemnités de départ versées ;
- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève ;
- la description de tâches.

Le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour l'exercice 1998-1999.

Le nombre total d'employés au cabinet.

La liste des membres du personnel de cabinet du ministère qui, à un moment ou à un autre en 1998-1999, ont occupé des fonctions « d'agent de liaison » en incluant leur description de tâches et le lieu de leur affectation.

Réponse

Voir annexe

Liste du personnel du cabinet de la ministre en 1998-1999

Nom et prénom	Date entrée en fonction	Date de départ	Titre de la fonction	Port d'attache	Classification
Bertrand, Chantale	1997-08-26		Attachée politique	Montréal	934
Coté, Madeleine	1998-04-01		Conseillère politique	Québec	934
Dubé, Frédéric	1999-02-08		Conseiller politique	Montréal	934
Dumais, Nicole	1997-08-26	1998-06-19	Adjointe administrative	Montréal	934
Gauthier, Ginette	1997-08-26		Employée de soutien	Montréal	935
Geoffrion, Nathalie	1997-08-26		Employée de soutien	Montréal	935
Girard, Sylvie	1997-08-26		Directrice du Cabinet	Québec	933
Goyer, Christian	1999-01-18		Conseiller politique	Montréal	934
Hébert, Martine	1998-10-07	1998-12-15	Conseillère politique	Montréal	934
Lacasse, Richard	1997-08-26		Conseiller politique	Québec	934
Lapointe, Geneviève	1998-09-08	1998-12-15	Employée de soutien	Québec	935
Messier, Daniel	1998-04-01		Attaché politique	Montréal	934
Murray, Dann	1998-09-22	1998-10-30	Employée de soutien	Québec	935
Savard, Nicole	1998-06-08		Adjointe administrative	Montréal	934
Tremblay, Jocelyne	1998-03-19	1998-04-09	Agente de secrétariat	Québec	935
Vien, Louise	1997-08-26	1998-10-16	Conseillère politique	Québec	934

Montant total des indemnités de départ : 11 837 \$

Montant total des salaires versés : 455 574 \$
Honoraires: 1,500\$ - Contrat de services professionnels

Nombre total d'employés: 16

Agents de liaison:

NOM ET PRÉNOM	DESCRIPTION DE TÂCHES
Louise Vien Nicole Savard	Assument la responsabilité des relations du Cabinet avec la circonscription, les instances du Parti autant local que régional ou national et avec les autres cabinets ministériels.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 22

Liste du personnel de la suite sous-ministérielle en 1998-1999 en indiquant pour chaque individu :

- la date de l'entrée en fonction ;
- la date du départ, s'il y a lieu ;
- le titre de la fonction ;
- l'adresse du port d'attache ;
- la classification ;
- le traitement annuel ou selon le cas, les honoraires versés.

Le montant total des salaires et honoraires versés par la suite sous-ministérielle pour l'exercice 1998-1999.

Le nombre total d'employés de la suite sous-ministérielle.

Réponse

Voir annexe: « LISTE DU PERSONNEL DE LA SUITE SOUS-MINISTÉRIELLE EN 1998-1999 »

Le salaire du personnel qui n'est pas cadre n'est pas public selon le dernier alinéa de l'article 57 de la Loi sur l'accès à l'information.

Toutefois, le salaire des cadres pourra être fourni sur demande.

Liste du personnel de la suite sous-ministérielle en 1998-1999

Nom et prénom	Date d'entrée en fonction	Titre et fonction	Port d'attache	Classification
Blanchard, Pierre-Sarto	1973-01-25	Cadre supérieur	Sainte-Foy	630-04
Fortin, Diane	1967-07-04	Secrétaire principale	Sainte-Foy	264-10
Gauvin, Céline	1978-09-18	Agente de secrétariat	Sainte-Foy	221-10
Gravel, Micheline	1965-09-07	Cadre supérieur	Sainte-Foy	630-04
Hébert, Michel R.	1981-12-14	Agent de recherche	Sainte-Foy	105-00
Lacasse, Francine L.	1978-01-18	Analyste proc. administratifs	Sainte-Foy	108-00
Lacroix, Léo	1976-02-09	Agent de bureau	Sainte-Foy	200-10
Laverdière, Micheline	1999-03-08	Téléphoniste-réceptionniste	Sainte-Foy	276-10
Malo, Nicole	1975-09-08	Sous-ministre	Sainte-Foy	617-00
Michaud, Francine	1968-01-22	Bibliotechnicienne	Sainte-Foy	264-10
Pineault, Lucie	1972-09-25	Téléphoniste-réceptionniste	Sainte-Foy	276-10
Poulin, René	1976-08-09	CGRH	Sainte-Foy	105-00
Racine, Solange	1974-01-03	Agente de secrétariat	Sainte-Foy	221-10

Montant total de la rémunération:

674 734,00 \$

Honoraires versés:services professionnels

9 500 \$

Nombre total d'employés: **13**

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 23

Liste des sommes d'argent versées en 1998-1999 à même le budget discrétionnaire du : a) ministre b) du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- le nom de l'organisme ou de la personne concernés ;
- le montant attribué ;
- le projet visé et le résultat.

Réponse

Voir annexe : « SUBVENTIONS OCTROYÉES EN 1998-1999 »

SUBVENTIONS OCTROYÉES EN 1998-1999 À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE

Cabinet Rita-Dionne Marsolais

Organismes	Montants
Action nationale	10 500,00 \$
Arts Sutton	2 000,00 \$
Association canadienne de l'ataxie de Friedreich	100,00 \$
Association des familles monoparentales et recomposées de l'Outaouais	500,00 \$
Association professionnelle des gardes du corps du gouvernement du Québec	125,00 \$
Carrefour de l'Emploi	2 000,00 \$
Carrefour Montrose	5 000,00 \$
Centre d'arts Orford	400,00 \$
Centre d'hébergement et de réinsertion socio-économique EURÉKA	60,00 \$
Centre St-Pierre	1 000,00 \$
Chambre de commerce de l'Est de l'Île de Montréal	2 300,00 \$
CIBL, 101,5 FM	2 500,00 \$
Club des relations internationales - UQUAM	300,00 \$
COFI	100,00 \$
Collège de Rosemont	5 500,00 \$
Collège Jean-Eudes	500,00 \$
Communauté Sépharade du Québec	225,00 \$
Domaine Forget et Fondation des eaux usées	5 000,00 \$
Équipe Cousteau Mission Québec	500,00 \$
Fondation de l'entrepreneurship	200,00 \$
Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec	1 600,00 \$
Fondation Collège Marie-Victorin	300,00 \$
Fondation de la greffe de la moelle osseuse de l'est du Québec	3 000,00 \$
Fondation des Aveugles du Québec	500,00 \$
Fondation Fête d'enfant Dédé Inc.	100,00 \$
Fondation internationale "Des cultures à partager"	1 000,00 \$
Fondation Jean-Guy Roy	1 000,00 \$
Fondation Jeunesse du Monde	300,00 \$
Fondation Marie-Vincent	500,00 \$
Fondation Paul Gérin-Lajoie	1 000,00 \$
Fondation Père Lindsay	500,00 \$
Fondation québécoise en environnement	2 000,00 \$
Jeunesse au Soleil Inc.	100,00 \$

**SUBVENTIONS OCTROYÉES EN 1998-1999
À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE**

Cabinet Rita-Dionne Marsolais	
Organismes	Montants
La Traversée	800,00 \$
Le Moulin à Musique	10 000,00 \$
Le Studio XX	5 000,00 \$
Les Grands Ballets Canadiens	5 000,00 \$
Leucan	500,00 \$
Maison de la famille de Québec	100,00 \$
Maison des Familles	5 000,00 \$
Maison Ludovic	1 500,00 \$
Maison Marc-Simon	200,00 \$
OLIVI - Chorale de l'accueil Bonneau	500,00 \$
Orchestre symphonique des jeunes de Montréal	500,00 \$
OXFAM - Québec	500,00 \$
Productions théâtrales de Trois-Pistoles	1 500,00 \$
Regroupement des Clubs Optimistes de Montréal	500,00 \$
Regroupement des maisons de jeunes du Québec	5 000,00 \$
Regroupement des organismes communautaires Jeunesse du Québec	500,00 \$
Retrouvailles internationales	500,00 \$
Société canadienne de la sclérose en plaques	650,00 \$
Tel-Jeunes	5 000,00 \$
Théâtre Denise Pelletier	300,00 \$
Tribune juive	400,00 \$
Vidéo Femmes	500,00 \$
Vieillir ensemble à Mercier Est	1 000,00 \$
Zap Prévention	1 000,00 \$
TOTAL	<u>97 160,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 24

Liste des crédits périmés, par programmes et par éléments, pour l'exercice financier 1998-1999.

Réponse

Pour l'année 1998-1999, plusieurs opérations de suivi budgétaire ont été tenues afin de suivre l'évolution de la dépense du Ministère par rapport à l'éventualité de périmier des crédits ou de procéder à des recours au Fonds de suppléance pour supporter l'ajout de nouvelles dépenses suite à diverses situations se concrétisant en cours d'exercice.

Les données financières véhiculées au plan ministériel de gestion de dépenses 1999-2000 du Ministère s'appuyaient sur les plus récentes prévisions fournies par ces suivis. À la date de sa production, les prévisions financières laissaient entrevoir une dépense probable de 754,1 M\$ par rapport à des crédits comparatifs de 743,1 M\$ d'où un dépassement de 11 M\$ exclusivement au chapitre des crédits votés. Or, depuis la production de ce plan, la situation budgétaire du MRQ a évolué.

En ce qui concerne les crédits votés, un nouveau dépassement de 0,8 M\$ a été prévu faisant ainsi passer le dépassement à 11,8 M\$. Différents recours au Fonds de suppléance ou à d'autres moyens ont été entrepris et ont ainsi permis au Ministère de combler l'ensemble de ces dépassements ne laissant aucun crédit périmé au chapitre des crédits votés. Ces divers recours sont :

FONDS DE SUPPLÉANCE

- 3,7 M\$ reliés au plan d'amélioration des services du programme de perception des pensions alimentaires ;
- 1,0 M\$ relié à la réforme de la fiscalité des particuliers ;
- 4,7 M\$ reliés aux dépenses que le Ministère absorbe pour l'administration des sommes perçues pour le compte d'autres ministères ou organismes.

CRÉDITS DU MINISTÈRE DES FINANCES

- 2,0 M\$ reliés à la perception des créances

AUTRE RECOURS

- 0,4 M\$ par transferts interministériels reliés principalement à l'embauche d'étudiants et de stagiaires.

Quant aux crédits permanents, pour lesquels aucun crédit périmé n'avait été prévu au plan ministériel de gestion des dépenses, le règlement de litiges importants à des montants inférieurs aux prévisions initiales permettra de périmier 11,7 M\$ au chapitre de la dépense d'intérêt sur remboursement.

Il en ressort donc de cet exercice que le Ministère, d'une part, compte tenu des différents recours à divers fonds de suppléance pour supporter ou améliorer le déroulement de ses activités, ne périmera aucun crédit au regard de ses crédits votés et d'autre part périmera 11,7 M\$ au chapitre de ses crédits permanents compte tenu des règlements intervenus. C'est donc avec une dépense probable révisée de 743,2 M\$ que le Ministère terminera son exercice financier 1999-2000.

Le portrait de la situation budgétaire est donc le suivant :

Situation budgétaire de 1998-1999

	Crédits votés	Crédits permanents	Total
	M \$	M \$	M \$
Programme 01			
Crédits comparatifs 1998-1999	370,5	372,6	743,1
Dépassement - (périmés)	11,0	---	11,0
Dépense présentée au plan ministériel de gestion des dépenses	381,5	372,6	754,1
Ajustements	0,8	(11,7)	(10,9)
Dépassements - (périmés)			
Dépense probable révisée	382,3	360,9	743,2

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 25

La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 1998-1999 dans le cadre des divers programmes à frais partagés ; pour chacun de ces programmes, description sommaire du mode de subvention.

Réponse

Le ministère du Revenu n'administre pas de programmes dits à frais partagés.

Toutefois, le Ministère fait l'administration conjointe de la TVQ-TPS. Les revenus reçus du Gouvernement fédéral et les dépenses afférentes à cette activité sont imputés au compte gestion de la taxe sur les produits et services. Pour l'année financière 1998-1999, ces revenus et dépenses sont estimés à 102,8 M\$.

Par ailleurs, pour l'exercice 1997-1998, nous tenons à souligner que Revenu Canada n'a toujours pas payé un solde de 9,5 M\$ au Québec représentant une partie des coûts encourus pour des activités de lutte contre l'évasion fiscale et le travail au noir.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 26

Bilan 1998-1999 et prévisions pour 1999-2000 des crédits alloués pour chacun des ministères et des organismes publics et parapublics qui participent au plan d'action gouvernemental visant le redressement de la métropole.

Réponse

Cette question sera répondue par le ministère des Affaires municipales et de la Métropole.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 27

Liste des projets retenus à l'occasion du Sommet de l'économie de l'emploi et leur état d'avancement, notamment les sommes investies et les emplois créés.

Réponse

Cette question sera répondue par le Conseil exécutif.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 28

Liste du personnel permanent, contractuel ou occasionnel libéré ou embauché pour les négociations dans la fonction publique, en indiquant :

- la masse salariale prévue à cet effet ;
- le nombre de jours par employé prévus.

Réponse

Cette question sera répondue par le Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 29

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :

- le poste initial ;
- le salaire ;
- le poste actuel, s'il y a lieu ;
- date de la mise en disponibilité.

Réponse

Cette question sera répondue par le Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 30

Liste du personnel hors structure par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- nom de la personne ;
- poste occupé ;
- salaire ;
- assignation initiale ;
- date de l'assignation hors structure ;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Réponse

Voir annexe

Les seules personnes hors structure et rémunérées par le Ministère sont les personnes qui ont adhéré au programme ministériel des départs assistés.

Le salaire du personnel qui n'est pas cadre n'est pas public selon les paramètres édictés par la Loi sur l'accès à l'information.

Toutefois, le salaire des cadres pourra être fourni sur demande.

EMPLOYÉ HORS STRUCTURE, PERSONNEL NON CADRE

NOM	POSTE OCCUPÉ	DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE	DATE DE FIN DE L'ASSIGNATION
Bussières, André	108	1997-04-01	1999-05-01
De Gr�ce, François	108	1997-03-25	1999-02-12
Dionne, Francis	108	1997-03-25	1999-01-04
Fournier, Ghislain	108	1997-02-09	1999-05-15
Morin, Claude	103	1997-02-03	1998-07-20
Bédard, Jean-Paul	206	1996-10-21	1999-02-02
Boivin, Raymonde	200	1998-04-01	1998-08-21
Rainville, Céline	200	1996-12-23	1999-02-09
Richard, Clément	200	1997-08-31	1999-07-21
Tremblay, Pierre	200	1997-06-09	1998-11-18

EMPLOYÉ HORS STRUCTURE, PERSONNEL CADRE

NOM	POSTE OCCUPÉ	DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE	DATE DE FIN DE L'ASSIGNATION
Roy, Onil	619	1996-09-02	1998-06-05
Bergeron, Suzanne	630-05	1997-01-03	1998-04-17
Bolduc, Onil	630	1997-04-01	1998-10-09
Gariépy, André	630-02	1997-03-30	1998-07-10
Gauvin, Jean-Paul	630-05	1997-04-01	1999-08-04
Guay, Jacques	630-05	1997-01-17	1998-10-16
Nadeau, Jean-Guy	630-03	1997-01-03	1998-07-14
Néron, Gilles	630-02	1997-04-01	1999-01-12
Poirier, Maurice	630-03	1997-03-15	1999-04-01
Tessier , Jean	630-05	1997-03-19	1998-10-04
Shano, Antoine	630-04	1997-01-24	1999-07-30
Anctil, Laurent	650-03	1996-11-01	1998-07-21
Anderson, Gilles	650-06	1997-03-31	1998-10-02
Bédard, Fernand	650-07	1997-03-31	1998-12-28
Daigle, Pierre	650-05	1997-04-01	1998-08-17
Doyle, Jacques	650-07	1997-03-31	1999-02-19
Gagnon, Jean-Marc	650-06	1997-03-28	1998-10-16
Harfouch, Joseph	650-06	1997-01-03	1998-08-14
Laforest, Viateur	650	1997-04-01	1998-08-31
Lavigne, Jacques	650-08	1997-03-31	1998-11-27

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 31

La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- assignation initiale ;
- assignation actuelle ;
- salaire.

Réponse

Il n'y a pas de personnel rémunéré par le Ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 32

La liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère :

- assignation initiale ;
- assignation actuelle ;
- salaire.

Réponse

Il n'y a pas de personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au Ministère.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 33

Liste des cadres et hauts fonctionnaires (administrateurs d'état) qui ont démissionné, qui ont été réaffectés ou mis à pied :

- salaire ;
- date du changement ;
- primes de séparation ;
- assignation initiale ;
- assignation actuelle.

Réponse

Il n'y a eu aucun cadre et haut fonctionnaire qui a démissionné ou qui a été mis à pied. Les cadres qui ont été réaffectés l'ont été dans le cadre normal de dotation de postes vacants.

LISTE DES CADRES QUI ONT ÉTÉ RÉAFFECTÉS

Nom	Prénom	Assignation initiale	Assignation actuelle	Date changement
Bouchard	Serge	Direction générale de la législation & des enquêtes	Direction générale de la planification, programmes & budget	1998-08-24
Bouchard	Serge	Direction générale de la planification, programmes & budget	Direction générale de la législation & des enquêtes	1999-03-08
Desjardins	Pierre	Direction générale de la métropole	Direction générale de la capitale et des régions	1998-06-01
Jacob	Luc	Direction générale de la métropole	Direction générale de la législation & des enquêtes	1998-09-28
Leclerc	Pierre	Centre de perception fiscale	Direction générale de la métropole	1999-01-05
Paulin	Line	Direction générale de la planification, programmes & budget	Direction générale de la capitale et des régions	1999-01-05
Rizk	Assaad	Direction générale de la métropole	Bureau de la sous-Ministre	1998-04-01
St-Gelais	Jean-Marie	Direction générale de la métropole	Direction générale du traitement et des technologies de l'information	1998-11-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 34

Liste du personnel par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant :

- salaire de la personne ;
- montant reçu du régime de retraite.

Réponse

Les informations demandées constituent des renseignements confidentiels au sens de la Loi sur l'accès à l'information, articles 3 et 57 (1), et ne peuvent être rendues publiques.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 35

Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et somme dépensée).

Réponse

Les informations concernant le matériel informatique sont présentées en annexe sous forme de tableaux. Ces derniers sont :

Tableau 1 : Parc informatique par type d'équipement

Tableau 2 : Parc informatique des micro-ordinateurs

Tableau 3 : Parc des logiciels par grande fonction

Tableau 4 : Parc des minis par manufacturier, application et fonctionnement

MINISTÈRE DU REVENU DU QUÉBEC
ÉTAT DE SITUATION DU PARC INFORMATIQUE
PAR TYPE D'ÉQUIPEMENT AU 28 FÉVRIER 1999

DIRECTION		TOTAL	
POSTES DE TRAVAIL			
Traitement de textes	5	0%	
Micro-ordinateurs de table	7 581	53%	
Micro-ordinateurs portatifs	2 405	17%	
Somme partielle	9 991	70% (voir tableau 2)	
Terminaux-maxi	3 896	27%	
Terminaux - mini (acq. = enc.)	389	3%	
Encaisseuses et trieuses	20	0%	
Total	14 296	100%	
IMPRIMANTES			
Imprimantes légères	630	14%	
Imprimantes de micros	3 741	86%	
Total	4371	100%	
MINIS	58		(voir tableau 4)
CONTRÔLEURS 3174	231		

Compte tenu de l'ampleur du parc et de la diversité des équipements acquis par les diverses directions générales le coût d'acquisition n'est pas disponible. Cependant à titre d'information la valeur de remplacement du parc est estimée à plus de 51,5 M\$.

MINISTÈRE DU REVENU DU QUÉBEC ÉTAT DE SITUATION DU PARC INFORMATIQUE MICRO-ORDINATEURS PAR TYPE DE PROCESSEUR AU 28 FÉVRIER 1999				
DIRECTION	TOTAL	%	ACQUISITION	
			1ere DATE	DATE FIN
Technologie Micom				
Traitement de texte	5	0%	1983-05-13	1983-05-31
Technologie Apple (Macintosh)				
Micro-ordinateurs de table	30	0%	1991-11-07	1998-07-21
Micro-ordinateurs portatifs	2	0%	1995-01-23	1995-05-23
sous-total	32	0%		
Technologie 386 et moins				
Micro-ordinateurs de table	391	4%	1985-03-01	1995-03-16
Micro-ordinateurs portatifs	124	1%	1992-08-10	1993-03-21
sous-total	515	5%		
Technologie 486				
Micro-ordinateurs de table	1150	12%	1993-01-22	1996-03-29
Micro-ordinateurs portatifs	284	3%	1993-05-25	1997-02-17
sous-total	1434	14%		
Technologie Pentium				
Micro-ordinateurs de table	3734	37%	1994-08-22	1998-02-11
Micro-ordinateurs portatifs	1683	17%	1996-02-02	1998-01-23
sous-total	5417	54%		
Technologie Pentium II				
Micro-ordinateurs de table	1219	12%	1997-01-16	1999-03-11
Micro-ordinateurs portatifs	67	1%	1998-09-30	1999-03-11
sous-total	1286	13%		
Technologie Pentium MMX				
Micro-ordinateurs de table	1002	10%	1994-08-01	1998-10-15
Micro-ordinateurs portatifs	245	2%	1997-08-18	1998-10-02
sous-total	1247	12%		
Technologie Pentium PRO				
Micro-ordinateurs de table	55	1%	1996-11-11	1998-04-30
Micro-ordinateurs portatifs	0	0%		
sous-total	55	1%		
TOTAL				
Traitement de texte	5	0%		
Micro-ordinateurs de table	7581	76%		
Micro-ordinateurs portatifs	2405	24%		
TOTAL MICROS	9991	100%		

MINISTERE DU REVENU DU QUÉBEC		
ÉTAT DE SITUATION DU PARC INFORMATIQUE		
PARC DES LOGICIELS PAR GRANDE FONCTION AU 28 FÉVRIER 1999		
Principaux logiciels ventilés		
Logiciels	TOTAL	%
Exploitation		
MS - DOS / Microsoft	4817	7%
MS - Windows WORKGROUP (3,11) / Microsoft	1916	3%
MS - Windows 95 / Microsoft	7587	11%
MS - Windows NT WORKSTATION (client) / Microsoft	285	0%
Communications (émulateur et passerelle SNA)		
ACCES 3270 pour DOS et Windows / Eicon	2682	4%
EXTRA PERSONNEL CLIENT pour Windows / Attachmate	5027	7%
SNA CLIENT pour passerelle SNA / Microsoft	5013	7%
VINES CLIENT pour le réseau local / Banyan ⁽¹⁾	7070	10%
Détecteur de virus et gestion de poste (fureteur)		
MCAFEE	6500	9%
Norton administrator / Symantec	1885	3%
Netwizard progressif / Attachmate ⁽¹⁾	6000	9%
Bureautique - Suites (texte, chiffrier et graphique), courrier et graphiques		
MS-Office + C / Microsoft	7700	11%
MS-Office Dév. / Microsoft	12	0%
MS-Office Pro + C / Microsoft	1087	2%
Beyond mail / Banyan	6100	9%
Gemdraw et Gemdraw plus / Digital Research	308	0%
ABC flowcharter + Designer + Windows draw / Micrigrafx	449	1%
Visio pro / Visio corporation	302	0%
Client-serveur		
ORACLE Prod. + Dév. nommée	2147	3%
ORACLE Prod. concurrente	32	0%
ORACLE développement nommé	332	0%
SQL-DESIGN (UTILISATEUR)	2147	3%
SQL-DESIGN (DEVELOPEUR)	199	0%
TOTAL:	69597	100%
(1) Les quantités correspondent aux informations fournies par Dominique Guay, les données seront corrigées dans INFOMAN		

Tableau 4

MINISTÈRE DU REVENU DU QUÉBEC				
ÉTAT DE SITUATION DU PARC INFORMATIQUE				
PARC DES MINIS PAR MANUFACTURIER ET SYSTÈME D'EXPLOITATION (SE), APPLICATION ET FONCTION/ENVIRONNEMENT AU 28 FÉVRIER 1999				
MANUFACTURIER / SE		APPLICATION	Fonction / ENVIRONNEMENT(S)	TOTAL/MANUF.
1	Motorola / unix	SAISIE	Traitement / production	13
2	Motorola / unix	SAISIE	Traitement / développement et exploitation (tests)	2
3	Unisys / unix	ENCAISSEMENT	Traitement et communication / production	6
4	NCR-AT&T / unix	TED-EDI et SERVI	B-D ORACLE / production et développement	1
5	IBM / unix	IFTA	B-D DB2 / production/développement	2
6	IBM / unix	SPIC	Communication TÉLÉPHONIE / production	1
7	IBM / unix	SÉCURITÉ/RELÈVE	Communication ACCÈS COMMUTÉS / exploitation (contrôle des accès)	1
8	Digital / unix	PAPA	B-D ORACLE / production et développement	2
9	Digital / unix	PACT, SPIC et GO	B-D ORACLE et relève / production et exploitation	3
10	Digital / unix	SAGE	B-D ORACLE / production	4
11	Digital / unix	INFOROUTE	B-D ORACLE / services spécialisés (réseau du ministère)	1
12	Digital / unix	CLIENT SERVEUR	B-D ORACLE / développement	1
13	Digital / unix	CLIENT SERVEUR	B-D ORACLE et relève / exploitation (ordonnancement, problèmes et prise de copie)	1
14	Digital / unix	CLIENT SERVEUR	B-D ORACLE et traitement / exploitation (laboratoire et tests)	2
15	Digital / unix	AN 2000	B-D ORACLE et traitement / exploitation (tests)	1
16	VAX / vms	MICROGRAPHIE	B-D images numérisées / production/ micrographie	15
17	SUN / unix	OPPOSITION et INFOCENTRE	B-D SAS / services spécialisés et développement	2
18	SUN / unix	AGENDA, TED et autres TRANSFERTS (fichiers)	Communication X-COM / exploitation	1
19	SUN / unix	AN 2000	Communication X-COM / exploitation (tests)	2
20	SUN / unix	INTERNET	Pare-feu	2
21	SUN / unix	SÉCURITÉ/RELÈVE	Relève / exploitation (prise de copie robotisée)	1
22	Hewlett Packard / unix	CENTRALE DE DONNÉES (identification et dépistage)	B-D ORACLE / services spécialisés et développement	8
23				
				58
				100%

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 36

Quel est l'état d'avancement des travaux de mise à niveau pour contrer les effets du bogue de l'an 2000 ?

Réponse

Cette question sera répondue par le Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 37

Liste du personnel permanent, contractuel ou occasionnel libéré ou embauché pour quelque opération reliée directement ou indirectement aux activités de la Commission Poitras, de la Commission Nicolet, Solidarité rurale et de la Commission nationale sur les finances et la fiscalité locales, en indiquant de façon distincte pour chacun des items précités :

- le poste occupé ;
- le port d'attache ;
- le salaire ou honoraires ;
- la durée et la nature du mandat ou du contrat ;
- les frais de déplacement, d'hébergement et de repas ;
- les coûts de location des bureaux, salles de réunion ou d'audition ;
- les frais de bureautique, papeterie, ordinateurs, téléphones cellulaires et autres frais généraux.

Réponse

Il n'y a pas eu de personnel libéré pour ces activités.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 38

Liste du personnel politique du cabinet ainsi que du personnel permanent contractuel ou occasionnel du ministère qui ont été contactés et ou rencontrés par la Commission d'accès à l'information et/ou ses enquêteurs dans le cadre de l'enquête sur la divulgation de renseignements personnels par le cabinet du Premier ministre.

Réponse

Cette question sera répondue par le ministère des Relations avec les citoyens.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 39

Quels sont les plans de régionalisation des services gouvernementaux pour chacun des ministères et organismes ?

Réponse

Voir annexe.

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX PLANS DE RÉGIONALISATION

Le contexte

La régionalisation des services du Ministère s'est effectuée en deux phases. La première a débuté en avril 1995 et s'est terminée en janvier 1997. Les principaux résultats de la phase 1 sont :

- la régionalisation des activités de vérification des impôts, du traitement des requêtes et de l'enregistrement ;
- le regroupement des effectifs et des activités en région sous la responsabilité d'une même direction générale ;
- la nomination d'un directeur ou d'une directrice pour chacun des bureaux régionaux ;
- l'ouverture d'un nouveau bureau régional en Montérégie ;
- la croissance du nombre de ressources en région de 269 à 784 ETC .

La phase 2 a été lancée en décembre 1996 et elle doit se terminer au cours de l'exercice financier 1999-2000. Elle a débuté par une réflexion globale sur les orientations à privilégier en matière de régionalisation. Cette réflexion s'inscrivait dans la perspective d'améliorer et de simplifier les services à la clientèle, d'améliorer la performance du Ministère dans ses interventions et de rencontrer les orientations gouvernementales relatives à :

- la métropole;
- la capitale;
- la déconcentration;
- la régionalisation;
- la décentralisation;
- la gestion des finances publiques;
- l'amélioration de la performance de l'administration publique;
- la déréglementation.

Les résultats de cette étude ont été produits en mars 1997 et ont amené le MRQ, au cours du présent exercice financier, à se doter d'une organisation par territoire basée sur les régions administratives du Québec.

Une structure par territoire

Ainsi au cours de l'exercice 1998-1999, deux grandes directions générales ont été constituées, soit la Direction générale de la Capitale et des régions (DGCAR) et la Direction générale de la Métropole (DGMET).

La DGCAR regroupe les activités de services aux contribuables et aux mandataires et les activités de vérification pour les régions de :

- Québec et Chaudière-Appalaches;
- Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec;
- Bas-St-Laurent et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine;

- > Côte-Nord;
- > Estrie;
- > Mauricie et Centre du Québec;
- > Outaouais;
- > Saguenay-Lac-St-Jean.

La DGMET a créé cinq directions régionales et une direction centrale de la cotisation et de la comptabilisation. Elle regroupe les mêmes activités que la DGCAR pour les régions de :

- > Montréal (Montréal-Centre, Montréal-Est, Montréal-Ouest),
- > Montérégie,
- > Laval, Laurentides et Lanaudière.

De plus, la DGMET est responsable du bureau de Toronto.

Par ailleurs, la DGCAR est responsable des activités relatives à la perception des pensions alimentaires sur l'ensemble du territoire.

Deux autres unités opérationnelles, soit la Direction générale du traitement et des technologies et le Centre de perception fiscale, ainsi que les quatre directions générales de soutien (Planification, programmation et budget, Législation & enquêtes, Ressources humaines et matérielles, Communications) harmoniseront leur organisation, leurs opérations et leurs services sur la même base territoriale que la DGCAR et la DGMET.

L'état de situation

La nouvelle organisation de la DGCAR est en place depuis le 1er avril 1998. La majorité des travaux y sont complétés. Au cours de l'exercice 1998-99, la DGCAR a régionalisé ses activités d'analyse et d'examen fiscal. Elle procède actuellement à la régionalisation de la dernière activité, soit la fonction de recotisation dans le secteur des impôts.

Les travaux reliés à la mise en place de la nouvelle organisation de la DGMET ont débuté en 1998-1999. L'implantation des directions régionales se terminera au cours de l'exercice 1999-2000.

Enfin, toujours au cours de l'exercice financier 1999-2000, le MRQ compte régionaliser certaines activités de perception du Centre de perception fiscale.

Les actions en cours et prévues à court terme

La DGCAR et la DGMET procèdent actuellement à la mise en place d'un guichet unique destiné aux entreprises. Un comité ministériel de coordination a été mis en place afin de mettre à contribution les directions générales interpellées par cette nouvelle philosophie de service et agir en complémentarité avec les équipes de mise en œuvre.

Dans la réorganisation de ses services aux entreprises dans une perspective de guichet unique, le Ministère étudiera la possibilité d'une collaboration avec les nouvelles instances locales et régionales qui seront mises en place en matière de développement, d'emploi et d'information au citoyen.

**DIRECTION GÉNÉRALE DE LA
PLANIFICATION, DE LA
PROGRAMMATION ET DU BUDGET**

MINISTÈRE DU REVENU DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

2) Demandes de renseignements particuliers

Questions 1 à 18

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 1

Bilan du Programme de départs volontaires et le nombre de personnes qui se sont prévaluées de ce programme et nombre de personnes qui ont été, ou qui seront, embauchées, suite à ces départs.

Réponse

Il n'y a eu aucun départ à la retraite en 1998-1999 suite au Programme de départs volontaires.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 2

Montant déboursé pour payer des coupons de taxi utilisés par les employés du cabinet ministériel et du Ministère.

Réponse

Montant déboursé par le Ministère : 67 130 \$ incluant le montant déboursé par le Cabinet ministériel : 13 533 \$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 3

Ventilation des cotisations versées au Fonds de solidarité de la F.T.Q. en 1997 par nombre de cotisants par tranche de 1 000 dollars et leurs revenus moyens.

Réponse

Crédits d'impôt \$	Nombre de cotisants	Revenu moyen (\$)
0 à 100	27 933	37 446
100 à 200	41 628	41 017
200 à 300	19 342	44 369
300 à 400	25 763	46 357
400 à 500	20 334	50 535
500 à 600	42 741	56 508
600 à 700	585	51 332
700 et plus	440	53 700
Ensemble	178 766	46 443

Le particulier qui achète une ou des actions du fonds de la F.T.Q. se voit accorder un crédit d'impôt. Les données disponibles nous permettent seulement de ventiler les crédits d'impôt accordés (et non le montant cotisé) selon le nombre de cotisants et leur revenu moyen. En effet, seul le montant du crédit apparaît sur la déclaration de revenus.

Par exemple, il y a eu 41 628 cotisants au fonds de la F.T.Q. qui ont eu entre 100 et 200 dollars de crédits d'impôt. Ces cotisants ont un revenu moyen de 41 017 \$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 4

Nombre de dossiers en infraction et ventilation des amendes réclamées par tranche de 1 000 dollars et leurs revenus moyens.

Réponse

Comme par les années passées, notre réponse couvre distinctement les domaines de la construction et des boissons alcooliques pour lesquels nous avons regroupé des tranches de pénalités pour alléger la présentation.

A) Domaine de la construction

Le nombre de dossiers en infraction pour lesquels une pénalité a été réclamée est de 1 274 pour la période du 1^{er} avril 1998 au 28 février 1999. Ainsi, nous constatons que près de 31,4 % des dossiers vérifiés donnent lieu à des pénalités. Toutefois, la majorité des dossiers où des pénalités ont été réclamées se situent dans la strate de 1 \$ à 9 999 \$, soit 92,4 % pour un total de 1 177 dossiers et pour une moyenne de 1 518 \$ par dossier. Cependant, pour l'ensemble des dossiers concernés par ce point, la récupération moyenne relative aux pénalités est de 4 692 \$ par dossier. Vous trouverez ci-dessous la répartition des dossiers par tranche de 10 000 \$.

DOSSIERS EN INFRACTION PAR TRANCHE DE 10 000 \$ DU 1 ^{er} AVRIL 1998 AU 28 FÉVRIER 1999 DOMAINE DE LA CONSTRUCTION		
Tranche de pénalités	Nombre de dossiers	Montant des pénalités
1 à 9 999 \$	1 177	1 786 675 \$
10 000 à 19 999 \$	51	720 239 \$
20 000 à 29 999 \$	18	450 488 \$
30 000 à 39 999 \$	13	472 863 \$
40 000 à 49 999 \$	3	130 497 \$
50 000 à 59 999 \$	5	267 412 \$
60 000 à 69 999 \$	2	129 464 \$
70 000 à 79 999 \$	0	
80 000 à 89 999 \$	1	82 704 \$
90 000 à 99 999 \$	0	
100 000 \$ et plus	4	1 937 314 \$
TOTAL	1 274	5 977 656 \$

B) Domaine des boissons alcooliques

Le nombre de dossiers en infraction pour lesquels une pénalité a été réclamée est de 987 pour la période du 1^{er} avril 1998 au 28 février 1999. Ainsi, nous constatons que près de 30,6 % des dossiers vérifiés donnent lieu à des pénalités. Toutefois, la majorité des dossiers où des pénalités ont été réclamées se situent dans la strate de 1 \$ à 9 999 \$, soit 93,3 %, pour un total de 921 dossiers et pour une moyenne de 1 551 \$ par dossier. Cependant, pour l'ensemble des dossiers concernés par ce point, la récupération moyenne relative aux pénalités est de 3 645 \$ par dossier. Vous trouverez ci-dessous la répartition des dossiers par tranche de 10 000 \$.

DOSSIERS EN INFRACTION PAR TRANCHE DE 10 000 \$ DU 1 ^{er} AVRIL 1998 AU 28 FÉVRIER 1999 DOMAINE DES BOISSONS ALCOOLIQUES		
Tranche de pénalités	Nombre de dossiers	Montant des pénalités
1 à 9 999 \$	921	1 428 778 \$
10 000 à 19 999 \$	35	483 618 \$
20 000 à 29 999 \$	16	394 652 \$
30 000 à 39 999 \$	5	180 465 \$
40 000 à 49 999 \$	1	45 047 \$
50 000 à 59 999 \$	2	109 013 \$
60 000 à 69 999 \$	3	194 441 \$
70 000 à 79 999 \$	1	77 318 \$
80 000 à 89 999 \$	0	
90 000 à 99 999 \$	1	92 206 \$
100 000 \$ et plus	2	592 174 \$
TOTAL	987	3 597 712 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 5

Rendement moyen par vérificateur et percepteur engagés pour l'application de ces mesures.

Réponse

Domaine de la construction

Rendement moyen en 1998-1999 par vérificateur (au 28 février 1999) : 353 938 \$. Ce rendement est uniquement celui des programmes de vérification. Il est calculé par vérificateur sur le total des revenus des programmes excluant ceux de la TPS. Il ne tient compte que des vérificateurs, directement à ces dossiers.

Domaine des boissons alcooliques

Rendement moyen en 1998-1999 par vérificateur (au 28 février 1999) : 160 648 \$. Ce rendement est uniquement celui des programmes de vérification. Il est calculé par vérificateur sur le total des revenus des programmes excluant ceux de la TPS. Il ne tient compte que des vérificateurs, directement à ces dossiers.

La diminution du rendement moyen par vérificateur dans le domaine des boissons alcooliques est attribuable aux travaux de correction à la baisse des avis de cotisation émis dans l'exercice 1997-1998 relativement à des revenus de pourboire non déclaré.

Perception

Nous n'avons pas de données spécifiques sur le rendement moyen par percepteur en regard de ces deux mesures. Toutefois, les rendements moyens annuels par percepteur à l'égard de la perception de l'ensemble des créances issues de la lutte à l'évasion fiscale se détaillent comme suit :

Recettes : 1 100 000 \$/percepteur
Revenus : 107 000 \$/percepteur
Cas réglés : 177 cas/percepteur

Recettes : Sommes perçues à l'égard des comptes à recevoir exigibles suite à des interventions des percepteurs.

Revenus : Activités de régularisation des dossiers de mandataires qui ont mis de produire leur rapport et de remettre les sommes afférentes au chapitre des retenues à la source et des taxes de vente. Lorsque les percepteurs ont produit ces déclarations, il en découle des revenus pour le MRQ et aussi des recettes lorsque ces revenus sont encaissés.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 6

Total des sommes remboursées à l'impôt des particuliers pour l'année d'imposition 1997 ainsi que le nombre de contribuables visés par ces remboursements.

Réponse

Les remboursements émis aux contribuables pour l'année d'imposition 1997 ont totalisé 2 599 331 000 \$. Le nombre de contribuables visés par ces remboursements est de 3 322 750.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 7

Quel fut l'impact observé des mesures pour améliorer et régulariser la situation à l'égard de la déclaration des pourboires ?

Réponse

Les nouvelles mesures pour faciliter la déclaration des pourboires sont en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1998. Elles sont avantageuses pour les travailleurs qui voient l'ensemble de leurs revenus devenir admissibles à tous les avantages sociaux y compris l'assurance-emploi. En contrepartie, ils devront dorénavant déclarer TOUS leurs revenus de pourboires sinon, ils se verront attribuer par leur employeur un montant équivalent à 8 % de leur chiffre des ventes. Si le montant réel reçu est supérieur à 8%, les employés s'exposent à des avis de cotisation en cas de vérification.

L'application des nouvelles mesures devrait entraîner les revenus suivants en 1998-1999 :

Impôt des particuliers :	87 M\$
Fonds de service de santé :	20 M\$
Crédit d'impôt remboursable :	(67 M\$)
Revenus budgétaires :	40 M\$

Les revenus réels découlant de l'application des nouvelles mesures du 1^{er} janvier ne peuvent être connus précisément, avant le traitement des relevés sommaires de retenues à la source des employeurs pour 1998 et des déclarations de revenus des particuliers et des sociétés (crédit d'impôt remboursable). Le Ministère a cependant constaté une augmentation très marquée, en 1998, des retenues à la source des établissements visés, conséquemment à l'implantation des mesures (36 % pour les bars et 23 % pour les restaurants, pour un échantillon d'environ 5 000 établissements visés).

Notons que les diverses actions que le Ministère a réalisées à compter de 1996 (informations, vérifications) ont eu des effets **significatifs sur l'autocotisation**. En effet, une augmentation de l'ordre de 80 % des revenus de pourboires, déclarés par les employés, a été observée par rapport à l'année 1995 pour des revenus additionnels estimés à 4,6 millions de dollars en 1996, et 9 millions de dollars en 1997 en impôt seulement.

Par ailleurs, le programme de vérification qui a débuté en 1996 a entraîné une récupération fiscale d'environ 12 millions de dollars (une fois les mesures d'assouplissement d'avril 1998 appliquées).

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**Question 8**

Combien a-t-on observé de faillites personnelles suite à l'envoi des avis de cotisation aux gens visés par les déclarations de pourboires ?

Réponse

Depuis le début du programme en 1996, environ 35 000 dossiers d'employés au pourboire ont été vérifiés, et un total de 20 636 avis de cotisation ont été expédiés. En raison des problèmes de liquidités vécus par les employés qui ont reçu ces cotisations, suite à l'implantation des nouvelles mesures, la ministre, M^{me} Rita Dionne-Marsolais, a annoncé le 9 avril 1998 des mesures d'assouplissement aux cotisations. Ainsi, pour tous les avis ou projets émis, les montants de pourboires ont été plafonnés à 8 % des ventes, les intérêts ont été déduits, il n'y a aucune compensation automatique sur les remboursements, sauf pour les pensions alimentaires, et des facilités de remboursements (étalement sur trois ans sans intérêt) ont été rendues possibles. Le ministère des Finances a annoncé, le 31 juillet 1998, que des modifications réglementaires et législatives seront apportées afin de concrétiser l'application de ces mesures.

On dénombrait, au 1^{er} avril 1999, 329 faillites d'employés au pourboire coïncidant avec les cotisations émises depuis le 1^{er} janvier 1997.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 9

Combien d'entreprises ont bénéficié du congé fiscal de 5 ans pour les nouvelles sociétés ? Quelles sont les sommes concernées ? Quelle est la répartition géographique des entreprises qui ont bénéficié de cette mesure ?

Réponse

Voici les statistiques sur les sociétés qui ont bénéficié de l'exonération d'impôt depuis leur début en affaires après le 25 mars 1997 et qui ont fait l'objet d'une cotisation en date du 28 février 1999 selon la région administrative :

REGION ADMNISTRATIVE	NOMBRE
Bas St-Laurent	47
Saguenay—Lac St-Jean	56
Québec	153
Mauricie—Bois-Franc	94
Estrie	57
Montréal	352
Outaouais	58
Abitibi—Témiscamingue	41
Côte-Nord	22
Nord du Québec	3
Gaspésie—Iles de la Madeleine	16
Chaudières—Appalaches	101
Laval	60
Lanaudière	67
Laurentides	92
Montréal	234
Non classées(*)	<u>101</u>
TOTAL	1554

(*) Hors-Québec ou code postal absent ou irrégulier

Les montants qui auraient été cotisés dans le cas de non-exonération ne sont pas disponibles mécaniquement. Pour ce faire, il faudrait réquisitionner les dossiers physiques (Québec et Montréal) et compiler manuellement l'information.

Les informations fournies lors de la dernière commission parlementaire ne correspondait qu'à peine un mois de cotisation d'où l'écart important entre les deux données (24 par rapport à 1554).

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**Question 10**

Combien d'entreprises ont bénéficié du congé partiel de taxes sur le capital à l'égard de nouveaux investissements dans certains secteurs ? Quelle est la répartition géographique des entreprises qui ont bénéficié de cette mesure ?

Réponse

L'information n'est pas saisie informatiquement et il nous est impossible de détecter les entreprises qui bénéficient de cette mesure. De plus, il ne paraît pas possible de procéder par échantillonnage, car étant donné le faible nombre d'entreprises qui bénéficient habituellement de ce genre de mesures (on parle de dizaines) et du peu d'information sur le profil de ces entreprises, il faudrait pratiquement procéder à un recensement, ce qui représente un travail d'envergure.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 11

Statistiques relatives à la perception et à la distribution des pensions alimentaires par le percepteur. Ventilation par districts judiciaires, en 1998-1999, avec le nombre de demandes, les montants distribués ainsi que le nombre et les motifs des demandes refusées.

Réponse

Vous trouverez dans le tableau qui suit, la répartition des demandes selon les districts judiciaires, pour l'année 1998-1999. Il est à noter que les résultats sont partiels compte tenu que l'année financière en cours n'était pas terminée au moment de la collecte des données nécessaires pour fournir les informations demandées.

L'autre section du tableau présente le total des sommes versées, par district judiciaire, au cours de l'année 1998-1999 pour les dossiers reçus au cours de l'année 1998-1999 exclusivement. Au total plus de 16 millions de dollars ont été versés pour les nouveaux dossiers reçus au cours de l'année 1998-1999.

Pour l'ensemble des dossiers de perception des pensions alimentaires gérés par le MRQ, le Ministère a versé au cours de la dernière année plus de 211 millions de dollars.

Au cours de l'année 1998-1999, sur les 23 791 dossiers reçus, 2 360 dossiers ne sont pas gérés par le MRQ, ce qui représente près de 10 % des intrants. Le tableau qui suit montre la répartition selon les districts judiciaires. Ces dossiers ne sont pas gérés par le MRQ principalement parce qu'ils ne sont pas assujettis à la *Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires* (date du 1^{er} jugement antérieure au 1^{er} décembre 1995) ou parce que le Ministère doit attendre un événement spécifique (par exemple le retour du débiteur sur le marché du travail) afin de pouvoir entreprendre ou poursuivre la gestion du jugement, que les aliments sont gérables seulement s'il y a défaut, que la pension alimentaire est payable dans le futur, etc.

Notes supplémentaires au tableau ci-joint

Note ¹: Il n'y a plus de cours supérieure à Jonquière. Les causes de Jonquière sont maintenant entendues à Chicoutimi.

Note ²: Le bureau du Grand Nord est nouvellement créé. Les causes sont quand même entendues à Amos mais inscrites sous ce bureau. Il est géré conjointement avec le bureau d'Amos.

Note ³: Pour le bureau de Joliette, aucun tri n'est effectué sur les ordonnances expédiées au MRQ. Cette pratique a comme conséquence la réception d'un nombre élevé de dossiers non assujettis et donc non gérés par le MRQ, pour ce district.

1998-1999 (au 26 mars 1999)		Créanciers (reçus 98-99)		MES (reçus 98-99)		Pour le total des dossiers reçus 1998-1999		Volume 98-99		% des réceptions		Créanciers (T's les dossiers)		MES (T's les dossiers)		Pour le total des dossiers à la DRPPA	
378	2%	307 625 \$	23 636 \$	331 260 \$	28	7%	2 876 475 \$	289 444 \$	3 165 918 \$								
98	0%	61 963 \$	10 852 \$	72 814 \$	5	5%	638 796 \$	130 756 \$	769 553 \$								
142	1%	93 382 \$	9 038 \$	102 420 \$	6	4%	882 160 \$	223 589 \$	1 105 749 \$								
50	0%	8 133 \$	1 088 \$	9 221 \$	3	6%	197 626 \$	20 703 \$	218 329 \$								
685	3%	754 402 \$	37 033 \$	791 436 \$	46	7%	6 917 164 \$	870 712 \$	7 787 877 \$								
224	1%	179 344 \$	6 169 \$	185 513 \$	15	7%	2 162 716 \$	344 312 \$	2 507 028 \$								
203	1%	169 931 \$	9 463 \$	179 395 \$	14	7%	1 663 349 \$	262 145 \$	1 925 494 \$								
0	0%					0%											
41	0%	46 278 \$		46 278 \$	2	5%	478 007 \$	75 301 \$	553 309 \$								
2158	9%	2 093 330 \$	67 364 \$	2 160 695 \$	160	7%	23 482 699 \$	1 929 220 \$	25 411 919 \$								
150	1%	109 355 \$	7 372 \$	116 727 \$	12	8%	1 078 985 \$	197 518 \$	1 276 503 \$								
76	0%	71 698 \$	516 \$	72 214 \$	4	5%	649 202 \$	77 042 \$	726 244 \$								
231	1%	167 097 \$	9 386 \$	176 482 \$	15	6%	1 555 798 \$	219 948 \$	1 775 746 \$								
125	1%	130 686 \$	4 310 \$	134 996 \$	4	3%	896 179 \$	135 878 \$	1 032 057 \$								
317	1%	267 101 \$	8 151 \$	275 252 \$	24	8%	2 658 604 \$	242 814 \$	2 901 418 \$								
778	3%	629 048 \$	37 922 \$	666 970 \$	73	9%	5 888 918 \$	662 377 \$	6 551 295 \$								
380	2%	292 758 \$	25 582 \$	318 340 \$	25	7%	2 464 399 \$	242 896 \$	2 707 295 \$								
313	1%	324 162 \$	14 694 \$	338 856 \$	22	7%	2 603 529 \$	412 891 \$	3 016 420 \$								
276	1%	211 166 \$	10 967 \$	222 133 \$	19	7%	2 127 573 \$	217 439 \$	2 345 012 \$								
60	0%	55 569 \$	359 \$	55 927 \$	2	3%	466 121 \$	55 200 \$	521 321 \$								
932	4%	765 057 \$	50 509 \$	815 566 \$	46	5%	6 997 633 \$	1 044 403 \$	8 042 035 \$								
65	0%	62 700 \$	3 016 \$	65 716 \$	4	6%	401 729 \$	37 787 \$	439 516 \$								
991	4%	619 090 \$	23 287 \$	642 377 \$	77	8%	6 076 019 \$	663 448 \$	6 739 467 \$								
23	0%	13 474 \$		13 474 \$		0%	121 767 \$	48 289 \$	170 056 \$								
144	1%	90 232 \$	5 348 \$	95 580 \$	9	6%	836 008 \$	131 743 \$	967 752 \$								
84	0%	27 663 \$	4 024 \$	31 687 \$	3	4%	315 139 \$	56 957 \$	372 096 \$								
175	1%	149 729 \$	12 215 \$	161 944 \$	8	5%	1 330 619 \$	194 336 \$	1 524 955 \$								
201	1%	157 077 \$	8 655 \$	165 732 \$	14	7%	1 852 650 \$	419 866 \$	2 272 515 \$								
62	0%	48 159 \$	4 156 \$	52 315 \$	4	6%	508 573 \$	105 202 \$	613 775 \$								
206	1%	188 329 \$	17 130 \$	205 459 \$	6	3%	1 561 181 \$	295 231 \$	1 856 411 \$								
3	0%					0%	27 433 \$		27 433 \$								
193	1%	118 575 \$	3 811 \$	122 386 \$	9	5%	1 574 772 \$	283 144 \$	1 857 916 \$								
189	1%	192 976 \$	3 488 \$	196 464 \$	21	11%	2 174 292 \$	184 591 \$	2 358 883 \$								
170	1%	74 250 \$	10 808 \$	85 059 \$	12	7%	1 268 055 \$	256 648 \$	1 524 702 \$								
431	2%	232 307 \$	3 892 \$	236 199 \$	59	14%	2 842 757 \$	336 044 \$	3 178 801 \$								
5355	23%	2 680 993 \$	136 839 \$	2 817 832 \$	545	10%	39 449 670 \$	5 206 279 \$	44 655 949 \$								
1796	8%	942 788 \$	50 894 \$	993 683 \$	179	10%	14 956 860 \$	1 246 390 \$	16 203 249 \$								
770	3%	466 204 \$	14 508 \$	480 712 \$	75	10%	7 851 933 \$	446 816 \$	8 298 749 \$								
1622	7%	888 645 \$	28 469 \$	917 114 \$	154	9%	13 527 233 \$	1 330 407 \$	14 857 640 \$								
1474	6%	581 073 \$	9 604 \$	590 677 \$	420	28%	8 814 593 \$	589 715 \$	9 404 307 \$								
566	2%	282 970 \$	14 879 \$	297 849 \$	63	11%	4 605 077 \$	406 743 \$	5 011 820 \$								
481	2%	232 434 \$	14 671 \$	247 105 \$	44	9%	3 062 443 \$	370 092 \$	3 432 535 \$								
858	4%	426 187 \$	12 758 \$	438 945 \$	83	10%	7 393 174 \$	886 057 \$	8 279 231 \$								
315	1%	177 656 \$	858 \$	178 514 \$	46	15%	2 531 743 \$	211 559 \$	2 743 302 \$								

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 12

Statistiques pour 1998-1999 quant aux bénéficiaires de pensions alimentaires.
Portraits et montants reçus.

Réponse

Au 31 mars 1999, la Direction principale de la perception des pensions alimentaires a répertorié 72,986 créanciers alimentaires bénéficiant de la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires (LFPPA) qui présentent les caractéristiques suivantes :

Selon un sondage réalisé par le Ministère à l'automne 1998,

- 36 % des créanciers vivent en situation de couple.
- C'est la mère qui a la garde unique ou majoritaire des enfants dans 8 cas sur 10.
- Le nombre moyen d'enfants est de 1,5 enfant et l'âge moyen des enfants est de 10,5 ans.

De plus, selon les données provenant des systèmes informatiques du Ministère,

- Les créanciers alimentaires concernés sont des femmes ou des enfants de sexe féminin dans 95 % des dossiers.
- Les créanciers dont l'âge se situe entre 35 et 44 ans représentent 45 % des créanciers alimentaires. Le tableau suivant présente les groupes d'âge concernés :

GROUPE D'ÂGE	POURCENTAGE
moins de 25 ans	3%
25 à 34 ans	26%
35 à 44 ans	45%
45 à 54 ans	20%
55 ans et plus	6%

- Les informations disponibles au fichier des revenus et à celui de la déclaration fiscale de l'année 1997, permettent de répartir la population des créanciers alimentaires, selon leurs caractéristiques de revenu, de la façon suivante :

CARACTÉRISTIQUES DES REVENUS DES CRÉANCIERS	NOMBRE	POURCENTAGE
Présence d'un revenu d'emploi	40,093	55%
Présence d'un revenu de société, d'entreprise ou de profession	2,300	3%
Présence d'un revenu d'emploi et d'un revenu de société, d'entreprise ou de profession	1,978	3%
Présence d'un revenu net et absence d'un revenu d'emploi et d'un revenu autonome	22,112	30%
Absence d'un revenu net ou d'information au fichier	6,503	9%
TOTAL DES CRÉANCIERS AYANT UN DOSSIER OUVERT EN 1998-1999	72,986	100%

PRÉSENCE D'UN REVENU D'EMPLOI		
Revenu net de	Nombre de créanciers	Pourcentage des créanciers
moins de 10,000	8,093	20%
10,000 à 19,999	14,406	36%
20,000 à 29,999	8,811	22%
30,000 à 39,999	5,184	13%
40,000 à 49,999	2,257	6%
50,000 et plus	1,342	3%
Total	40,093	100%

PRÉSENCE D'UN REVENU DE SOCIÉTÉ, D'ENTREPRISE OU DE PROFESSION		
Revenu net de	Nombre de créanciers	Pourcentage des créanciers
moins de 10,000	1,053	46%
10,000 à 19,999	875	38%
20,000 à 29,999	208	9%
30,000 à 39,999	62	3%
40,000 à 49,999	24	1%
50,000 et plus	78	3%
Total	2,300	100%

PRÉSENCE D'UN REVENU D'EMPLOI ET D'UN REVENU DE SOCIÉTÉ, D'ENTREPRISE OU DE PROFESSION		
Revenu net de	Nombre des créanciers	Pourcentage des créanciers
moins de 10,000	434	22%
10,000 à 19,999	687	34%
20,000 à 29,999	408	21%
30,000 à 39,999	230	12%
40,000 à 49,999	117	6%
50,000 et plus	102	5%
Total	1,978	100%

Le MRQ a versé au cours de l'année 1998-1999 plus de 211 millions de dollars dont 190 millions aux créanciers et 21 millions au Ministère de la Solidarité sociale (MSS). Ceci représente alors globalement une augmentation de 53 % par rapport à l'année 1997-1998.

Depuis le début du programme de perception des pensions alimentaires, soit le 1^{er} décembre 1995, le MRQ a versé, au 31 mars 1999, plus de 396 millions de dollars en pensions alimentaires dont 356 millions aux créanciers et 40 millions au MSS. De cette somme, près de 13 millions ont été récupérés grâce à l'interception des retours d'impôts des débiteurs qui avaient une dette alimentaire.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 13

Statistiques de 1998-1999 concernant les débiteurs et débitrices de pensions alimentaires, avec précisions sur :

- a) qui sont-ils (elles) ?
- b) le pourcentage de salarié(e)s, de travailleurs et travailleuses autonomes et des personnes d'autres catégories qui s'acquittent de leurs obligations ;
- c) le nombre de salariés ;
- d) le nombre de travailleurs autonomes.

Réponse

Au 31 mars 1999, la Direction principale de la perception des pensions alimentaires a répertorié 70,201 débiteurs alimentaires assujettis à la *Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires* (LFPPA) qui présentent les caractéristiques suivantes :

Selon un sondage réalisé par le Ministère à l'automne 1998,

- 48 % des débiteurs vivent en situation de couple.

De plus, selon les données provenant des systèmes informatiques du Ministère,

- Les débiteurs alimentaires assujettis sont des hommes dans 96 % des dossiers.
- Les débiteurs dont l'âge se situe entre 35 et 44 ans représentent 45 % des débiteurs alimentaires. Le tableau suivant présente les groupes d'âge concernés :

GROUPE D'ÂGE	POURCENTAGE
moins de 25 ans	1%
25 à 34 ans	18%
35 à 44 ans	45%
45 à 54 ans	28%
55 ans et plus	8%

- Les informations disponibles au fichier des revenus et à celui de la déclaration fiscale de l'année 1997 permettent de répartir la population des débiteurs alimentaires selon leurs caractéristiques de revenu, de la façon suivante :

CARACTÉRISTIQUES DES REVENUS	NOMBRE	POURCENTAGE
Présence d'un revenu d'emploi	50,852	72 %
Présence d'un revenu de société, d'entreprise ou de profession	3,268	5%
Présence d'un revenu d'emploi et d'un revenu de société, d'entreprise ou de profession	3,399	5%
Présence d'un revenu net et absence d'un revenu d'emploi et d'un revenu autonome	3,890	6%
Absence d'un revenu net ou d'information au fichier	8,792	12%
TOTAL DES DÉBITEURS AYANT UN DOSSIER OUVERT EN 1998-1999	70,201	100%

N.B: L'écart entre le nombre de débiteurs et le nombre de créanciers provient du fait qu'un débiteur peut avoir plusieurs créanciers s'il verse une pension alimentaire à plus d'une ex-conjointe et s'il y a plus d'un enfant à qui est versée directement une pension alimentaire.

PRÉSENCE D'UN REVENU D'EMPLOI		
Revenu net de	Nombre de débiteurs	Pourcentage des débiteurs
moins de 10,000	3,296	6%
10,000 à 19,999	12,074	24%
20,000 à 29,999	14,130	28%
30,000 à 39,999	9,950	20%
40,000 à 49,999	5,685	11%
50,000 et plus	5,717	11%
Total	50,852	100%

PRÉSENCE D'UN REVENU DE SOCIÉTÉ, D'ENTREPRISE OU DE PROFESSION		
Revenu net de	Nombre des débiteurs	Pourcentage des débiteurs
moins de 10,000	1,127	34%
10,000 à 19,999	998	31%
20,000 à 29,999	460	14%
30,000 à 39,999	191	6%
40,000 à 49,999	113	3%
50,000 et plus	379	12%
Total	3,268	100%

PRÉSENCE D'UN REVENU D'EMPLOI ET D'UN REVENU DE SOCIÉTÉ, D'ENTREPRISE OU DE PROFESSION		
Revenu net de	Nombre des débiteurs	Pourcentage des débiteurs
moins de 10,000	415	12%
10,000 à 19,999	828	24%
20,000 à 29,999	745	22%
30,000 à 39,999	536	16%
40,000 à 49,999	342	10%
50,000 et plus	533	16%
Total	3,399	100%

- Malgré la présence d'un revenu d'emploi pour 77 % de la population touchée, plusieurs éléments empêchent la perception de la pension alimentaire par voie d'avis de retenue à la source, tels que :
 - des revenus d'emplois instables et ou insuffisants ;
 - des changement fréquents d'employeur ;

- des employeurs en défaut d'effectuer la remise des retenues à la source ;
 - des choix prévus à la Loi qui, sous certaines conditions, permettent au débiteur de s'exempter ou de procéder par ordre de paiement plutôt que par avis de retenue à la source.
- La population concernée se répartit de la façon suivante à la Direction principale de la perception des pensions alimentaires :
 - entente de prélèvement en avis de retenue RAS pour 56 % des dossiers traités ;
 - entente de prélèvement en ordre de paiement OP pour 44 % des dossiers traités.

AUTRES DONNÉES COMPOSANT LE PROFIL GÉNÉRAL

- Près de 12 % des dossiers assujettis au programme de perception des pensions alimentaires ne comportent pas d'enfants.
- Dans 12 % des cas, on retrouve la garde partagée.
- 83 % de la clientèle (débiteurs et créanciers) possède au minimum un diplôme d'études secondaires.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**Question 14**

Nombre et rôle des personnes travaillant à la perception des pensions alimentaires, par districts judiciaires pour 1998-1999.

Réponse

Le ministère du Revenu du Québec, suite au Plan d'amélioration des services déposé en octobre dernier, a obtenu un effectif autorisé de 624 employés à temps complet (ETC) pour le Fonds des pensions alimentaires. Ces ressources sont réparties dans différentes directions dans les deux grands centres soit Québec (52 %) et Montréal (48 %) qui traitent les dossiers issus des différents palais de justice de la province.

L'administration générale du programme est confiée à la Direction principale de la perception des pensions alimentaires (DPPPA), qui peut s'appuyer sur les efforts de 486 ETC (250 ETC à Montréal et 236 ETC à Québec).

Le Centre de perception fiscale se voit confier le recouvrement des sommes relatives aux débiteurs en défaut de paiement. Pour ce faire, il a utilisé 104 ETC (60 ETC à Montréal et 44 ETC à Québec).

Le Ministère affecte également 34 ETC (17 ETC à Montréal et 17 ETC à Québec) financés par le Fonds des pensions alimentaires aux différentes activités administratives et de soutien, soit : l'encaissement, le courrier, le traitement, le développement et l'entretien informatique, le support légal et la gestion des ressources humaines, financières et matérielles.

De plus, le Fonds des pensions alimentaires a embauché, pour une période de deux ans, 12 stagiaires en droit et en sciences comptables afin de mieux informer les différentes clientèles de la perception des pensions alimentaires dans huit régions du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 15

Budget total 1998-1999 pour la perception des pensions alimentaires en différenciant le service de perception de celui de recherche et développement. Comparaison avec 1997-1998.

Réponse

Fonds des pensions alimentaires

Afin de répondre adéquatement à cette question, il faut alors parler en termes de déboursé plutôt que de dépense et ceci afin de pouvoir isoler les déboursés dédiés au développement.

	1998-1999 estimé (000 \$)	1997-1998 réel (000 \$)
Rémunération	19 478,3	15 705,6
Fonctionnement	8 672,2	6 106,7
Intérêts	641,3	267,6
Déboursés - Opérations	28 791,8	22 079,9
Déboursés - Développement	1 535,3	1 407,6
Déboursés - Total	30 327,1	23 487,5

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 16

Budget total 1999-2000 pour la perception des pensions alimentaires selon les catégories de dépenses et comparaison avec 1998-1999.

Réponse

Fonds des pensions alimentaires

	Dépense 1999-2000 (000 \$)	Dépense 1998-1999 (000 \$)
Résultats d'opérations		
Rémunération	22 853,7	19 478,3
Fonctionnement	8 496,8	8 672,2
Intérêts	520,7	641,3
	<hr/>	<hr/>
Déboursés - Opérations	31 871,2	28 791,8
Plus Déboursés - Développement	1 500,0	1 535,3
	<hr/>	<hr/>
Déboursés - Total	33 371,2	30 327,1
	<hr/>	<hr/>
Moins Déboursés - Développement	1 500,0	1 535,3
Plus Amortissement des dépenses en capital	2 320,4	2 068,6
	<hr/>	<hr/>
TOTAL	34 191,6	30 860,4
	<hr/>	<hr/>

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 17

Plan de transfert des effectifs au ministère du Revenu dans le traitement des pensions alimentaires au 31 mars 1999. Planification des transferts pour l'année 1999-2000 et comparaison avec 1998-1999.

Réponse

Le tableau ci-dessous permet de voir l'évolution des ressources affectées au Fonds des pensions alimentaires.

Effectifs autorisés

	1998-1999			1999-2000
	1 ^{er} avril 1998 Effectif total	Plan d'amélioration Effectif total	Total Effectif total	Effectif total
DPPPA	386	100	486	549
DGTT	15	2	17	17
DGLE	10		10	11
DGCOM	2	1	3	3
DGPPB	4		4	4
Sous- total	417	103	520	584
CPF	77	27	104	97
Total	494	130	624	681

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 18

Plan de transfert des dossiers d'ordonnance en pensions alimentaires au ministère du Revenu au 31 mars 1999. Planification des transferts pour l'année 1999-2000 et comparaison avec 1998-1999.

Réponse

Nous prévoyons recevoir près de 24 500 nouveaux dossiers au cours de l'année 1999-2000, soit un volume de réception similaire à 1998-1999. Il est à noter que nous planifions également une réception de plus de 19 000 modifications de jugement pour l'année 1999-2000 ce qui est sensiblement le même volume qu'en 1998-1999.

Intrants MRQ	1997-1998 Réel	1998-1999 Programmation	1999-2000 Projection
Nouveaux jugements	N/D*	19 425	19 400
Défauts de paiement	N/D*	5 031	5 100
Total jugements	24 958	24 456	24 500

* Les systèmes informatiques ne permettent pas d'obtenir avec précision les informations voulues selon le format demandé.